



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13675 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 14 JANVIER 1989

Du nouveau pour le Karabakh

Réuni à Moscou, jeudi 12 janvier, sous la présidence de M. Gorbatchev, le président du Soviet suprême de l'URSS a pris, pour la première fois, une mesure d'ordre administratif affectant le Haut-Karabakh, cette région de l'Azerbaïdjan que les Arméniens veulent voir rattacher à leur République. Afin de « prévenir l'aggravation des rapports inter-ethniques et de stabiliser la situation », dit un communiqué, la direction de l'Etat a décidé d'introduire provisoirement au Haut-Karabakh une forme spéciale d'administration, tout en maintenant son statut de région autonome (au sein) de la République d'Azerbaïdjan.

Le décret précisant les contours de cette nouvelle administration n'est pas encore publié, mais il n'est pas déraisonnable d'en attendre un petit pas en avant en direction des revendications arméniennes. Jusqu'à présent, des mesures d'ordre économique et social avaient été prises afin de développer les liens du Karabakh avec l'Arménie, mais la région restait sous la coupe des fonctionnaires azéris de Bakou. Les tensions qui en résultaient ont provoqué, depuis novembre, des migrations en masse entre les deux Républiques, ainsi que de nouvelles violences, qui ont causé au moins quarante morts.

Aujourd'hui, la région en litige ne change pas nominativement de statut, mais elle semble devoir être administrée directement par Moscou. Selon des milieux de l'émigration arménienne, l'organisme qui s'en chargerait comporterait cinq Russes, trois Arméniens et un représentant seulement de la République azérie. Le président en serait M. Arkadi Volski, un haut fonctionnaire du comité central du parti à Moscou qui avait été désigné dès avril dernier comme le représentant spécial du Kremlin dans la région.

Ce dispositif, s'il est confirmé, offrirait de meilleures garanties à la population du Karabakh, composée aux trois quarts d'Arméniens et qui avait moins confiance que jamais dans les autorités de Bakou. Reste à savoir quelle sera la réaction de celles-ci et de la population azérie, d'autant qu'un changement plus officiel de statut ne saurait être exclu à terme.

S'il n'a été évité le rattachement par et simple de la région à la Fédération de Russie, le caractère « provisoire » de cette nouvelle administration n'est pas autrement précisé, et l'on voit mal, de toute manière, comment on pourrait revenir au « statu quo ante ».

On notera que cet aménagement fait suite à de nouvelles mesures de police ayant conduit à la mise sous scrou de l'ensemble des membres du Comité Karabakh, et après une campagne de presse dont le caractère unilatéral avait choqué au lendemain du tremblement de terre. M. Gorbatchev a-t-il voulu seulement donner le change, ou bien procéder à ce dernier aménagement à l'abri des pressions arméniennes et de leurs porte-parole les plus actifs ? La libération des onze membres du Comité s'impose en tout cas à bref délai, si le numéro un soviétique veut continuer d'affirmer à la face du monde, comme il l'a fait à l'ONU, qu'il n'y avait plus de tensions politiques dans l'URSS de la perestroïka.

M0147-01140-4,50 F



La polémique sur la Société générale et Pechiney

M. Mitterrand prend la défense de M. Bérégovoy face aux attaques sur les « affaires »

Les propos de M. Fauroux, ministre de l'Industrie, publiés par « l'Express » du 13 janvier, selon lesquels l'affaire de la Société générale apparaît « d'une tout autre gravité » que l'affaire Pechiney, ont spectaculairement déplacé la polémique sur le terrain politique. Vendredi 13 janvier, en Bourgogne, M. François Mitterrand a dénoncé l'opération politique, et manifesté son soutien à M. Bérégovoy (lire page 23). M. Rocard devait, par une déclaration publiée le même jour, tenter de ramener le calme dans l'équipe gouvernementale.



Délits d'initiés ou bonne occasion ?

Bonne affaire ou délits d'initiés ? Depuis que M. Georges Pébereau, président de Marceau Investissements, encouragé par la Rée de Rivoli, a lancé, à l'automne dernier, un raid sur la Société générale, la question est posée dans les milieux financiers.

Associés de M. Pébereau dans l'offensive sur la banque privée, MM. Jean-Louis Desours (le président des Chaussures André), Gustave Leven (le PDG de Source Perrier), François

Dalle (ancien patron de L'Oréal), mais aussi des personnalités étrangères comme M. Tito Testamanti, un raider suisse, pourraient avoir réalisé, dans l'affaire et à titre personnel, un joli coup boursier.

Pour avoir évoqué — allusivement — ce soupçon (le Monde du 27 novembre), la presse s'est fait verbeusement taper. MM. Desours et Leven ont menacé de porter plainte en diffamation contre toute publication qui ferait réf-

rence à ces soupçons. Les déclarations de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, à l'Express permettent de poser une nouvelle fois la question.

Le ministre déclare en effet que l'affaire de la Société générale lui « apparaît d'une tout autre gravité » que le dossier lié au rachat d'American Can par Pechiney.

ERIK IZRAELWICZ

(Lire la suite page 23.)

Le Parti socialiste grec à l'épreuve des scandales

Le populisme dévoyé d'Andréas Papandréou

Des sondages défavorables, des ennemis de sang, une liaison contestée, des scandales politico-financiers en série... A cinq mois des élections législatives et européennes, le premier ministre grec, Andréas Papandréou (soixante-neuf ans), et le parti qu'il a fondé, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), traversent une période orageuse.

Lorsque Andréas rentre le 22 octobre, lorsqu'il apparaît sur la passerelle de l'avion qui le ramène de Londres, fatigué et amaigri, ce n'est qu'un seul cri : « Andréas, nous sommes avec toi. Tout le pays te veut. » Ils

sont des dizaines de milliers venus des quatre coins du Péloponnèse. Ils acclament non seulement l'homme qui, au terme de deux mois d'hospitalisation, a vaincu la maladie, mais aussi celui qui a bravé les convenances et qui, en cet instant, tend la main sans honte vers l'illégitime et pimpante Dimitra.

Cet accueil chaleureux n'est sans doute pas dû qu'à la généreuse spontanéité des Grecs : le PASOK a battu le rappel dans toutes les provinces et affiliés des dizaines de cars. Le commentaire de la télévision sur cette arrivée « triomphale » et sur « le peuple en liesse » a été préparé, avant même que M. Papandréou n'ait

quitté Londres, par les services compétents du gouvernement, et certains présentateurs qui se refusent alors à le lire à l'écran en sont encore aujourd'hui à comparer les avantages et les inconvénients de la mise au placard.

Pour le parti du premier ministre, après deux mois d'absence de M. Andréas Papandréou, pendant lesquels l'opposition a dénoncé la vacance du pouvoir, après une année pendant laquelle la presse déchaînée a fait de M. Dimitra Liani le sujet politique principal et quasi exclusif, ce moment du retour était crucial.

ALAIN DESOYE
et CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 6.)

Une nouvelle publication du « Monde »

« Le Monde de la Révolution française »

Le premier numéro du « Monde de la Révolution française », mensuel édité par « le Monde » en association avec les CLEF 89 (Comités Liberté-Egalité-Fraternité, regroupant la Ligue française de l'enseignement et la Ligue des droits de l'homme), est présent dans les kiosques depuis le jeudi 12 janvier, au prix de 30 francs. Largement illustrée, en couleur, cette publication, qui compte déjà près de 22 000 abonnés, offrira un fil conducteur tout au long de l'année 1989, tant pour l'histoire de la Révolution que pour sa signification et sa commémoration.

par ANDRÉ FONTAINE

D E toutes choses, disait le philosophe, on peut faire le meilleur comme le pire usage. La Révolution française a combiné les deux. Elle a apporté à ce pays et à bien d'autres le meilleur : les droits de l'homme, à commencer par le principal, cette liberté dont on ne mesure vraiment le prix que lorsqu'on en a été privé. Et le pire : la tyrannie née sur les cendres du despotisme, la Terreur, le début de ces guerres de conscription où allait s'épuiser l'Europe.

Un bilan, positif et négatif, d'une telle ampleur suffirait à justifier l'importance que l'on s'apprête à donner au bicentenaire. La célébration, en 1989, du millénaire d'Hugues Capet ayant été d'une rare pâleur, certains ne manqueraient évidemment pas de s'étonner que l'on commémore bien davantage la destruction d'un régime que la fondation d'une nation.

Mais c'est en se révoltant contre la monarchie que la nation a pris conscience d'elle-même, et ce n'est pas par hasard qu'elle s'est crue obligée de rompre, par un parricide camouflé en régence légale, le cordon ombilical qui la liait au roi.

(Lire la suite page 2.)

Rapprochement sino-vietnamien

Dans la foulée de la détente entre Moscou et Pékin

PAGE 4

Le règlement en Angola

Espoir de paix durable à la frontière namibienne

PAGE 4

Des survivants à Leninakan

Six hommes enfouis sous les décombres depuis trente-cinq jours

PAGE 7

Dépistage du cancer

Un article du professeur Gérard Dubois

PAGE 10

Les psychanalystes sortent de l'ombre

Une société parisienne organise à Paris un colloque ouvert au public

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 28

SPORTS

Paris-Dakar : victoires de Vatanen et de Lalay

Déjà vainqueur du raid-marathon africain en 1987, le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 turbo 16) a remporté, vendredi 13 janvier, son deuxième Paris-Dakar. Son coéquipier Jacky Lalay, premier à la veille de l'arrivée, lui a cédé sa place, conformément à l'accord conclu à Gao entre les deux pilotes et la direction de Peugeot Talbot Sport. Chez les motards, la victoire est revenue au Français Gilles Lalay (Honda), qui obtient à vingt-six ans son premier succès, après avoir terminé deuxième en 1986 et troisième en 1988.

Lire page 12.

Le Monde

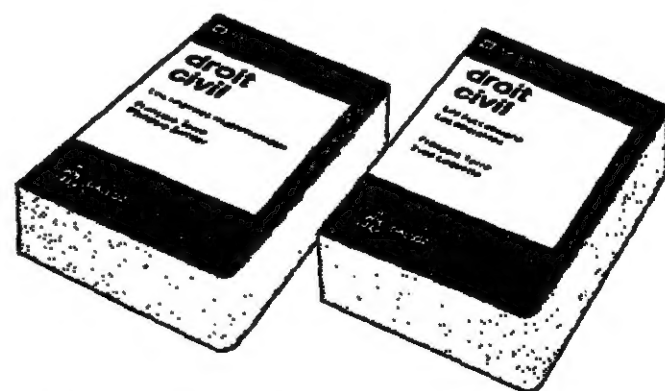
SANS VISA

Le piéton de Moscou

■ Gastronomie : l'école des couscous ; tables gourmandes. ■ Jeux.

Pages 13 à 16

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Constamment réactualisés au fil des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils abordent toutes les matières juridiques. Les régimes matrimoniaux. F. Terré, Ph. Simier. Les successions - Les libéralités - F. Terré, Y. Lequette.

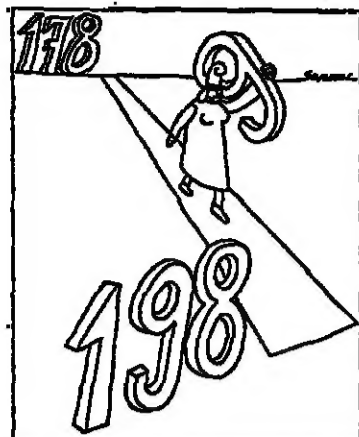


EXHAUSTIF, IVE [egzostif, iv]. adj. du lat. exhaustus. Qui épuise, qui traite à fond un sujet. V. Complet. Étude exhaustive. Des ouvrages exhaustifs : les précis DALLOZ.

SO PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Pérou, 7,20 F. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 185 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 6.000 LR. ; Luxembourg, 50 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

هكذا من الأصل



HERVÉ LOURAU s'inscrit, dans le cadre de la campagne « 89 pour l'égalité », menée par SOS-Racisme, pour l'intégration des immigrés et le droit de vote des étrangers aux élections locales. Pour le citoyen Lourau, puisque c'est à ce titre qu'il s'exprime, cette campagne est contraire aux principes des premiers républicains et met en péril les idéaux de la Révolution française.

Quant à moi, c'est la situation présente des immigrés, livrés à la haine et aux mensonges racistes, aux discriminations de toutes sortes, et privés de tous droits civiques, qui m'a fait sembler porter atteinte aux droits de l'homme et aux fondements démocratiques de notre société.

Mais peut-être estimera-t-on qu'avant de se lancer dans une telle action, je devrais d'abord me tourner vers l'histoire ? Nous avons tout à y gagner en effet, et la célébration du Bicentenaire doit nous offrir l'occasion d'une réflexion renouvelée sur nos valeurs. Pourtant, sur ce plan, l'article d'Hervé Lourau contient quelques contre-vérités et un non-sens sur l'interprétation de la Révolution.

Contrairement à ce qu'il défend, il n'y a pas eu pendant la Révolution de lien absolu entre nationalité et citoyenneté. Il fut des citoyens, et ce non des moindres, qui n'étaient pas français, plusieurs furent même des élus, tandis qu'à l'inverse, de nombreux Français, notamment les femmes, les vagabonds, restèrent à l'écart des droits politiques.

La Constitution de 1793

Si la Révolution arracha le pays aux ordres et à la multitude de statuts hiérarchisés des sujets de l'Ancien Régime pour fonder la citoyenneté, la superposition de celle-ci et de la nationalité n'est pas à proprement parler son œuvre.

Il est vrai que la Révolution française est contemporaine de l'apparition, à l'échelle de l'Europe, de l'Etat-nation. Mais le processus a été complexe et comprend aussi bien l'élan révolutionnaire de 1789, qui culmine dans la Constitution (jamais appliquée) de 1793, que la réaction thermidorienne et l'aventure napoléonienne.

Incontestablement, plusieurs mouvements se superposent, et dans l'histoire des faits et dans celle des idées. Dès 1789 et l'apparition de la citoyenneté, existe une déconnexion entre celle-ci et la nationalité (terme qui, pour être précis, n'apparaît d'ailleurs dans nos lois qu'en 1874). C'est la citoyenneté elle-même qui est scindée entre les citoyens actifs et les citoyens passifs, privés de droits politiques.

La Constituante crée l'égalité juridique mais recule devant l'égalité politique et jamais ne lâche le principe de propriété. Si bien que quoique Sieyès, principal artisan de cette conception, appelle citoyens les individus composant la nation, seule une minorité le devient réellement : les hommes de plus de vingt et un ans qui paient la contribution.

Dans ses balbutiements, la citoyenneté naissante reste ambiguë et tient autant des droits du propriétaire que des droits naturels de l'homme. Cette opposition entre égalité naturelle et égalité méritocratique durera longtemps.

Quant au travail unificateur de la Révolution sur la nation, il ne se fait pas tant contre les étrangers, au moins avant la Terreur, que contre les privilèges et les nobles. Sieyès considère déjà qu'on aurait plus de raison d'exclure des droits politiques « le noble et l'ecclésiastique », « ces hommes dont l'existence seule est une hostilité continuelle contre le

Réponse à un « citoyen »

Oui, 89 pour l'égalité

par HARLEM DÉSIR (*)

grand corps du peuple » que l'étranger « qui peut n'avoir pas un intérêt opposé au Tiers Etat ».

Mais c'est la Constitution de 1793 qui ira le plus loin en prenant pour base de l'Etat une conception du peuple très ouverte aux étrangers : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis — tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard — tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français. » Voilà ce que disait la première Constitution de notre pays où était inscrit le suffrage universel... sauf pour les femmes !

La Terreur vit l'apparition des premières mesures draconiennes contre les étrangers. Pourtant, les Constitutions postérieures, de l'an III (1795) et de l'an VIII (1799) continuèrent à faire de l'étranger un citoyen français sous condition de résidence.

Considérer que le moment où citoyenneté et nation se recouperont absolument fut un progrès démocratique amènerait à faire l'éloge d'une époque napoléonienne qui fut, sur ce point, également marquée par le rétablissement de l'esclavage.

Donc, nulle part dans la Révolution française le lien absolu entre nationalité et citoyenneté. Il fut des citoyens, et ce non des moindres, qui n'étaient pas français, plusieurs furent même des élus, tandis qu'à l'inverse, de nombreux Français, notamment les femmes, les vagabonds, restèrent à l'écart des droits politiques.

Le Royaume-Uni, qui, on l'oublie trop souvent, a connu lui aussi une révolution inspirée des droits naturels de la nôtre, pour établir son régime de monarchie constitutionnelle, a également disjoint la nationalité et les droits politiques. Et, en Grande-Bretagne, pas plus qu'en France, le droit de vote n'a été « octroyé » par l'aristocratie sans luttes et sans contraintes pour devenir universel et même bénéficier à tous les citoyens de l'Commonwealth. Le Royaume-Uni s'adaptait à la crise de son empire, aux réalités économiques et au poids des producteurs.

Diversité des situations

Hervé Lourau tente de mettre en opposition le droit de vote aux élections locales et l'ouverture plus large de l'accès à la nationalité. L'analyse est superficielle quant aux principes et surtout sans rapport avec la réalité. Car les deux choses, loin d'être contradictoires, répondent à la diversité des situations de l'immigration et se complètent pour lutter contre la privation de droits civiques pour près de quatre millions de personnes vivant à nos côtés depuis des dizaines d'années.

Lorsqu'il nous est reproché de ne pas avoir suffisamment milité pour l'élargissement de l'accès à la nationalité, je me demande si c'est moi qui rêve ou si c'est mon concitoyen Lourau qui a eu une absence pendant la législature 1986-1988. Qui davantage que SOS-Racisme s'est élevé contre les restrictions de tout ordre dans l'accès à la nationalité que comportait le projet de réforme du code du gouvernement précédent ? A l'occasion de ce débat, nous avons proposé deux mesures décisives pour ouvrir la nationalité :

- 1) Que l'on considère comme français dès la naissance les enfants d'étrangers nés en France (qui doivent conserver bien sûr à leur majorité leur liberté de réputation) ;
- 2) Que l'on facilite et que l'on incite largement les naturalisations en clarifiant des règles aujourd'hui discrétionnaires et en créant une agence nationale pour les naturalisations, dont la mission serait l'information et l'aide dans leur démarche des personnes concernées.

Pour autant, nous devons tenir compte de la réalité et ne pas nous imaginer que les étrangers vivant ici feront tous des démarches d'acquisition de la nationalité française. A cela de multiples raisons : l'illusion du retour pour certains, mais surtout un attachement à la nationalité d'origine comme élément de leur identité.

Elargir la démocratie

Sur les quatre millions d'étrangers qui vivent en France et dont nous savons que pour l'essentiel ils resteront, un grand nombre n'acquerra pas, en l'état actuel des choses, la nationalité française. Faut-il les sanctionner ? Faut-il renoncer à leur intégration ? Faut-il se résoudre à l'idée que des millions d'hommes et de femmes restent définitivement écartés de toute vie civique ? N'est-ce pas un facteur supplémentaire de leur exclusion et de leur fragilité face à la démagogie xénophobe et raciste ?

Cela signifie que la démocratie doit s'élargir. N'est-ce pas ainsi que l'on est passé du suffrage censitaire au suffrage universel, puis du suffrage masculin au suffrage féminin, puis du droit de vote à vingt et un ans au droit de vote à dix-huit ans ?

C'est pourquoi nous appelons à franchir une nouvelle frontière dans la conquête de l'égalité des droits, c'est-à-dire dans l'accès aux droits économiques, sociaux et civiques pour ceux qui en sont partiellement ou totalement exclus. La question est de savoir si le droit de vote aux élections locales répond à la fois à cette perspective de progrès et à une démarche d'ensemble pour l'intégration des immigrés.

Il est injuste et injustifiable qu'au niveau de la commune où ne se décide aucun enjeu de souveraineté nationale, à l'égalité de devoir il n'y ait pas égalité de droit. Car oui, comme le disent nos affiches, les immigrés sont invités à payer l'impôt comme les Français. Il ne s'agit pas ici d'un argument basé sur le montant de l'impôt.

Les règles de l'imposition et donc de contribution à la richesse commune sont les mêmes pour tous. Or les règles de désignation de ceux qui vont gérer ce budget local sont, elles, discriminatoires. Seuls les étrangers n'ont pas voix au chapitre.

Il n'en va pas ainsi, par exemple, pour la Sécurité sociale, les caisses d'allocation familiale, les comités d'entreprise. Aux prud'hommes, qui sont des tribunaux, ils sont électeurs et non éligibles. Ce qui montre en passant que notre droit a déjà institué ce qu'Hervé Lourau semble redouter comme un effondrement de nos institutions, et que la République, (*) Président de SOS-Racisme.

contrairement à ses affirmations, a accordé la partie sans le tout.

Très rapidement, nous serons confrontés à un autre aspect du problème. Les recommandations du Parlement et de la Commission européenne nous invitent à donner le droit de vote aux ressortissants de la Communauté qui vivent en France. Pouvons-nous accepter un droit de vote sélectif aux élections locales, avec un tri entre les bons étrangers, européens, et les mauvais, non européens ? Ou allons-nous être le seul pays d'Europe à ne pas accorder le droit de vote aux élections locales à des non-nationaux et devenir la lanterne rouge de la Communauté en matière de conquêtes démocratiques ?

Les droits civiques, nous dit-on, seraient secondaires au regard de l'amélioration des conditions de vie concrètes des immigrés. Tant de cités HLM, tant de ZUP ne seraient-elles pas autrement traitées si les élus avaient à compter avec les voix des résidents ?

Oui, on peut réduire une inégalité de fait avec l'instauration d'un droit, ça ne suffit pas, mais c'est nécessaire et, à l'inverse, que vaudront, que dureront tels ou tels correctifs apportés à l'inégalité sans le droit qui permet de les consolider, voire de les défendre ? L'égalité réelle ne s'acquiert pas dans l'inégalité formelle.

Imagination et fraternité

« 89 pour l'égalité » est une campagne pour obtenir un million de signatures pour le droit de vote aux élections locales et pour une loi-cadre pour l'intégration : cela veut dire que, pour SOS-Racisme, les deux exigences ne sont pas dissociables mais complémentaires. L'œuvre à accomplir, c'est de faciliter, sur tous les plans, l'intégration : dans les rapports avec l'administration, la police, la justice, pour le logement, la santé, l'éducation. Cela passe aussi par la participation civique. Et, à un président de la République qui a le courage de se jeter dans cette « galère », nous avons, à SOS-Racisme, des propositions législatives à faire.

Finalement, qu'Hervé Lourau juge que le droit de vote des étrangers aux élections locales risque de « ranimer la violence qui s'est tue », qu'il craigne qu'il ne fasse renoncer la France à son « exclusive maîtrise d'elle-même » ou livre le président de la République aux pressions de « tel ou tel consul étranger », pour reprendre ses expressions, c'est son opinion, et il a bien raison de la défendre.

La Révolution mérite mieux, elle qui fut audace, conquête, imagination et fraternité, que cette frilosité qui semble habiter certains lorsqu'ils abordent la question des droits des immigrés.

« Le Monde de la Révolution française »

(Suite de la première page.)

Il ne suffit pourtant pas de trancher des têtes, fussent-elles couronnées, pour trancher le fil de l'Histoire. Contrairement aux paroles célèbres de l'Internationale, du passé on ne fait jamais « table rase ». Même pas au Cambodge, où Pol Pot s'y est employé plus que quiconque où que ce soit avant lui. Comme un fleuve qui a débordé, la France, après la bourrasque, s'est retrouvée dans son lit. Les privilèges abolis dans la nuit du 4 août ont reparu sous d'autres formes. Fils de la Révolution, Napoléon s'est employé à reconstruire, en y faisant largement entrer sa parenté, les structures qu'elle avait cru abolir pour toujours. Albert Sorel a trouvé des mots étonnants pour montrer à quel point cette même Révolution a repris à son compte avec le mythe des frontières naturelles l'ambition séculaire de ceux-là mêmes qu'elle avait renversés.

Une fois faite la part, considérable, de la continuité, on n'en est que plus à l'aise pour constater l'ampleur du ou plutôt des changements intervenus pendant ces années de feu. C'est alors, pour commencer, que meurt définitivement — portée en terre par la foi, toute nouvelle, dans le progrès — une conception de la société rythmée depuis toujours par les saisons de l'année et de la vie. Le vent d'Amérique a soufflé, sur cette rive de l'Atlantique comme sur l'autre. Les hommes vont prendre leur destin en main.

On discutera longtemps du point de savoir laquelle des trois révolutions a porté universelle, l'américaine de 1776, la française de 1789, la russe de 1917, aura été la plus importante. Ce qui est sûr, c'est que sans la première la deuxième n'aurait pas eu lieu et qu'en tout en dire autant de la troisième par rapport à la deuxième. Et aussi qu'elles ont en commun de devoir énormément, sinon tout, à la force des idées et tout spécialement — sans vouloir sous-estimer, à une époque sans audiovisuel, le poids de l'éloquence — à celle des idées écrites. On ne dira jamais assez le rôle dans leur déclenchement du Common Sense de Thomas Paine, de la brochure de Sieyès sur le Tiers Etat, ou des « thèses d'avril » (« Tout le pouvoir aux Soviets ») de Lénine.

Quotidienneté de l'événement, puissance des mots, rien d'étonnant que 1789 soit marquée par une fabuleuse floraison de journaux, de livres, de pamphlets de toutes sortes. C'est ce qui fait d'elle l'année fondatrice, en France, de la liberté de la presse. Ce n'est donc que justice si l'on a vu se multiplier un peu partout, ces derniers mois, dans les divers médias les récits de la Révolution. C'est ainsi notamment qu'avec son érudition et son art de conter Michel Winock a fait pour les lecteurs du Monde, l'été dernier, l'histoire de quarante de ces févresuses « journées ».

Le Monde de la Révolution française, que le Monde tout court présente aujourd'hui au public avec la fierté d'un père devant les belles couleurs de son dernier-né, a une ambition

plus directement pédagogique. Certains auraient voulu qu'il fût hebdomadaire, sinon quotidien. C'eût été beaucoup demander aux auteurs et aux lecteurs. Nous avons préféré nous en tenir à un rythme mensuel, qui nous permettra de consacrer aux sommaires et à la mise en page, comme on pourra le constater, une attention toute particulière.

Aux lycéens, aux étudiants, aux enseignants, au grand public, le Monde de la Révolution apportera, sous une forme extrêmement claire et accessible, une documentation multiforme, vivante et équilibrée sur les grandes dates, les acteurs, les acquis, l'impact économique, culturel, diplomatique de cet incroyable enchaînement d'événements. Des points de vue très divers, des débats montreront que deux cents ans plus tard l'unanimité est loin de s'être faite sur les causes, les effets, les mérites et les crimes de la Révolution. Du moins est-il évident qu'elle a plus que tout autre événement depuis la Réforme bouleversé l'Europe, et, au-delà, un monde extérieur qui n'en était alors, à bien des égards, que le prolongement.

Ce débat sera vif, mais sans passion. Le rappel de nos déchirements d'hier, loin d'aliéner ceux du présent, devrait au contraire nous aider à les surmonter. Trois ans après 1989, un autre rendez-vous attend la France : celui de l'Europe, celui d'un avenir gros à la fois d'espoirs et de risques, qu'elle ne saurait aborder sans tenir compte du passé. Non pour s'y perdre, bien sûr, dans la nostalgie d'un âge d'or qui aurait pour les uns commencé et pour les autres fini en 1789. Mais pour en méditer les leçons, et d'abord celle-ci qu'il n'y a pas d'effet sans cause : un choc de cette ampleur ne se serait pas produit s'il n'y avait pas eu un tel décalage entre la richesse des uns et la misère des autres. Or le fait est que le décalage reste grand aujourd'hui entre les pays développés et trop de peuples du tiers-monde et qu'il est loin d'avoir disparu au sein même de nos sociétés, dont le caractère « dual » saute de plus en plus aux yeux.

L'égalité absolue n'est qu'un mythe, et Chateaubriand n'avait pas tort de noter qu'elle entraînait avec le despotisme des « liaisons secrètes ». Mais la liberté, qui a fait, au cours des dernières décennies, tant de progrès dans le monde, perdrait la signification qu'ont voulu lui donner les grands ancêtres si elle se réduisait à la possibilité d'exploiter les autres sans vergogne.

L'idéal serait de concilier les deux, et le troisième mot de la trilogie républicaine nous en propose, avec la fraternité, le moyen. Là aussi 1789 nous donne une leçon : la fraternité est possible, puisqu'il a existé des moments où, dans le combat ou dans la fête, les hommes se sont effectivement sentis frères. Mais la suite des événements a aussi montré qu'elle ne leur est pas naturelle, et qu'on aurait bien tort, aujourd'hui comme alors, de trop parler sur elle...

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Bernier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Bernier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Renard Wouts

Rédacteur en chef :

Daniel Verneil

Correspondant en chef :

Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

Le Monde

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Le différend américano-libyen et la controverse sur l'usine de Rabta

Le conseil de la Ligue arabe manifeste son souci d'apaisement

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, qui s'est réuni jeudi 12 janvier à Tunis en session extraordinaire, a manifesté son souci de calmer la tension américano-libyenne et son inquiétude face à l'impasse libanaise.

TUNIS de notre correspondant

A propos de l'incident aérien au cours duquel deux Mig libyens ont été abattus, les ministres ont adopté un ton extrêmement modéré qui tranche avec les récentes prises de position de leurs gouvernements respectifs et qui pourrait bien constituer une réponse à la décision américaine d'annuler l'exercice de tir de missiles qui était prévu en Méditerranée centrale.

Il est vrai que le chef des relations extérieures de la Jamahiriya, M. Azzouzi El Tahi, avait été le premier à se montrer conciliant. Tout en déplorant « le comportement américain qui, à travers la Libye, vise l'ensemble du monde arabe », il s'était abstenu de demander des mesures de rétorsion à l'encontre de Washington.

Le communiqué se borne à condamner « l'agression américaine contre les appareils libyens, qui constitue une menace pour la sécurité arabe et celle de la région méditerranéenne » ; à demander aux Etats-Unis de s'abstenir de toute action contre la Libye « qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les rapports arabo-américains » ; à exhorter la solidarité avec la Libye « face à toute agression ou menace d'agression américaine ». Il se félicite aussi des dispositions manifestées par Tripoli en faveur d'un règlement négocié de ses différends avec Washington.

Pas plus que lors de sa réunion du 28 décembre (le Monde du 30 décembre), le conseil de la Ligue arabe n'a repris à son compte les déclarations de Tripoli relatives à la fabrication d'armes chimiques dans l'usine de Rabta, que M. Azzouzi El Tahi a pourtant renouvelées.

D'autre part, les ministres arabes ont constitué une commission chargée de prendre contact avec les différents partis libanais « pour recueillir leurs avis et suggestions » et « pour déployer des bons offices en vue de la réalisation de l'entente nationale ».

En marge du conseil de la Ligue, le « comité de l'Intifada », créé il y a

un an pour soutenir politiquement et matériellement le soulèvement palestinien, s'est réuni en présence de M. Yasser Arafat. Sans se référer directement au dialogue américano-palestinien, engagé le mois dernier, le communiqué publié au terme de ses délibérations estime que, « pour mesurer l'évolution de la position américaine à l'égard de la cause palestinienne, un critère valable est la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, et particulièrement son droit à l'autodétermination et à l'édification de son Etat indépendant sur le sol de sa patrie ».

MICHEL DEURÉ.

Washington s'attend à la restitution par la Libye de la dépouille d'un avion américain abattu lors des bombardements américains sur ce pays en 1988 et l'accueilleraient comme un geste humanitaire, a déclaré jeudi 12 janvier un responsable du département d'Etat. L'agence libyenne Jana avait annoncé que les restes d'un des avions américains abattus lors des raids américains contre Tripoli et Benghazi, le 15 avril 1988, seraient remis vendredi à un représentant du Vatican. (AFP.)

ISRAËL : accusé de « mollesse »

M. Shamir a été conquis par des colons de Cisjordanie

La révolte des colons israéliens de Cisjordanie s'est poursuivie jeudi 12 janvier et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a pu lui-même en éprouver l'impact. Le chef du Likoud (droite), le parti qui entend, en principe, défendre les implantations dans les territoires occupés, a été conquis et copieusement insulté par plusieurs dizaines de colons.

JÉRUSALEM de notre correspondant

M. Shamir s'était rendu, à la mi-journée, dans la petite implantation de Bracha pour participer à une cérémonie à la mémoire d'un résident de la localité assassiné il y a un mois. A peine avait-il commencé à parler qu'il a été pris à partie par une bonne moitié de l'assistance. Cris, insultes et pancartes accusatrices : « Traître », « Tu es coupable », (des attentats contre les colons), « Tu es en train de créer un Etat palestinien ».

L'ensemble résumait les griefs des colons à l'égard du gouvernement. On lui reprochait, péle-mêle, une répression « trop molle » du soulèvement palestinien, une dégradation constante de la sécurité des implantations israéliennes en Cisjordanie et à Gaza et un projet d'auto-

nomie pour les territoires qui, selon les colons, débouchera forcément un jour sur l'indépendance.

Ailleurs, dans tout le nord de la Cisjordanie, les colons ont observé une grève générale. Plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté et là, la plupart du temps très pacifiquement. Avec hésitation, embarras et retenue, l'armée a tenté de disperser ces rassemblements où les femmes étaient nombreuses. L'une d'entre elles a même été blessée au visage d'un officier des gardes-frontière.

Appel au calme

A Bracha, M. Shamir, qui a dû écouter son discours, a mis en garde contre les querelles entre Israéliens. « Dans une guerre civile, personne n'a raison », a dit le premier ministre, avant de traiter certains de ses interlocuteurs de « fous ». Le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, a, lui aussi, appelé au calme, déclarant que la Cisjordanie ne devait pas devenir le théâtre d'affrontements entre Israéliens.

Le mouvement de colère des colons, dont la télévision a très largement rendu compte, n'a guère suscité d'écho à la Knesset, où seuls les petits partis d'extrême droite s'en sont fait le relais politique. Le nom-

bre d'Israéliens résidant en Cisjordanie a peu évolué au cours des dernières années : de soixante mille à soixante-dix mille personnes.

Simultanément, les affrontements entre l'armée et les manifestants palestiniens se sont poursuivis sans relâche. Dans le nord de la Cisjordanie, à Tulkarem, l'annonce du décès d'un adolescent à la suite de blessures reçues la semaine passée a fait descendre plusieurs centaines de personnes dans les rues. Des drapeaux palestiniens ont été brandis et des pierres lancées sur les soldats qui ont répliqué en ouvrant le feu : un garçon de douze ans a été tué. Des accrochages ont eu lieu à Hébron, Naplouse et Anabatie : une centaine de Palestiniens ont été blessés par balles, certains très grièvement. Depuis le début de la semaine, chaque journée sans exception s'est achevée avec un nombre de blessés par balles supérieur à dix.

A Jérusalem, le couvre-feu a été instauré jeudi sur le quartier arabe de Silwan, en bordure de la vieille ville. Silwan, un village de quelques milliers d'habitants, a été, ces derniers mois, le théâtre de nombreuses manifestations. La mesure n'en est pas moins exceptionnelle : depuis 1967, c'est la troisième fois seulement qu'un couvre-feu est imposé dans le secteur palestinien de Jérusalem.

ALAIN FRACHON.

Informations judiciaires contre la firme Imhausen-Chemie

La justice ouest-allemande a ouvert une information judiciaire contre la société Imhausen-Chemie soupçonnée d'avoir participé à la construction de l'usine chimique libyenne de Rabta, a annoncé vendredi 13 janvier, le parquet de Karlsruhe. L'usine de Rabta, au sud de Tripoli, est soupçonnée d'être une fabrique d'armes chimiques.

Grâce à des informations fournies par des satellites espions et les services de renseignement, les Etats-Unis avaient depuis l'été 1987 que la Libye avait obtenu les composants nécessaires à la fabrication de gaz de combat. C'est ce qu'a révélé le chaîne de télévision américaine NBC, vendredi 13 janvier.

Washington aurait recueilli voici huit mois les preuves que la fameuse usine chimique de Rabta avait commencé à fonctionner, dans des proportions limitées, et qu'une partie de la production avait été livrée à la Libye. La chaîne de télévision a également donné des détails supplémentaires concernant l'implication de firmes ouest-allemandes dans la construction et l'équipement de cette usine.

En août dernier, une fuite accidentelle de produits chimiques s'est produite sur le site de Rabta. Peu après cet incident, des responsables libyens ont téléphoné à plusieurs entreprises en Allemagne fédérale - dont Imhausen-Chemie - pour leur demander de participer aux opérations de nettoyage rendues nécessaires par cette fuite. Les communications téléphoniques auraient été interceptées par les services secrets américains.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a déclaré jeudi que les Etats-Unis approuvaient les efforts entrepris par le gouvernement de Bonn pour définir les responsabilités de firmes ouest-allemandes dans la construction de l'usine Pharma 150 à Rabta. Pour sa part, le représentant de la Libye aux Nations unies, M. Ali Treiki, a confirmé que des sociétés de RFA avaient bien participé à la mise en place des installations de Rabta. « Et d'autres aussi », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CBS.

En Belgique, l'homme d'affaires Louis Godot a été placé jeudi 12 janvier, sous mandat d'arrêt. Interpellé la veille à Bruxelles, à la demande des autorités ouest-allemandes, il est inculpé notamment d'usage de faux et d'abus de confiance. Louis Godot, âgé de quarante-quatre ans, dirige une société, Cross Link Group, spécialisée dans le commerce avec la Libye. Des perquisitions au siège de l'entreprise et à son domicile auraient permis de découvrir de fausses factures et des documents selon lesquels il était en rapport avec trois des cinq sociétés ouest-allemandes qui auraient coopéré avec l'usine de Rabta.

Après la conférence de Paris sur les armes chimiques

Le recours à des sanctions n'est pas prévu...

Plusieurs gouvernements ont exprimé leur satisfaction à l'issue de la conférence sur les armes chimiques, tandis que certains mouvements, comme les Verts allemands, dénonçaient l'hypocrisie de l'Occident, et que certains commentateurs de presse insistaient sur le fait que la déclaration finale ne prévoit pas de sanctions en cas d'utilisation de ces armes.

Ce texte effectivement ne mentionne pas expressément, contrairement à ce que nous avions indiqué (le Monde du 13 janvier), le recours à des sanctions en cas de violation du protocole de 1925. Les Etats réunis à Paris affirment cependant dans leur déclaration finale que l'ONU « fournit un cadre et un instrument permettant à la communauté internationale d'exercer sa vigilance » et « confirment leur soutien aux initiatives appropriées et efficaces prises à cet égard par l'Organisation des Nations unies conformément à sa Charte ». La référence explicite au chapitre 7 de la Charte, qui prévoit les actions de l'ONU « en cas de rupture de la paix et d'agression », avait été réclamée notamment par M. George Shultz dans son intervention. Et bien que le texte adopté soit beaucoup moins précis, c'est comme une référence au chapitre 7 de la Charte de l'ONU que le général Burns, membre de la délégation américaine à Paris, l'a interprété.

Répondant à la question d'un journaliste qui l'interrogeait sur cette imprécision en matière de sanctions, M. Roland Dumas a rappelé, lui aussi, mercredi, que « la Charte, dans son paragraphe 7, permet déjà de poursuivre les violations avérées ». La France, a-t-il ajouté, a évoqué aux Nations unies la possibilité de prendre une initiative au Conseil de sécurité en cas de violation. C'était une allusion au discours prononcé par M. Mitterrand à New-York fin septembre, dans lequel le président de la République évoquait entre autres la possibilité d'adopter des mesures d'embargo contre le pays en cause.

L'attestation des faits

La déclaration de Paris est, d'autre part, très explicite sur la question de l'attestation des faits en cas de violation présumée. Elle souligne en effet le soutien des pays réunis à Paris au secrétaire général pour diligenter des enquêtes et demande que l'efficacité des procédures existantes soit renforcée.

On se souvient par exemple qu'en septembre dernier la Turquie et l'Irak avaient refusé de recevoir des missions d'enquête de l'ONU après qu'avaient été formulées de nouvelles accusations d'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes. Un refus qui devenait beaucoup plus difficile après la déclaration de Paris.

Amériques

MEXIQUE : les accusations contre l'homme fort du syndicat du pétrole

« La Quina » revient sur ses aveux

Mexico. - « J'ai signé parce qu'on m'a affirmé que, si je ne reconnaissais pas au moins une partie des faits qui me sont reprochés, on allait exercer des pressions sur les travailleurs et sur ma famille ». Depuis sa prison, en direct devant les caméras de la télévision mexicaine, M. Joaquin Hernandez Galicia, principal dirigeant du syndicat des employés du secteur pétrolier, a pu ainsi revenir sur ses aveux, jeudi 12 janvier.

M. Hernandez Galicia, dit « La Quina », venait d'être inculpé d'homicide, de détention illégale d'armes et de fraude fiscale. Il avait été arrêté mardi dans son fief de Ciudad-Madero, au cours d'une vaste opération de police où un agent du ministère public avait été tué. Deux cents mitraillettes et trente mille cartouches ont été saisies à son domicile. Dans ses premières déclarations devant la justice, il avait déclaré que ces armes étaient destinées « à la défense des syndicats, étant donné la situation dans le pays ».

Une personnalité du gouvernement, gardant l'anonymat, avait déclaré mercredi que les arrestations de « La Quina » et de quarante-cinq autres membres du syndicat étaient justifiées par le projet prêt à cette organisation

ouvrière de s'opposer par la force à une éventuelle privatisation - partielle - de la compagnie pétrolière nationale PEMEX. Selon certaines informations, non confirmées, le Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM) devait, dans ce cas, prendre le contrôle d'installations-clés de la PEMEX. Fort de 110 000 adhérents, le STPRM, véritable « Etat dans l'Etat », aux méthodes souvent « musclées », aurait bâti un empire financier, notamment en « vendant » les emplois au sein de la PEMEX où il dispose d'un quasi-monopole de l'embauche.

Au cri de « Joaquin, écoute, le peuple est en lutte », une dizaine de milliers de personnes, membres des syndicats ou de l'opposition de gauche, ont défilé, jeudi soir, devant le palais présidentiel à Mexico, réclamant la libération de « La Quina ». La manifestation s'est déroulée dans le calme. D'autre part, la grève qui avait affecté plusieurs centres de la PEMEX, après l'arrestation de « La Quina », paraît avoir cessé.

M. George Bush a apporté son soutien au président mexicain en déclarant, jeudi, à Washington : « Il semble qu'il [M. Salinas] a adopté une attitude très courageuse. » (AFP, Reuters.)

L'affaire Valente

Une lettre de M. Jacques Miquel

Après notre article consacré à la libération de Marie-Laure et Virginie Bétille, les deux petites filles de Jacqueline Valente enlevées et détenues en otage par le groupe d'Abou Nidal (le Monde du 31 décembre 1988), M. Jacques Miquel nous précise :

Mon confrère, M. Yves-Eric Masciani, conseil de Pascal Bétille, père de Marie-Laure et Virginie et moi-même, conseil de M. Brigitte Valente, mère de Jacqueline Valente et grand-mère des petites filles, sommes intervenus depuis quatorze mois dans ce dossier en parfait concours pour activer la libération des otages, parmi lesquels se trouvaient deux petites filles et un bébé. Le conflit familial consécutif au divorce des parents de Marie-Laure et Virginie était à nos yeux tout à fait accessoire. D'évidence, ce conflit n'a pas été, à plusieurs reprises, comme vous n'hésitez pas à le soutenir, à l'origine de l'échec des négociations dans les mois précédents.

Au-delà de ces inexactitudes et approximations, il convient également de relever le caractère mal fondé de votre propos lorsque vous écrivez que M. Jacqueline Valente n'est pas un otage ordinaire et que, séparée de son compagnon, elle vivrait désormais avec l'un de ses ravisseurs palestiniens.

Cette allégation préjudiciable très gravement aux intérêts fondamentaux de M. Jacqueline Valente et de sa famille. Il est regrettable que, victime du terrorisme, M. Jacqueline Valente soit également victime de rumeurs incontrôlables.

Lors d'un colloque à Paris

Des dirigeants de l'OLP et des députés israéliens demandent l'aide de l'Europe

La salle Médicis du Sénat, à Paris, a été, jeudi 12 janvier, le cadre d'un spectacle peu banal : un colloque politique de M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, M. Nabil Shaath, et un député israélien, M. Yair Tsaaban, se sont succédé à la tribune pour y lancer un appel à l'aide à l'Europe.

C'était la première fois que des responsables de l'OLP et des élus israéliens se retrouvaient dans une même enceinte depuis la proclamation d'un Etat palestinien indépendant et la reconnaissance par M. Arafat de l'Etat hébreu.

Occasion de cette rencontre : un colloque organisé par l'association Initiative pour la paix au Proche-Orient sur le thème « Comment l'Europe peut-elle contribuer à un règlement politique du conflit ? ». « L'Europe », a répondu M. Shaath, en raison de son passé historique, peut être notre témoin. L'Europe, qui nous a persuadés, peut persuader l'autre côté. Nous avons fait le pas le plus important. A l'autre côté de prendre ses risques. » Président du groupe parlementaire du Parti Mapam - gauche - M. Tsaaban a estimé, quant à lui, que l'Europe, « en raison même de son sentiment de culpabilité à l'égard des juifs, doit aider les Israéliens à surmonter leurs craintes ». « Un grand ami, a-

t-il ajouté, a le droit de critiquer ses amis. »

Trois autres députés israéliens se trouvaient dans l'auditoire : M. Shulamit Aloni, animatrice du Parti de centre gauche Ratz (Mouvement des droits civiques) et deux élus du Parti travailliste, M. Lova Eliav, vétéran des rencontres israélo-arabes, et M. Ora Namir. La présence à Paris de cette dernière est sans doute la plus significative, bien qu'elle soit une colombe notoire. M. Namir est très proche du ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin.

A la différence de M. Tsaaban et de M. Aloni, les deux députés travaillistes sont venus à Paris à titre personnel. Et pour cause, puisqu'ils ont bravé une loi de 1986 interdisant tout contact entre des Israéliens et des membres d'une organisation « terroriste » (sous-entendu l'OLP). A la veille de leur départ, un groupe de députés de droite a même écrit une ultime pression sur eux en tentant vainement de faire lever l'immunité parlementaire qui les protège contre toute poursuite.

Jeudi, Israéliens et Palestiniens se sont rencontrés mais n'ont pas débattu du conflit qui les oppose. Leur dialogue devait avoir lieu vendredi, seconde et dernière journée du colloque dont ils sont les invités.

JOURNÉES EUROPÉENNES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BULL.S.A. ■ COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX ■ CRÉDIT LYONNAIS ■ FRANCE TÉLÉCOM ■

31 janvier - 1^{er} février 89

Palais des Congrès, Paris-Issy-les-Moulineaux

FORCES ET FAIBLESSES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPÉENNES AVANT 1993

Sous le patronage de Jacques Delors, président de la C.E.E.

Ross Benassy
député de Catalogne

Juan Antonio Barranco
maire de Madrid

Jean Michel Baylet
ministre des collectivités locales

Ada Beccbi-Collida
député italien

Jacques Chérèque
ministre de l'aménagement du territoire

Geoffrey Cook
maire de Newcastle

Edith Cresson
ministre des affaires européennes

Jean-Marcel Dehousse
ancien ministre, sénateur de Liège

Marionette Girard
directeur au ministère des affaires sociales

Michel Girard
président de l'A.M.F.

Joëlle Gomis
représentant du président de la généralité de Catalogne

Dr Martin Grüter
bourgmestre d'Offenburg

Jacques Guyard
député-maire d'Evry

Dr Joseph Hoffmann
bourgmestre de Mancy, président du C.C.E.E.

Dr Urs-Ingo Kupper
directeur du développement de la ville de Cologne

Ennio Landaburo
directeur général à la C.E.E.

Georges Lemoine
député-maire de Chartres

Patrick Lucas
président de Gras Savoye

président du comité de gestion de la F.G.V.

Robert Maxwell
président de Maxwell Communications Corp.

Joey Moine
sénateur de Charente Maritime

Roland Nungesser
ancien ministre, député-maire de Nogent-sur-Marne

Dominique Perben
député-maire de Chalon-sur-Saône

Jean-Marie Rausch
ministre du commerce extérieur

Dr Gerhard Rembold
adjoint au maire de Karlsruhe

Alain Richard
député-maire de Saint-Ouen-l'Aumône

président du conseil d'orientation de la F.G.V.

André Rossmat
ancien ministre, député-maire de Issy-les-Moulineaux, vice-président de la F.G.V.

Gérard Sarrade
député, président du conseil général de l'Hérault

Fierluigi Severi
premier adjoint au maire de Rome

Alan Whitehead
président du conseil municipal de Southampton

et 40 professeurs, experts ou élus politiques de 11 pays de la C.E.E.

AVEC LA COLLABORATION DU CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE

FONDATION POUR LA GESTION DES VILLES, 39, RUE LA BOÉTIE, PARIS 8^e
Tél. 42.36.39.70 TÉLÉCOPIÉ 42.35.89.96

Diplomatie

Créée il y a un an

La brigade franco-ouest-allemande ne sera pas opérationnelle avant le début de 1991

BOBLINGEN (RFA)
de notre envoyé spécial

Pour l'instant, ce premier détachement reste modeste : un état-major de troupes et un Français et de vingt-deux Allemands qui ont pour tâche, sous les ordres du général Jean-Pierre Sengen (de l'armée française) secondé par le colonel Günther Wassenberg (de la Bundeswehr), de préparer la « montée en puissance » d'une unité qui réunira au total 4 200 hommes (dont 2 063 Français) et environ un millier de véhicules.

« Le premier pas est fait », a dit le général Foray. Il faudra accomplir encore beaucoup d'autres, car, si les bataillons ouest-allemands, qui composent la brigade, sont connus, les régiments français, de leur côté, n'ont pas été publiquement désignés. Pour la raison que la mise sur pied de cette unité commune va obliger les Français à remanier leur dispositif. La « gymnastique » sera nécessairement savante. D'abord, substituer la brigade en prélevant, sur le corps d'armée français outre-Rhin, le 110^e régiment d'infanterie cantonné à Donaueschingen avec ses véhicules de l'avant blindés (VAB), et en faisant venir de France un régiment blindé léger (avec ses blindés à roues AMX-10 RC), qu'on installera aussi à Donaueschingen, ainsi qu'un escadron de reconnaissance (avec ses véhicules blindés légers Panhard) qu'on implantera à Boblingen. Ensuite, amener de France un autre régiment, qui remplacera le 110^e régiment d'infanterie au sein du corps d'armée outre-Rhin, pour conserver le même volume des effectifs français (soit 48 000 hommes) en Allemagne.

Pour quelles missions ?

On devine aisément les difficultés logistiques et immobilières qu'il faudra

La brigade franco-ouest-allemande, dont la création avait été décidée il y a un an par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, ne sera pas totalement constituée avant octobre 1990, et sa première manœuvre n'est pas prévue avant le début de 1991. C'est le calendrier annoncé, jeudi 12 janvier, devant le front des troupes, par le chef d'état-major de l'armée de terre française, le général Gilbert Foray, et par son homologue de l'armée de terre ouest-allemande, le général Henning von Osteradt, venus tous deux à Boblingen pour installer officiellement le premier échelon de la brigade commune.

surmonter, sans compter les problèmes organisationnels (discipline, modalités de travail conjoint, soldes, uniformes, interopérabilité des matériels, etc.) et avant d'espérer vouloir définir les missions opérationnelles attribuées à la brigade. Les deux chefs d'état-major présents à Boblingen n'ont pas caché qu'ils s'y employaient à raison d'une rencontre formelle tous les deux mois environ.

De part et d'autre, on souhaite que la brigade ne soit pas un « gadget » de la coopération entre les deux pays. Le général Foray s'est beaucoup attaché, devant la presse, à expliquer qu'il s'agit de concevoir une « brigade opérationnelle » devant « contribuer au pilier franco-allemand de notre défense commune ». Pour quelles missions ? « Nous réfléchissons actuelle-

ment à plusieurs hypothèses », a répliqué le chef d'état-major français sans davantage de précisions.

Les deux armées de terre, en effet, sont en quête d'une nouvelle organisation pour l'an 2000, que ne manquera pas de dicter leurs budgets respectifs, la déflation progressive de leurs effectifs, l'introduction de matériels modernes et, naturellement, la diminution de la tension avec l'Est.

En attendant, le schéma retenu pour la brigade est double : soit elle sera placée sous le « contrôle opérationnel » (qui est une forme plus souple de commandement) de l'armée territoriale ouest-allemande — qui relève du chef d'état-major adjoint de l'armée de terre ouest-allemande et non pas de l'OTAN — soit elle sera sous le « contrôle opérationnel » d'un corps d'armée français ou d'un corps d'armée ouest-allemand. Les Français l'ont préféré ainsi. Histoire de sauvegarder leur autonomie dans l'alliance. « Nous nous confions la mission de réussir », a dit le général Foray à ses soldats.

JACQUES ISNARD.

Afrique

ANGOLA

Espoirs de paix durable à la frontière namibienne

La paix est revenue sur la frontière longtemps troublée entre l'Angola et la Namibie. Une paix toujours précaire mais effective depuis les accords de cessez-le-feu d'août dernier suivis à la fin du mois par le retrait des troupes sud-africaines. Tout est parfaitement calme sur les bords de la rivière Camero, qui délimite les deux pays.

RUACANA
(frontière namibienne)
de notre envoyé spécial

Le major angolais Valeriano Martinho affiche une étonnante sérénité. Numéro deux de la commission militaire conjointe de contrôle (JMCC), il arbore au bras droit le brassard orange de sa fonction avec inscriptions en trois langues : africaines, anglaises et portugaises. Ils sont six de chaque camp — Angolais, Cubains, Sud-Africains — à composer cet organisme de vérification de la cessation des combats. Cinq jours par semaine, ils se réunissent pour discuter des éventuelles violations. Le major est formel : il n'y en a eu aucune. Pas le moindre incident n'est venu ternir l'espérance de paix encore toute neuve après vingt-deux ans d'escarmouches, de massacres et plus de dix ans d'opérations sud-africaines en territoire angolais.

Donc, tout va bien. Seul point noir : trois des onze postes de contrôle prévus sur les 950 kilomètres de la frontière n'ont pas été installés le long de la bande de Caprivi. Selon le major Martinho, Pretoria promet toujours de le faire dans un proche avenir, mais rien ne se concrétise. Il hésite donc à y installer ses hommes, car, auparavant, il faudrait débarrasser le terrain des rebelles de l'UNITA et de ce fait



s'exposer aux accusations de violation de l'accord.

Cette situation le préoccupe, car il soupçonne Pretoria de continuer à ravitailler les hommes de M. Jonas Savimbi. Des soupçons seulement, aucune preuve. Comme il ne peut confirmer également que les guérilleros se sont repliés dans la bande de Caprivi dans la crainte, ces derniers mois, d'une vaste offensive angolaise pour déloger le général Savimbi des zones qu'il contrôle dans le sud-est du pays.

D'ailleurs, pourquoi n'aurait pas profité du renforcement militaire de

La Havane dans le sud de l'Angola pour tenter de réduire les maquisards de l'UNITA ? A Luanda, on affirme officiellement que c'est uniquement pour épargner la vie des femmes et des enfants, notamment à Jamba, le quartier général de M. Jonas Savimbi. Sans doute aussi pour éviter une nouvelle intervention de Pretoria, qui ne manquerait pas de voler au secours de son protégé. Si les Cubains patrouillent dans la région centrale de l'Ovambo, ils ne se sont toutefois pas aventurés plus à l'est. Le corps expéditionnaire de M. Fidel Castro a néanmoins consi-

dérablement renforcé son potentiel dans le Sud.

Pour preuve, la base aérienne de Cahama, à 140 kilomètres de la frontière, qui a été inaugurée en juin dernier. Une double piste capable d'accueillir les Mig-23 dissimulés à proximité et qui, comme le précise une déclaration du dirigeant cubain, a été construite en deux mois et deux jours. Plus au sud, la piste de l'aéroport de Xangongo a également été rallongée.

Tout un dispositif qui a contribué à la perte de la maîtrise sérieuse sud-africaine dans le secteur et que les Cubains devront abandonner en vertu du redéploiement vers le Nord imposé par les accords de New-York du 22 décembre. L'armée angolaise pourra-t-elle par la suite maintenir l'efficacité de ce potentiel ? Là est toute la question.

Pour l'instant, l'humour est plutôt à l'optimisme, à la détente et à la modération. Le major Martinho est confiant. Il estime que les incidents survenus récemment au nord de la Namibie et attribués à la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ne le concernent pas : « C'est une question interne namibienne ». Pas plus d'ailleurs que l'attentat d'urgence d'un Mig, à court de carburant, le 13 décembre, à proximité d'Ojivango, au nord de Windhoek. Une violation de l'espace aérien namibien que les Sud-Africains avaient refusé de monter en épingle.

C'est là un signe supplémentaire des nouveaux rapports, détendus, qui se sont instaurés sur le terrain. Il s'agit d'éviter toute bavure dommageable pour l'avenir de la paix.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE : en dépit de pressions

Un débat sur le rôle du médecin face à la torture a eu lieu à Alger

Malgré différentes pressions, une journée d'études intitulée « Le médecin face à la torture » a été organisée, mercredi 11 janvier, à l'hôpital Mustapha d'Alger par des médecins en association avec le Comité de lutte permanent contre la répression et la torture, rapporte l'AFP. Un historien, M. Mahfoud Kaddache, a souligné que la lutte contre la torture est « inséparable de celle pour la démocratie ». Un imam, le cheikh Mohamed Soudi, a évoqué le rejet de la torture par l'islam et un journaliste a estimé qu'il existait « une alliance de fait entre tortionnaires et censeurs ».

Cinq personnes — un médecin, un dentiste, un syndicaliste, un journaliste et un universitaire — avaient été convoquées par la Délégation générale à la prévention et à la sécurité (DGPS, ex-Sécurité militaire), en relation, semble-t-il, avec cette journée d'étude. Les intéressés, qui se sont déjà rendus à la convocation, ont déclaré que la DGPS leur avait fait savoir que « la récréation était terminée » et que « l'agitation devait cesser ». Rappelons que trois invités à cette journée d'études ont été refoulés mardi à leur arrivée à l'aéroport d'Alger : le docteur Hélène Jaffé, présidente de l'AVRE (Association d'aide aux victimes de la répression en exil), le docteur Dominique Monchicourt, vice-président

de Médecine du monde, et une autre responsable de cette organisation, le docteur Dinah Vernant (Le Monde des 12 et 13 janvier).

Le quotidien en langue arabe, *Al Chabab*, s'était indigné, mercredi, de la présence à cette manifestation d'une « partie étrangère, noire ennemi d'Alger qui ne réagit pas aux boucheries collectives de l'armée française » au cours de la guerre de libération algérienne. « Ceux qui veulent donner des leçons à l'Algérie dans le domaine du respect des droits de l'homme se trouvent dans leurs appréciations », écrit le journal, qui se dit « convaincu que leurs objectifs sont très éloignés de l'humanité ».

Des Touaregs

détenus sans jugement. D'autre part, selon une source privée, les familles d'une dizaine de Touaregs arrêtés le 17 juillet 1988 à Ouargla, dans le sud de l'Algérie, sont de plus en plus inquiètes. Elles n'ont pu les voir depuis leur incarcération et n'ont obtenu aucune explication officielle à leur sujet. Selon cette source, ces dix hommes, dont l'identité est établie, n'ont commis aucun acte de violence mais la Sécurité militaire algérienne leur repro-

cherait des contacts avec des militants berbères de Kabylie.

Depuis 1982, plusieurs séries d'arrestations auraient eu lieu dans les milieux touaregs d'Algérie. Huit Touaregs détenus à Blida ont été jugés et condamnés en 1987 à de lourdes peines pour une obscure affaire d'incursion au Mali. Mais d'autres — par exemple dix hommes arrêtés en avril 1982 à In-Gezzam — sont détenus sans jugement dans des lieux inconnus sans aucun contact avec l'extérieur.

Le conflit du Sahara occidental : mission de l'ONU à El-Ayoun. — M. Hector Gros Espiell, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, est arrivé, jeudi 12 janvier, à El-Ayoun pour une mission d'information en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Sahara occidental. Il avait été reçu, mercredi à Marrakech, par le roi Hassan II. Ses entretiens avec les responsables marocains portent notamment sur le statut des forces armées et de l'administration marocaine durant la période de présentation du référendum. Après El-Ayoun, il se rendra à Nouakchott, Tindouf, Alger et Bamako. — (AFP.)

Asie

Dans la foulée du rapprochement sino-soviétique

Le processus de normalisation entre Hanoï et Pékin est engagé

Pomme de discorde entre Pékin et Hanoï, le Cambodge aura été au cœur des discussions qu'a eues le ministre chinois des affaires étrangères, actuellement en visite officielle à Paris, avec les responsables français. M. Qian Qichen, qui a été reçu jeudi 12 janvier par le président Mitterrand, ainsi que par MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré à la sortie de l'Elysée que Paris et Pékin avaient des « positions identiques ou proches » sur le Cambodge : « Nous souhaitons tous une solution équitable et rationnelle à ce problème, et nos deux pays peuvent jouer un rôle important en ce sens », a-t-il ajouté.

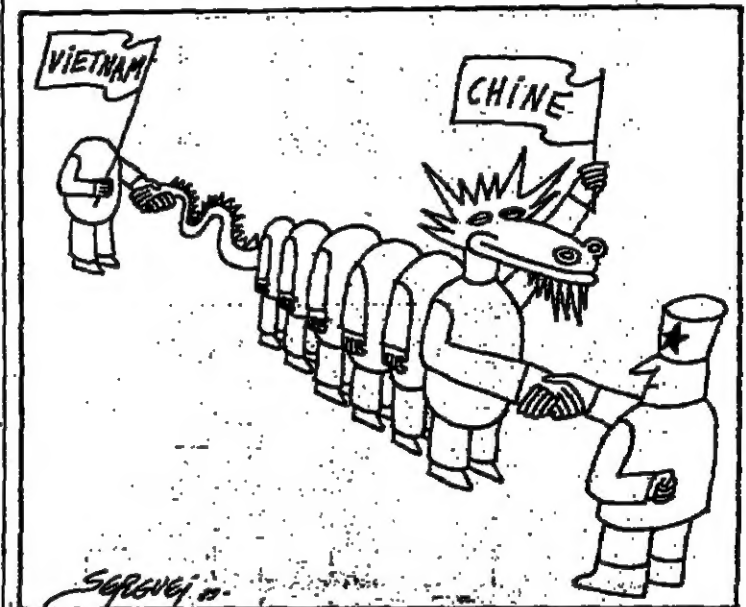
PEKIN
de notre correspondant

Près de douze ans après la rapide détérioration des relations entre les deux alliés qui se disaient jadis aussi proches que « les lèvres et les dents », un processus de normalisation entre la Chine et le Vietnam, à la faveur d'un règlement politique du conflit cambodgien, est bel et bien engagé et semble devoir franchir sous peu une étape importante.

Pékin n'a pas apporté de démenti aux informations annonçant la venue imminente d'un vice-ministre des affaires étrangères vietnamien (le Monde du 13 janvier) dans la capitale chinoise. Les deux pays passent pour s'être mis d'accord pour présenter cette visite comme « non officielle », ce qui n'a guère de sens autre que purement formel : du « non officiel », il faudra bien passer

en effet, que cette normalisation sino-vietnamienne, dans la foulée du rapprochement sino-soviétique que couronnera la visite de M. Gorbatchev à Pékin dans les prochains mois, sera laborieuse, malgré les efforts déployés en façade. Le contentieux sino-vietnamien a pris des formes particulièrement complexes et s'inscrit dans une longue histoire de rapports conflictuels, passionnels, que n'oblitéreront pas des proclamations de nouvelle amitié.

L'inimitié entre la Chine et le Vietnam avait éclaté au grand jour avec l'exode — « forcé », selon Pékin, — provoqué par Pékin, selon Hanoï — de centaines de milliers de Vietnamiens d'ascendance chinoise à travers la frontière vers la Chine, au printemps 1978. Il était vite apparu, toutefois, que ce n'était là que le symptôme d'une crise plus profonde dont le véritable moteur



ultérieurement au plan officiel et l'on envisage déjà, pour étape suivante, une rencontre entre les ministres des affaires étrangères, MM. Qian Qichen et Nguyen Co Thach, dans le courant de cette année.

Le vice-ministre vietnamien en question — son identité n'est pas encore totalement confirmée — pourrait venir à Pékin sous prétexte d'inspecter l'ambassade du Vietnam, qui n'a pas reçu de haut visiteur venu de Hanoï depuis les conversations, totalement improductives, à ce même niveau de vice-ministres des affaires étrangères, à la suite du conflit frontalier de février-mars 1979. Le vice-ministre, ne serait donc pas invité par la Chine, mais son séjour serait l'occasion d'une rencontre devant faire office de « courtoisie » initiale du Vietnam envers Pékin, selon un rite vieux de plusieurs centaines d'années entre l'ancien empire du Milieu et son turbulent royaume tributaire du Sud.

Une familiarité

réci-proque

Il semble, de même, acquis que ce « contact » devrait avoir lieu avant la venue de M. Edouard Charvardaz, attendu à Pékin au tout début du mois de février — du 2 au 4, selon des sources soviétiques — de manière à marquer ostensiblement une amélioration du climat entre la Chine et le Vietnam pour la visite de retour du chef de la diplomatie soviétique répondant à celle de son homologue chinois à Moscou fin 1988.

Le déblocage auquel on assiste avait été précédé d'un très discret réchauffement dans les relations des deux voisins. Hanoï a supprimé, fin décembre, du préambule de sa Constitution les remarques explicitement hostiles à la Chine, qui figuraient aux côtés de la France et des États-Unis parmi les ennemis historiques du Vietnam. Peu après, sa radio a cessé d'émettre un programme régulier, préparé par l'armée, qui énumérait les vilénies reprochées à Pékin. Au cours de la seconde moitié de l'année dernière, les diplomates des deux pays ont eu des conversations informelles, certaines à l'occasion de dîners privés. Dans son visa sur le problème cambodgien, en acceptant le principe d'une force internationale de maintien de la paix et en promettant de cesser d'aider la résistance khmère en cas de retrait militaire vietnamien.

Le silence de Pékin sur cette visite prochaine traduit une volonté de ne pas paraître céder à la tentation, prêtée à Hanoï, de précipiter les choses. Il ne fait guère de doute,

était le conflit cambodgien naissant entre les Khmers rouges installés à Phnom-Penh et les maîtres communistes du Vietnam qui réalisaient qu'ils étaient alliés à Moscou.

Par la suite, le conflit de 1979 et les incidents armés qui éclatèrent sporadiquement sur la frontière sino-vietnamienne ont toujours constitué des manifestations de pression militaire liées aux péripéties du champ de bataille cambodgien. Dans le pourrissement généralisé de leurs relations, la Chine et le Vietnam en vinrent à adresser les pires insultes et à s'accuser publiquement des félonies les plus graves survenues, à les en croire, alors même que les deux pays se posaient en frères jurés dans la lutte commune contre « l'impérialisme américain ». L'an dernier, le contentieux s'est encore aggravé avec l'arrivée des forces navales chinoises dans les Spratleys, le plus méridional des deux archipels de mer de Chine mutuellement revendiqués par Pékin et Hanoï, où jusqu'alors les forces vietnamiennes n'avaient pas eu à redouter la présence des Chinois.

L'hostilité sino-vietnamienne et les convergences d'intérêts qui en découlent ont déterminé dans une large mesure, pendant une décennie, l'ensemble des relations des deux pays à la région Asie-Pacifique. Indirectement, par le jeu des alliances, la rivalité entre Pékin et Hanoï a eu des retombées économiques importantes, comme l'émergence des nations en voie d'industrialisation rapide, la Thaïlande en particulier.

Mais le déroulement de la dernière décennie montre également que Pékin et Hanoï sont toujours parvenus à contenir cette hostilité dans des limites elles aussi héritées de ce passé, virtuellement décidées d'un commun accord. Alors que, durant la guerre de février-mars 1979, les troupes des deux pays s'entrechoquaient sur la frontière terrestre commune, leurs ambassades continuaient de fonctionner au niveau des chargés d'affaires. Malgré l'interdiction des communications télégraphiques directes, les deux agences de presse nationales continuaient, sans la moindre interruption, de diffuser par câble leurs informations dans la capitale ennemie. Les déclarations diplomatiques échangées entre Pékin et Hanoï depuis dix ans ont toujours témoigné d'une rare intelligence mutuelle des positions respectives derrière le langage codé des rappels historiques ou des gestes symboliques. Cette familiarité réciproque, enracinée dans l'héritage culturel commun, est à la fois une cause de la bruyante et un atout pour la restauration de rapports normaux entre eux.

FRANCIS DERON.

19, av. Victor Hugo - 16^e

SOLDES D'HIVER

Barnett

Chemisier Habillé

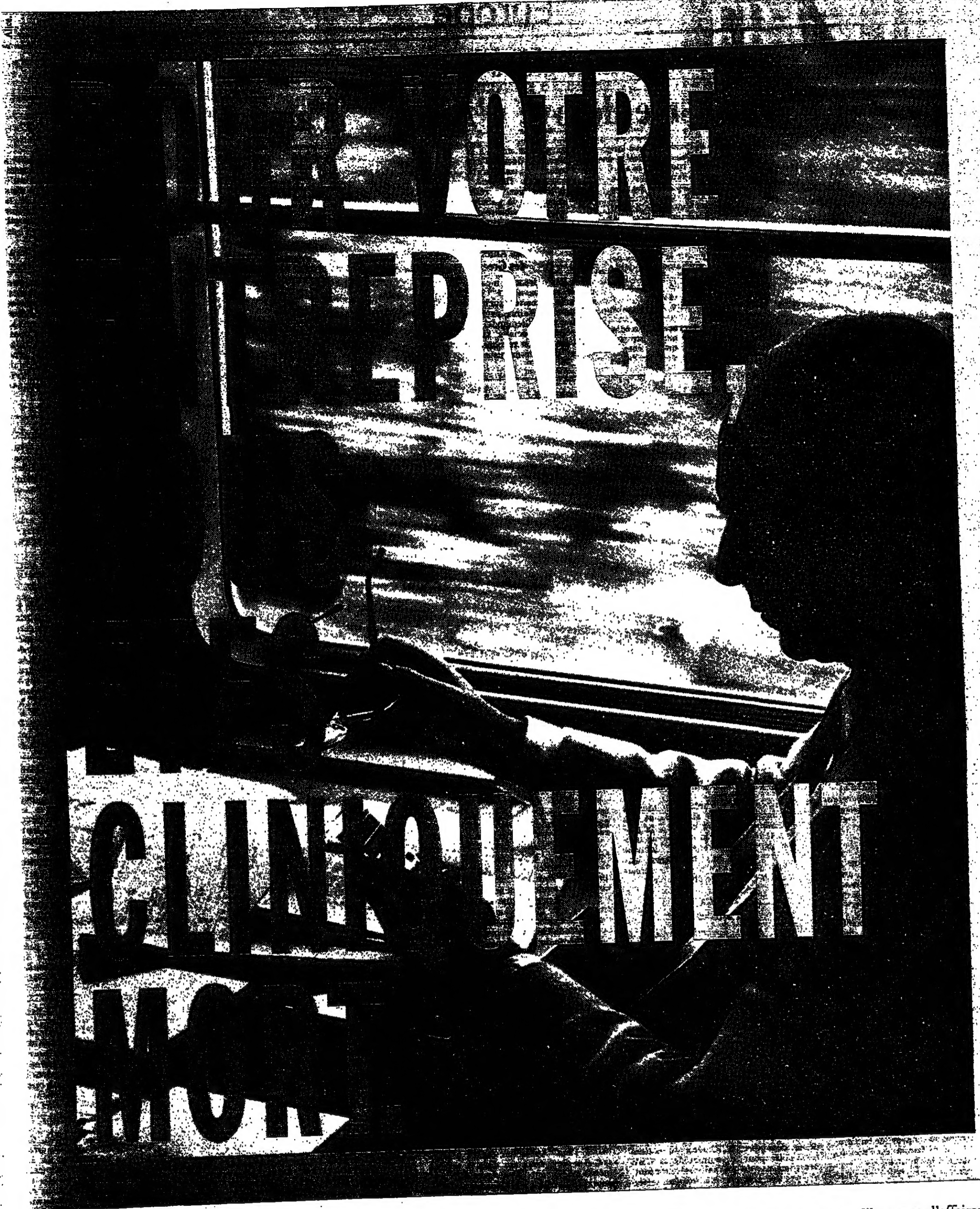
BLAZER Serge P. L.	1800 F
LODGE T-shirt	1800 F
VESTES 100% Shetland	1150 F
COSTUME 2-pièces 100%	2200 F
WANTOU 90% Cashmere	1500 F

Chemises, pulls, vestes, pantalons, etc.

Offre spéciale : PANTON VESTURE INDUSTRIELLE Pure Laine Peignée COSTUME 2500 F

Asie

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en
marche. Les deux pays ont
annoncé qu'ils allaient
normaliser leurs relations.
Cela signifie que les deux
pays vont se reconnaître
mutuellement. Cela signifie
aussi que les deux pays
vont se reconnaître comme
états souverains. Cela signifie
encore que les deux pays
vont se reconnaître comme
membres de la communauté
internationale. Cela signifie
enfin que les deux pays
vont se reconnaître comme
parties prenantes dans le
processus de normalisation.



NOTRE REPRISE CLINIQUEMENT MORT



vosre entreprise.

Avec le récepteur de poche Opérateur TDF, vous pouvez recevoir un message envoyé à partir d'un simple téléphone ou d'un Minitel, où que vous vous trouviez en France. Et cela, du monde entier, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Il suffit que votre

Il vous suffit parfois de monter dans un train pour disparaître. Dès le départ, vous voilà totalement déconnecté du monde des affaires. Cliniquement mort pour

correspondant compose le numéro du centre d'appel Opérateur TDF et donne votre numéro d'abonné. Il peut ensuite transmettre son message que vous verrez apparaître sur l'écran de votre récepteur.

Opérateur TDF garde en mémoire jusqu'à 6 appels différents. Le prix de l'abonnement au service n'est que de 6,50 F HT par jour.

OPERATOR TDF

Votre agent de liaison national.

Plus de 6 millions d'hommes d'affaires américains utilisent chaque jour un récepteur de poche.

Pour ne pas disparaître de la circulation, demandez vite une documentation. Appelez le (1) 45.85.69.69, ou tapez le 3615 TDF, ou bien retournez le coupon ci-dessous.

Nom	Prénom
Fonction	Société
Adresse	
	Tél. LM 2
Opérateur TDF - 72, rue Régnault - 75013 Paris.	

هكذا من الأصل

Europe

URSS

Six hommes sont retrouvés vivants sous les ruines de Leninakan

Moscou. — Six hommes ont miraculeusement survécu au tremblement de terre qui a ravagé l'Arménie le 7 décembre, et ont pu être dégagés des ruines de Leninakan, mercredi 11 janvier, trente-cinq jours après le séisme.

L'agence Tass, qui a donné jeudi cette information, précise que les six hommes étaient restés bloqués dans la cave d'un immeuble de huit étages et qu'ils ont pu s'alimenter grâce aux vivres qui étaient entreposés dans ce local.

L'un des survivants, Alkaz Akopian, cinquante ans, a expliqué que, le jour du tremblement de terre, en fin de matinée, il avait demandé l'aide de cinq de ses voisins pour sortir de sa cave deux lourdes jarres (qui, traditionnellement utilisées en Arménie pour la conservation du vin). « Juste à ce moment-là, a-t-il raconté, nous avons entendu un grondement terrible, et les murs commencent à s'écrouler. J'ai cru qu'une guerre venait de commencer. »

La télévision a montré jeudi soir Alkaz Akopian sur son lit d'hôpital, le visage émacié et mangé par une barbe noire. Il a raconté comment il avait été retrouvé, ainsi que ses compagnons, grâce à sa sœur, qui avait refusé de quitter les lieux.

● **BULGARIE** : arrestations confirmées. — Citant un communiqué du ministère de l'Intérieur, l'agence BTA a confirmé jeudi 12 janvier que plusieurs membres de l'Association indépendante pour les droits de l'homme avaient été arrêtés à Plovdiv (le Monde du 13 janvier). L'agence affirme que les personnes arrêtées appartiennent à un groupe

de « criminels » qui ont « répandu des affirmations fausses dans le but de semer de la méfiance à l'égard du pouvoir ». Sans préciser le nombre exact des arrestations ni la date de cette mesure, le communiqué cite M. Minev, qui est président de l'Association indépendante, ainsi que MM. Grigor Bojilov, Dimitar Yordanov et Blagoy Topouzliev. — (AFP.)

« Je suis né sous une bonne étoile, poursuit le miraculé. En 1985, nous construisions un club dans le village d'Amoutink, dans la région de Tioumen (Sibirie occidentale). Je suis alors tombé du deuxième étage mais avec tellement de chance que j'en ai été quitte pour la peur. »

Les cinq autres survivants ont également été hospitalisés, mais leur état de santé, comme celui d'Alkaz Akopian, n'inspire pas d'inquiétude.

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez est exaspéré par l'attitude des syndicats

M. Felipe Gonzalez a-t-il réellement songé à « rentrer à la maison » ? Une « petite phrase », prononcée dans un moment d'exaspération, il est vrai, par le chef de l'exécutif espagnol, est en train de provoquer une vague de rumeurs et de spéculations dans les milieux politiques.

MADRID
de notre correspondant

Mercredi 11 janvier. Il est près de 23 heures. M. Gonzalez, flanqué de trois ministres, vient de terminer une harassante réunion de plus de six heures avec les principaux responsables des deux grands syndicats, l'Union générale des travailleurs (socialiste) et les Commissions ouvrières (communistes). Les discussions, de toute évidence, ont été aussi inutiles qu'interminables, et chacun rivalise de pessimisme pour en décrire les résultats.

« La réunion a été pire encore que ce que nous attendions », assure le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo. « La volonté de négociation des syndicats s'est heurtée à l'immobilisme du gouvernement », réchérît son collègue des Commissions ouvrières, M. Antonio Gutierrez. M. Gonzalez est visiblement hors de lui. « La concertation sociale, dit-il, telle que nous l'avons connue durant l'époque de la transition vers la démocratie est désor-

mais terminée. » Et d'ajouter : « Je préfère être à la maison que présider un gouvernement à la dérive que l'on obligerait à errer d'une politique à l'autre. »

Certes, M. Gonzalez a aussitôt démenti qu'il songeait à convoquer des élections générales anticipées. Dans son entourage, on affirme haut et fort que le président n'entend nullement jeter l'éponge face aux pressions des syndicats. Reste que la situation est aujourd'hui plus que jamais bloquée : le gouvernement accuse les syndicats de vouloir imposer purement et simplement leurs revendications, sans accepter aucun type de compromis. Des revendications, ajoute-t-on, que le budget de l'Etat ne peut financer, à moins d'augmenter la pression fiscale ou le déficit. Du côté des centrales, par contre, on affirme que l'excédent des recettes fiscales en 1988 par rapport aux prévisions initiales suffirait à couvrir les demandes syndicales.

Des représentants du gouvernement et des centrales se réuniront à nouveau lundi prochain. Mais le cœur n'y est visiblement plus et, d'un côté comme de l'autre, on ne croit plus guère à un possible déblocage de la situation. Chacun s'est donné une date butoir pour parvenir à un hypothétique accord : la fin du mois de janvier. Sinon, tout porte à croire que l'Espagne risque d'entrer dans une période de fortes turbulences sociales et politiques.

THIERRY MALINAK.

● **SUISSE** : démission « immédiate » du ministre de la justice. — M^{me} Elisabeth Kopp, ministre suisse de la police et de la justice, qui devait démissionner en principe fin février du gouvernement, suite à l'implication de son mari dans un scandale de blanchiment de narco-dollars, a décidé jeudi 12 janvier de quitter immédiatement le conseil fédéral.

M^{me} Kopp, a également affirmé jeudi soir qu'elle renonçait à son immunité parlementaire. La conseillère fédérale (ministre) a ainsi tiré la leçon des accusations prononcées mercredi contre elle par le procureur bâlois, M. Hans Hungerbühler qui avait demandé aux deux chambres du Parlement helvétique de lever l'immunité de M^{me} Kopp.

FRANÇOIS FURET

LA RÉVOLUTION

1770-1880



PRIX DE LANCEMENT 398^F
PROLONGATION
JUSQU'AU 28 FEVRIER 1989

Le livre de l'année

(Sélectionné par 24 personnalités pour le Figaro)

Une synthèse dont la maîtrise, l'intelligence étonnent à chaque ligne. *Jean-François Revel - Le Point*

Une autorité pleinement murie. Un ouvrage magistral. *Paul Viallaneix - Le Nouvel Observateur*

Un livre de rare intelligence, d'une grande fermeté de plume. *Jean-Pierre Rioux - Le Monde*

Une puissante synthèse où l'historien renoue avec l'art du portrait. *Jean-Maurice de Montrémy - La Croix*

SAMEDI
14
JANVIER

1989

LE SALON PROFESSIONNEL DU MEUBLE

ET DU LUMINAIRE

TOURNE UNE PAGE EN OUVRANT SES PORTES AU PUBLIC!

C'est le Salon Géant! Enfin ouvert au public!

Du jamais vu à Paris: un événement à ne pas manquer!

1.500 fabricants de meubles et de luminaires du monde entier. 180.000 m² d'exposition. FAN-TAS-TI-QUE! Toutes les nouveautés, toutes les tendances présentes en avant-première, tous les designers en renom! Venez rêver le cadre de votre vie, venez chercher des idées neuves et des conseils de décoration dans ce show professionnel qui s'ouvre à vous pour la 1^{re} fois. Décidément, ce sera une journée extraordinaire pour préparer vos futurs achats!

SAMEDI 14 JANVIER 1989

de 9 h à 19 h - Parc des Expositions - Porte de Versailles - Paris.

هكذا من الأصل

Politique

Les retrouvailles municipales de la gauche

Moins, mais mieux

Le Parti communiste n'est pas parvenu à dessiner le carcan du « rassemblement » — sinon de l'union — de la gauche, qui fonctionne à son déclin depuis 1981, en l'obligeant à apporter ses voix au Parti socialiste sans en retirer aucun bénéfice significatif. L'ouverture lui donnait, pourtant, l'occasion d'une tentative pour transformer les règles du jeu, en occupant l'espace virtuellement libéré par le PS. C'est, sans doute, sur la base de cette analyse que les communistes, il y a trois mois, avaient refusé tout accord national avec le PS pour les élections municipales, jugeant que les socialistes, ou une partie d'entre eux, cherchaient à profiter de la liberté qui leur était ainsi offerte.

Cette tactique, bientôt complétée par une offensive sur le terrain social, a eu l'effet inverse de celui qui était recherché. Au lieu de conforter ceux qui

pouvaient songer à une rupture avec le PCF, ouvrant le voie à une alliance au centre, la pression communiste a démontré qu'il était urgent de « verrouiller » à gauche. M. Michel Rocard en a tiré la conclusion lors de son passage à « Sept sur sept » sur TF 1, le 18 décembre, même si ce réajustement a été en partie masqué par une attaque compensatoire contre le PCF, accusé d'avoir « une vision stalinienne de l'avenir ».

De l'offensive, les communistes ont dû passer à la défensive, ce qui explique qu'ils aient finalement accepté, jeudi 12 janvier, à peu près tout ce qu'ils

refusaient initialement : un accord national comportant un engagement politique ; la prise en compte de la « représentativité actuelle » des deux partis dans la formation des listes municipales (alors qu'ils demandaient la reconduction pure et simple des accords de 1983) et le suivi des négociations au niveau des états-majors.

M. Marchais a, certes, expliqué jeudi soir, sur Antenne 2, que les communistes ne s'interdisaient aucunement de critiquer la politique du gouvernement ni même de la « combattre ». Il est bien évident que la déclaration commune signée par le PS et le PCF ne constitue pas un accord de gouvernement.

Il reste que le PCF s'est engagé à « s'opposer » à « toutes les tentatives » de la droite pour « revenir au pouvoir », ce qui, en bon français constitutionnel, signifie qu'il ne votera pas une motion de censure (il n'a pas, en raison du nombre de ses députés, la faculté d'en déposer une lui-même). Ce n'est pas, pour M. Rocard, une assurance sous risque : le jeu parlementaire permet une variété de méthodes de guérilla, mais c'est une garantie non négligeable que la majorité d'union de gauche qui existe à l'Assemblée nationale ait une fonction au moins défensive.

C'est moins que n'en promettait l'ouverture, mais c'est mieux que n'en faisait craindre la conjonction possible des oppositions.

PATRICK JARREAU.

Huit jours pour appliquer l'accord

La rencontre — au sommet — (1) entre le PS et le PCF, jeudi 12 janvier, au siège du Parti socialiste, a permis d'aboutir rapidement à un accord sur le texte de la déclaration commune que les négociateurs des deux partis avaient préparé les jours précédents. M. Pierre Mauroy avait soumis ce texte, la veille, aux responsables des différents courants du PS, qui l'avaient approuvé. Aucune modification ne lui a été apportée au cours de la rencontre de jeudi.

MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais se sont entretenus en tête à tête pendant quarante minutes avant de rejoindre les délégations pour formaliser l'accord. A aucun moment il n'a été question, semble-t-il, des villes où il y aura inévitablement divergences entre les deux partis sur la place qui doit revenir à l'un et à l'autre et, par conséquent, « primaire » entre eux au premier tour des élections municipales. « Il n'y a eu aucune discussion au sommet sur quelque ville que ce soit », a

déclaré M. Marchais, défendant ainsi le principe mis en avant par le PCF il y a trois mois : les négociations doivent avoir lieu « en bas ».

En fait, les socialistes avaient tenu à informer les communistes, préalablement à la conclusion de l'accord, de leurs revendications sur la tête de liste dans un certain nombre de villes détenues par le PCF et les villes qu'il avait perdues au profit de la droite il y a six ans (le Monde du 12 janvier). Les communistes n'ont pas répondu à cette information, ce qui autorise M. Marchais à dire qu'il n'y a pas eu « discussion ». En fait, le PCF sait à quoi s'en tenir.

Des « primaires »

Les socialistes se préparent à disputer au PCF les maires qu'il détient dans cinq à dix villes de plus de vingt mille habitants. Cette évaluation n'est pas davantage précisée, dans la mesure où la logique de l'accord implique l'ouverture de discussions locales, mais qui seront suivies nationalement au niveau des états-majors. C'est donc en fonction des réactions communistes que les socialistes ajusteront leurs demandes. Les responsables du PS vont mener une double négociation :

avec le PCF, d'une part, avec leur base, d'autre part.

Sur les trente villes de plus de vingt mille habitants passées du PCF à la droite en 1983, les socialistes estiment que la tête de liste de gauche doit aujourd'hui leur revenir dans les quatre cinquièmes des cas. Dans cinq ou six de ces villes, ils jugent que les communistes sont en tête. Ailleurs, par conséquent, ou bien le PCF admet la revendication socialiste — il paraît disposé à le faire dans des villes comme Reims, Béziers ou Arles — ou bien il la rejette, ce qui entraînera des « primaires ».

Les socialistes souhaitent que la nouvelle rencontre entre leurs négociateurs et ceux du PCF ait lieu la semaine prochaine, afin que leur convention nationale, prévue pour le 22 janvier, puisse, à une ou deux exceptions près peut-être, éliminer la liste des villes où les deux partis se présentent ensemble au premier tour des élections et celle des villes où il y aura « primaires ».

P. J.

(1) M. Mauroy était accompagné de MM. Henri Emmanuelli, Marcel Debarge, Gérard Colomb, Michel Charzat et Alain Richard. M. Marchais de MM. Jean-Claude Gaudin, Paul Laurent, M. Madeleine Vincent et Jackie Hoffman, M. Jean Wlos.

Le PCF organise des rencontres décentralisées avec les « croyants »

Des rencontres décentralisées de communistes et de « croyants » vont avoir lieu du 20 janvier au 17 février, à l'initiative de fédérations et de sections locales du Parti communiste français. Une centaine de personnes, marxistes, catholiques et protestants, s'étaient déjà réunies à Paris, le 15 novembre 1986, sur le thème « Libération et liberté humaine », à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « main tendue » par Maurice Thorez et du dixième anniversaire de l'Appel aux chrétiens lancé à Lyon par Georges Marchais, à l'époque du programme commun.

Le PCF opère une nouvelle relance de ce dialogue, cette fois par la base et en s'adressant à tous les croyants, sans exclure les associations musulmanes avec lesquelles il lui arrive d'avoir des contacts en région parisienne ou dans les Bouches-du-Rhône. Dans vingt-deux villes — dont dix dirigées par un maire communiste — et en pleine campagne des municipales, des personnalités religieuses (dont l'évêque en certains cas), des groupes et mouvements de militants chrétiens (comme la Cimade, le Comité

catholique contre la faim, le Secours catholique, la Jeunesse ouvrière chrétienne, l'Action catholique ouvrière) ont été invités à une rencontre « de la solidarité et de l'espérance », présidée à chaque fois par un dirigeant national du Parti communiste (1).

Pour M. Francette Lazard, membre du bureau politique du PCF, chargée des relations avec les chrétiens, le « terrain local » est le plus approprié à une nouvelle main tendue : « Les communistes et les croyants, dit-elle, doivent se retrouver plus souvent ensemble pour des actions d'urgence contre le chômage et la pauvreté, pour libérer Mandela ou faire ouvrir les frigos européens ». Elle souscrit largement au document récent de la commission sociale de l'épiscopat sur le chômage, intitulé « Créer et partager ».

Même précédée des meilleures intentions, on peut cependant se poser des questions sur le moment choisi pour cette relance du dialogue avec les chrétiens. Celle-ci intervient, en effet, à quelques semaines des élections municipales, alors que le PCF a besoin de ratifier le plus

large possible et, surtout, dans une période où bon nombre de mouvements et de groupes militants catholiques s'interrogent sur la stratégie de leur hiérarchie.

« L'épiscopat se retrouve parfaitement sur tous les thèmes consensuels. Il se déporte à droite en ménageant les intégrités, quitte à les valiser », écrit Mme Lazard dans les Cahiers du communisme de novembre 1988. Elle ajoute cette question : « Les meilleurs chrétiens, parfaitement engagés dans la vie sociale, vont-ils contribuer à faire prévaloir le consensus ou bien, refusant de se résigner à passer les plates d'une société disloquée, interviendront-ils dans une perspective de lutte et de rassemblement ? »

H. T.

(1) Ces vingt-deux rencontres du PCF avec des croyants auront lieu dans dix villes dirigées par un communiste (Châlons-sur-Marne, Tarbes, Le Mans, Evreux, Moulins, Marignac, Aubervilliers, Boulogne, Calais, Cergy), ainsi que dans d'autres grandes villes comme Marseille, Grenoble, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Nantes etc.

Le contentieux électoral en Seine-Saint-Denis

Le Parti communiste contre-attaque

Une nouvelle fois accusés de fraude électorale, les communistes contre-attaquent. Ils en ont « assez des mensonges et des calomnies », a fait valoir, jeudi 12 janvier à Noisy-le-Sec, M. Henri Gouhier, élu le 18 décembre député dans la 9^e circonscription de Seine-Saint-Denis (le Monde du 31 décembre).

M. Gouhier et M. Jean-Louis Mons (secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF) s'en sont pris vigoureusement à M. Jean-Jacques Ladet (UDF-Rad.), qui était arrivé en troisième position lors du premier tour de cette élection partielle, le 11 décembre, derrière MM. Gouhier et Claude Fuzier (PS), et qui a déposé le 29 décembre un recours en annulation auprès du Conseil constitutionnel. Selon M. Mons, le recours de M. Ladet « est vide » et « les arguments sur lesquels il s'appuie ne sont ni plus ni moins que des mensonges, inventés de toutes pièces pour les besoins de la cause ».

M. Ladet invoque dans son recours des irrégularités qui seraient produites « singulièrement à l'occasion du premier tour (...) dans le bureau de vote numéro 8 de la commune de Romainville ». Selon M. Ladet, « durant le scrutin et tout au long de la journée, la

consultation s'est déroulée dans ce bureau sans le moindre contrôle de l'identité des électeurs, attitude encouragée de la part du président du bureau malgré la remarque de l'assesseur le représentant ».

Six électeurs seulement répondent M. Mons, ainsi qu'en fait foi le procès-verbal, n'auraient pas produit de pièces d'identité. Or, a affirmé le secrétaire fédéral du PCF, quatre de ces six électeurs attestent soit avoir produit une telle pièce d'identité, soit ne l'avoir pas fait parce qu'ils étaient connus du président du bureau de vote ou d'un des deux assesseurs.

D'autre part, le PCF a rassemblé et fourni au Conseil constitutionnel 76 attestations d'électeurs et d'électorales qui affirment avoir voté le 11 décembre au 8^e bureau de Romainville en se soumettant normalement aux formalités de contrôle de leur identité. Selon le PCF, ces 80 témoignages suffisent à ruiner l'argumentation et la portée électorale du recours de M. Ladet. En effet, M. Gouhier, qui est aussi le maire de Noisy-le-Sec, avait au premier tour de l'élection législative partielle devancé M. Fuzier, maire socialiste de Bondy, de 74 suffrages pour l'ensemble de la circonscription.

Résultat global à comparer avec celui du 8^e bureau de Romainville où M. Gouhier devançait M. Fuzier de 130 voix (179 contre 49, sur un total de 327 votants). Pour le PCF, il est donc inexact, contrairement à ce que soutient M. Ladet, que « la fraude par vote d'un tiers qui n'était pas l'électeur annoncé par sa carte d'électeur a pu se produire la journée durant dans ce bureau de vote, en totale violation du code électoral ».

M. Mons s'en est pris une nouvelle fois à M. Raymond François Le Bris, préfet de Seine-Saint-Denis, qu'il accuse de n'avoir jamais donné suite aux propositions « susceptibles d'assurer la régularité des scrutins » faites à plusieurs reprises par le PCF : « Sans doute le préfet Le Bris ne veut-il pas déplaire aux amis de M. Bariani, ex-député de Seine-Saint-Denis, actuel maire du vingtième arrondissement [de Paris], et qui, si j'en crois la presse, a une bien curieuse conception de l'inscription sur les listes électorales ».

M. Gouhier croit constater qu'il suffit qu'un communiste « soit en position d'être élu pour qu'immediatement, de partout, montent les cris des voleurs qui crient au voleur ». C'est pourquoi, a annoncé

M. Mons, les communistes n'acceptent pas d'être traités de fraudeurs, le PCF a « pris la décision de poursuivre en justice tous ceux, quels qu'ils soient, qui continueront à mener une telle campagne envers Roger Gouhier ».

D'autre part, le procureur de la République du tribunal de grande instance de Bobigny n'a pas encore décidé de l'ouverture ou non de poursuites, le parquet ayant été saisi par le président de la commission de recensement des votes auprès duquel les magistrats membres de la commission de contrôle des opérations électorales s'étaient plaints de n'avoir pas pu, lors du premier tour, dans deux bureaux de vote exercer normalement leur mission. La justice, « et elle seule », rappelle le préfet de Saint-Saint-Denis dans une lettre adressée le 21 décembre 1988 à M. Mons, « pourra décider si les faits relevés par écrit — car il s'agit d'écrits et non de dires — par les magistrats membres de la commission de contrôle des opérations électorales, dans deux bureaux de vote de la commune de Romainville, le 11 décembre dernier, appellent ou non des sanctions ».

M. K.

● Législative partielle de Marseille. — Le FN souhaite un accord au second tour avec l'UDF. M. Roland Perdomo, candidat du FN à l'élection législative partielle de la 8^e circonscription des Bouches-du-Rhône, a demandé, jeudi 12 janvier, à M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'UDF marseillaise, que l'UDF et le FN prennent un engagement public de soutien réciproque pour le second tour de cette élection, le 29 janvier. Si M. Gaudin et M. Guy Teissier (candidat UDF) « ne comprennent pas qu'il y va de leur intérêt, notamment dans la perspective des municipales, ils se succèdent politiquement », a ajouté M. Gabriel Domenech, président de la fédération du FN des Bouches-du-Rhône.

M. Perdomo, pour sa part, a précisé qu'une « entente électorale consistant en une convergence des objectifs politiques telle qu'elle existe au conseil régional est indispensable au renouveau de Marseille tel que le conçoit le FN ».

● M. Mitterrand décore un ancien du groupe Manouchian. — M. Mitterrand a remis, jeudi 12 janvier à l'Elysée, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Drian Voeghtichien, ancien résistant qui a appartenu, en 1943, au groupe Manouchian. Récusé du génocide arménien de 1917, M. Voeghtichien, proche de la famille Aznavour, a été décoré — s'étant, à l'époque, réfugié en France avec ses parents. Il est aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans.

Politique

Deux décisions du Conseil constitutionnel

- La loi municipale ne peut être modifiée
- Le contrôle financier de Paris est maintenu en l'état

Le Conseil constitutionnel, réuni jeudi 12 janvier, a examiné la conformité à la Constitution de deux textes législatifs. Dans la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales, qui faisait l'objet de deux recours sénatoriaux, il a déclaré contraires à la Constitution les articles 16 et 17. Le premier abrogeait le régime spécifique de contrôle des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris. Le second étendait aux communes de 2 500 à 3 500 habitants le régime électoral applicable aux communes de plus de 3 500 habitants pour l'élection des conseils municipaux.

En revanche, la loi portant diverses mesures d'ordre social a été déclarée non contraire à la Constitution. Les députés de l'opposition qui avaient saisi le Conseil constitutionnel ne contestaient que l'article 39 de ce texte, modifiant la compo-

sition de la commission médicale d'établissement dans les hôpitaux. M. Daniel Hoeffel, président du groupe de l'Union centriste du Sénat et rapporteur du projet de loi sur les services extérieurs de l'Etat et la fonction publique territoriale, s'est félicité de la première décision du Conseil constitutionnel, soulignant que « de bonnes lois électorales ne peuvent être votées à quelques semaines d'un scrutin ».

De son côté, le RPR n'a pas manqué d'insister, notamment par la voix de M. Jacques Chirac, maire de Paris, sur l'importance de l'annulation de l'article 17. « J'en prends acte, et je ne cache pas ma satisfaction », a affirmé M. Chirac, car la disposition qui vient d'être annulée avait pour conséquence de rendre la gestion de la Ville de Paris beaucoup plus difficile et d'empêcher notre cité de faire face aux obligations qui sont les siennes ».

Collectivités territoriales : des amendements sans lien avec le projet initial

Pour l'essentiel, les griefs contenus dans deux saisines émanant de sénateurs de l'opposition portaient sur les conditions d'adoption par voie d'amendement des articles 16 et 17 de la loi comportant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales.

L'article 16 abrogeait le régime particulier de contrôle des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris. L'article 17 étendait aux communes de 2 500 à 3 500 habitants le régime électoral applicable aux communes de plus de 3 500 habitants pour l'élection des conseils municipaux.

« Le droit d'amendement, qui est le corollaire de l'initiative législative, rappelle d'abord le Conseil constitutionnel, peut, sous réserve des limitations posées aux troisième et quatrième alinéas de l'article 45, s'exercer à chaque stade de la procédure législative ; (...) toutefois, les adjonctions ou modifications ainsi apportées au texte en cours de discussion ne sauraient, sans méconnaître les articles 39, alinéa 1, et 44 de la Constitution, ni être sans lien avec le projet initial, ni dépasser par leur objet et leur portée les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement qui relève d'une procédure spécifique ».

Or, poursuit le Conseil, le projet de loi déposé en novembre 1988 sur le bureau de l'Assemblée avait un triple objet défini (la réorganisation des services extérieurs de l'Etat et

deux dispositions relatives à la fonction publique territoriale)... Et un « intitulé en harmonie avec le contenu du texte ».

« En revanche, a estimé le Conseil, ne peuvent être regardés comme ayant un lien avec le texte en discussion les amendements qui sont à l'origine respectivement des articles 16 et 17 de la loi ».

« Sans doute, indique encore le Conseil constitutionnel, lors de l'examen du texte en nouvelle lecture au cours de sa deuxième séance du 22 décembre 1988, l'Assemblée nationale, avant de procéder au vote sur l'ensemble du projet de loi, a substitué à son titre initial celui de « projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales ». Mais (...) s'il est loisible à une assemblée parlementaire de modifier, à l'occasion du vote sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, l'intitulé qui lui a été donné initialement, une telle modification est par elle-même sans effet sur la régularité de la procédure d'adoption de ce texte ».

C'est pourquoi « il résulte de tout ce qui précède que les dispositions qui sont à l'origine des articles 16 et 17 de la loi sont dépourvues de lien avec le texte du projet de loi au sein duquel elles ont été introduites par voie d'amendement : (...) dans ces conditions, il y a lieu pour le Conseil constitutionnel de déclarer que les articles 16 et 17 de la loi déferée ont été adoptés selon une procédure irrégulière ».

Pêche aux amendements chasse aux « cavaliers »

LES habitudes ont la vie dure. A l'Assemblée comme ailleurs. Au Palais-Bourbon, à la fin de l'année dernière, MM. Jean-Marie Le Guen, qui est aussi le patron de la fédération socialiste de Paris, et Louis Mexandreau, député socialiste du Calvados, qui fut jadis ministre, n'avaient pas pu (pas voulu ?) s'empêcher de charger la barque d'un projet de loi anodin de deux étranges poissons.

Au départ, un projet aux contours bien circonscrits : réorganisation des services extérieurs de l'Etat et de la fonction publique territoriale. En cours de navigation législative avait eu lieu la coutumière pêche aux amendements hétéroclites. M. Le Guen et ses amis s'en prenaient au régime spécifique de contrôle des crédits de fonctionnement du conseil de Paris. Les « mexandristes » et leurs émules, émoussés par l'approche des élections municipales, abusaient de 3 500 à 2 500 habitants le seul d'application de scrutin majoritaire à dose de proportionnelle.

Il est vrai que la vie financière de la capitale n'offre pas toujours l'exemple d'une pure transparence. Et que les faits, dans le petit milieu de communes concernées par l'amendement Mexandreau, ressemblent souvent, en dépit d'un régime électoral différent, à s'y méprendre au droit que ce dernier voulait y instaurer.

Le Conseil constitutionnel n'a, de toute façon, pas eu à entrer dans ces considérations. Muni du seul vantage de la constance, il a, comme il le fait depuis 1985, sanctionné l'absence de lien des amendements litigieux avec le projet initial.

Détail amusant : il ne suffit pas, précise cette fois le Conseil, de bouter mécaniquement la manœuvre par un changement d'intitulé de la loi poussé vers le vague de la généralité pour qu'elle s'en trouve transfigurée.

Nette et assez ordinaire, la décision du Conseil constitutionnel préserve et amplifie un message simple dont on comprend qu'il franchisse difficilement, en toutes saisons politiques, les murs de l'Assemblée : l'élaboration de la loi ne peut s'accompagner à toute occasion de l'injection de « cavaliers » qui ont vocation à utiliser n'importe quel texte comme abri d'intentions hétéroclites sans relation avec ce texte.

La hâte, le commodité, les arrangements dont fourmille la vie des groupes, la surcharge, l'affolement, subi ou utilisé, des fins de sessions parlementaires sont propices à la perpétuation de cette situation, à la répétition du procédé. Mais à quoi bon, s'il doit venir mourir à tout coup, sauf unanimité miraculeuse sur l'opportunité, sur la grande table de dissection des textes du Conseil constitutionnel ?

MICHEL KAJMAN.

BIBLIOGRAPHIE

C'est à se demander pourquoi il y a encore des candidats au poste de premier ministre ! Car enfin, si l'on tient tant à accéder à l'avant-dernière marche du pouvoir d'Etat dans ce pays, c'est que l'on pense se faciliter l'accès à la dernière, la plus haute, la seule qui vaille vraiment devant l'Histoire. Eh bien, pas du tout ! Pierre Servent, journaliste au service politique du Monde, pour lequel il observe avec une gouaille délicate le Café du commerce de la République — on veut dire l'Assemblée nationale, son hémicycle et ses couloirs — prévient les candidats : qui veut être président de la République doit se méfier comme de la peste de ce poste second !

Pour deux raisons, l'une d'observation statistique et historique, l'autre plus quotidienne et psychologique. L'histoire de cette cinquième République déjà trentenaire — une génération selon les démographes, — quand on l'observe en vue cavalière, montre qu'à une exception près aucun premier ministre n'est allé au-dessus de l'avant-dernière marche : ni Debré, ni Chaban, ni Messmer, ni Couve, ni Chirac — qui s'y prit pourtant à deux fois — ni Barre, ni Mauroy, ni Fabius ne se sont suffisamment haussés du col pour remplacer le patron ou lui succéder. Evidemment, pour certains d'entre eux, il reste quelque espoir, mais on conviendra que la statistique est fâcheuse, en termes de précédents. Bien sûr il y eut un cas, celui de Georges Pompidou, qui fut premier ministre puis chef de l'Etat. Mais on sait ce qu'il advint de son septennat et comment il fut tragiquement amputé par l'asthme. On conviendra que ce précédent-là, on n'a, ni de droite ni de gauche, ardeur à s'en inspirer...

Et puis il y a cette satanée foudroyante d'éternel second — quand on dit éternel, c'est façon de parler... Cela démarre par le choix d'un seul, on fanfarde et dans la plus grande harmonie. Les débuts sont radieux. On va changer la France, la politique, et pourquoi pas l'Histoire tant qu'on y est ! Las, le sort est cruel. Le patron veut rester le patron, il marque son territoire avec une grandiosité férocité. Qui lève le nez de son labour ne tarde pas à en subir les conséquences. Le couple idyllique

● Francophonie : M. Barre à la tête de l'IDF. — L'ancien premier ministre français, M. Raymond Barre, vient d'être élu président de l'Institut international du droit d'expression française (IDF), dont le 20^e congrès a récemment réuni, à la Cour des comptes, à Paris, les ministres francophones de la justice, actuellement en conférence à Paris. M. Barre succède ainsi à René Cassin et Edgar Faure à la tête de l'IDF, une des plus anciennes organisations non gouvernementales de la francophonie.

EDUCATION

Deux nouveaux recteurs à Nice et à Dijon

M. René Blanchet a été nommé recteur de l'académie de Nice, au conseil des ministres du mercredi 11 janvier, en remplacement de M. Pierre Linotte. M. Jean-Claude Fortier a été d'autre part nommé recteur de l'académie de Dijon, où il succède à M^{me} Nicole Ferrier.

(Né le 22 juin 1941 à Chamelle (Allier), M. René Blanchet est agrégé de sciences naturelles et docteur en sciences. Il a enseigné, de 1956 à 1959, à l'école normale d'instituteurs de l'Allier et du Puy-de-Dôme. Elève-professeur à l'école normale supérieure de Saint-Cloud de 1960 à 1964, il a été ensuite maître de conférences à l'université de Brest, puis, depuis 1987, professeur à celle de Nice. Il est responsable de la commission de réflexion sur les sciences de la Terre et de l'univers, mise en place par M. Jospin en décembre 1988.)

(Né le 9 juillet 1941 à Castres, M. Jean-Claude Fortier est agrégé de droit public. Il a été assistant à l'université de Lille de 1963 à 1974, puis maître-assistant et maître de conférences à l'université de Reims de 1974 à 1980. Il était professeur à l'université des Antilles-Guyane depuis 1981. Il est l'auteur de nombreux travaux de recherche en sciences administratives.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par requête du 6/12/1988, le Tribunal de grande instance de Nanterre (92) a été saisi à l'effet de constater l'absence de Bruno Magnan, né à Alès (Gard), le 5/2/1944, célibataire, fils de Dominique Magnan et de Denise Voisin, domicilié au dernier lieu à Sceaux (92), 23, avenue Jean-Racine, et qui n'a plus donné signe de vie depuis le 12 juin 1987.

« Edipe à Matignon » de Pierre Servent

Le couple infernal

connaît très vite ses premières crises, ses susceptibilités, ses partages impossibles.

L'image du héros principal se ternit chez l'employé au fil des mois et des années. Jusqu'à de Gaulle qui, en mai 1968, finit par ne plus apparaître infatigable à l'hôte de Matignon. Chaban énerve Pompidou avec sa « nouvelle société ». Chirac se sent à l'étroit sous Giscard et entravé sous Mitterrand, Mauroy ne se sent plus compris dès lors qu'il n'est plus soutenu. Parfois même, comble du comble, le second, fasciné, souffre le martyr, et le fils, le rejeton bât, Fabius, voit l'univers s'écrouler sous ses pas, en éprouve un « trouble », le dit, s'en fait tancer, s'en veut, se le fait pardonner mais restera blessé, diminué.

Entre les gens du « château » et ces « visiteurs du soir » dénoncés par Mauroy qui eut à en souffrir, l'impopularité qui guette celui qui tient les manettes du social et des désagréments de la vie quotidienne, l'incompréhension qui s'insinue entre deux hommes forcément différents — sinon pourquoi s'adjoint-on un second ? — la fatalité de la dégradation du couple qui conduit

l'Etat est une constante de la cinquième République. Au moins pour ceux qui entrent du caractère. Les divorces ne se multiplient pas seulement dans la société civile : on est le couple Giscard-Barre, ou est celui qui formaient Chirac et le même Giscard ? Les rancunes sont longues et les amertumes tenaces, à un point qui étonne le mortel tant on s'insinue qu'en haut de l'Etat on devrait passer sur certains détails proches de l'inceste. Pas du tout : entre Giscard et Chirac, il y a une terrible histoire de fautes et de chaises lors d'un déjeuner à la Pentecôte 1976 à Brégançon...

Peut-il en être autrement dans ces couples de rencontre, d'intérêt, où l'affectivité — sauf négative — a eu le plus souvent la part la plus minime, au moins dans la durée ? Pour Pierre Servent, nos hommes d'Etat ne font que reproduire, septennat après septennat et gouvernement après gouvernement, la légende d'Edipe, fils du roi Laïos, qu'il finit par tuer, parricide involontaire et maudit. Fascination, conflit de territoire, lente affirmation des ambitions du subordonné : il s'insinue entre les deux hommes une fatalité de la rupture. Ils sont voués, au

bout d'un certain temps de cohabitation et même s'ils sont politiquement de la même eau, à se dévorer l'un l'autre ou à se séparer. On peut songer encore à la légende, tout aussi cruelle, de Prométhée, dévoré par son aigle sur son rocher de souffrance.

On oublie ces querelles qui firent la chronique en sourdine des septennats. Le livre de Pierre Servent aide à s'en ressouvenir, à remuer le tiroir des affaires de famille enfouies. Point trop engageant pour Rocard, présentement occupé à cette impossible fonction. C'est le seul à qui on déconseillera la lecture de ce livre... Il est vrai que ce premier ministre-là a inversé les rôles : il commença par tuer le père avant de le rejoindre. C'est une trouvaille. Pour les autres, ceux d'hier et ceux de demain, qu'ils n'oublient pas de méditer la formule pleine de sagesse de Mencius. Selon le philosophe chinois, « le ciel n'a pas deux soleils, le peuple n'a pas deux souverains ».

BRUNO FRAPPAT.

★ Pierre Servent : *Edipe à Matignon, le complexe du premier ministre*, édition Balland, 306 p., 119 F.

FOURRURES GEORGE V

AVANT FERMETURE DEFINITIVE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris

Vendredi 13, Samedi 14, Dimanche 15, Lundi 16 Janvier, et jours suivants

MANTEAUX		VESTES	
Vison dark	29500 ⁰⁰ 13750 ⁰⁰	Vison lunaraire	21500 ⁰⁰ 12850 ⁰⁰
Vison lunaraire	28750 ⁰⁰ 16450 ⁰⁰	Vison tourmaline	45000 ⁰⁰ 14750 ⁰⁰
Vison dark Saga	24750 ⁰⁰ 15850 ⁰⁰	Vison blanc et strass	55000 ⁰⁰ 17250 ⁰⁰
Vison Koh-i-noor	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰	Renard bleu	13500 ⁰⁰ 7850 ⁰⁰
Vison pastel morceaux	13750 ⁰⁰ 6250 ⁰⁰	Renard Virginie	18750 ⁰⁰ 6450 ⁰⁰
Castor Canada	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰	Renard roux	8750 ⁰⁰ 5450 ⁰⁰
Astrakan noir	11750 ⁰⁰ 5850 ⁰⁰	Marmotte	14750 ⁰⁰ 5250 ⁰⁰
Renard lustré Lynx	17850 ⁰⁰ 9750 ⁰⁰	Coyote	14850 ⁰⁰ 4650 ⁰⁰
Renard bleu	28750 ⁰⁰ 9650 ⁰⁰	Astrakan beige	8750 ⁰⁰ 1650 ⁰⁰
Marmotte Canada	26850 ⁰⁰ 12750 ⁰⁰	Lapin cotelé	3500 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰
Zorinos	4850 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰	Mouton	8450 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰
Chevrette grise	4850 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰	PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰

HAUTE FOURRURE

MANTEAUX		MANTEAUX DU SOIR	
Zibeline russe	235000 ⁰⁰ 75000 ⁰⁰	Vison blanc et Renard	95000 ⁰⁰ 15000 ⁰⁰
Zibeline blonde	195000 ⁰⁰ 65000 ⁰⁰	Vison lunaraire	85000 ⁰⁰ 15000 ⁰⁰
Lynx du Canada	95000 ⁰⁰ 25000 ⁰⁰	Vison ranch ou dark	55000 ⁰⁰ 13500 ⁰⁰

à 2 pas des Champs Elysées
40, Avenue George V, Paris 8^e

Société

Le redémarrage de Superphénix

Condamnation des écologistes français...

Le feu vert des autorités françaises pour le redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) a suscité une levée de boucliers chez les écologistes et les adversaires du nucléaire. Le groupe Initiative pour un débat sur Superphénix, lancé il y a quelques mois, dénonce une décision « prise sans débat démocratique, par un quinquennat de nucléocrates qui se réservent de gérer entre eux, au jour le jour et au coup par coup ». Reçu dès le 12 janvier par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, le président des Verts, M. Antoine Waechter, a condamné une « décision injustifiée » et appelé que le président de la République s'engage, en 1991, à abandonner la filière des surgénérateurs.

Les Amis de la Terre, pour leur part, se déclarent « révoltés » par une décision prise, selon eux, pour éviter une nouvelle enquête publique, rendue aujourd'hui indispensable par les modifications apportées au fonctionnement de la centrale. Le Groupe scientifique pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) constate que « le lobby nucléaire a encore gagné » et élève « une protestation solennelle devant une telle inconscience ». Enfin, la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature (FRAPNA-Isère) a annoncé son intention d'engager une procédure judiciaire.

Mais c'est en Suisse, et notamment à Genève, que les protestations sont les plus vives.

...et indignation en Suisse

GENÈVE
de notre correspondant

Inquiétude et indignation se manifestent à tous les niveaux à Genève face à la nouvelle de l'autorisation donnée par Paris au redémarrage de Superphénix. La ville internationale est en effet située à 70 kilomètres à vol d'oiseau de la centrale nucléaire. On reproche notamment à la France d'avoir violé le traité de l'EURATOM, selon lequel une telle décision ne pouvait être prise sans que les pays voisins fussent prévenus. On s'insurge contre le fait que le feu vert a été donné avant que soit connu le résultat des examens que devaient effectuer les experts suisses.

Les écologistes genevois, particulièrement compétents et sérieux (notamment des scientifiques et des universitaires) ne sont pas les seuls à laisser éclater leur colère. Le conseil d'état (gouvernement cantonal)

genevois a publié un communiqué dans lequel il regrette « vivement la précipitation de l'autorisation française, compte tenu de l'intervention judiciaire faite devant le tribunal administratif de Grenoble par divers plaignants suisses ». Il déplore que la France « n'ait pas cru devoir attendre une détermination de ce tribunal français avant de prendre sa propre décision administrative et politique, et qu'elle ait délibérément laissé hors débat les expertises extérieures dont elle avait promis l'examen ». Quant au maire de Genève, M. Guy-Olivier Segond, il rappelle que les autorités de sa ville avaient été « mandatées par le peuple pour s'opposer à l'implantation de centrales nucléaires à Genève comme dans les proches limites du canton ». Enfin, l'avocat de la ville de Genève, M. Robert Cramer, compte déposer un recours auprès du Conseil d'Etat français.

L.V.

Un colloque inédit à Paris

Les psychanalystes sortent de l'ombre

La psychanalyse sortirait-elle de son tour d'ivoire ? Fait sans précédent, la Société psychanalytique de Paris (SPP), la plus ancienne des associations françaises de psychanalystes ouvrira les portes de son savoir au public, samedi 14 et dimanche 15 janvier, au palais de l'UNESCO. Le temps, devant plus d'un millier de personnes attendues — après inscription payante — d'exposer les plus récentes réflexions sur la théorie et la pratique de ses membres.

« La Société psychanalytique de Paris a connu depuis deux ans un profond mouvement de rénovation (réforme de ses statuts, nouvelle constitution) qui constitue pour son fonctionnement un progrès notable », souligne son président, André Green, au cours de la conférence de presse organisée, le 10 janvier, en prévision du colloque. Or, après plusieurs décennies d'évolution, la situation de cette discipline est devenue « extrêmement confuse », le terme même de psychanalyse recouvrant « à peu près tout et n'importe quoi ». C'est pourquoi la SPP, qui se veut la gardienne rigoureuse de l'héritage freudien, semble décidée à porter sur la place publique ce qu'elle entend par la « pratique psychanalytique », selon le titre d'une plaquette d'information qu'elle vient d'éditer (1).

Au-delà des déchirements internes qui opposent depuis plus de trente-cinq ans freudiens et lacaniens, il n'est un secret pour personne que le renouveau culturel et social dont a bénéficié la psychanalyse depuis les années 60

s'est accompagné de multiples abus, dévoiements, quand il ne s'agit pas d'escroqueries pures et simples. Ainsi, la question n'est pas tant pour les futurs patients de savoir comment choisir leur analyste que de pouvoir déparquer qui est psychanalyste... et qui ne l'est pas. Surtout lorsqu'on sait que plus de deux mille personnes disent exercer en France cette profession en dehors de tout contrôle, pour un petit millier seulement d'analystes appartenant aux principales institutions reconnues.

Y a-t-il un moyen de se prémunir contre certains charlatans de la souffrance ? « Pour le moment, aucun », répondent abruptement les garants de l'art. Aucune disposition légale ne réglemente la pratique de la psychanalyse en France. Seul garde-fou envisageable : l'appartenance de l'analyste à une société affiliée à l'Association psychanalytique internationale (API). Fondée en 1910 par Freud lui-même, cette dernière regroupe environ sept mille psychanalystes dans le monde entier, répartis en soixante-huit sociétés nationales, parmi lesquelles deux institutions françaises : la Société psychanalytique de Paris (quatre cent trente-sept membres, dont, malgré son titre, environ un quart exercent en dehors de la région parisienne) ; et l'Association psychanalytique de France (cinquante-cinq membres) — qui nequit en 1953 après la démission de plusieurs membres de la SPP (rejoints peu de temps après par Lacan) sous le nom de Société française de psychanalyse.

Si ces deux sociétés, comme le précise André Green, « n'ont certes pas le monopole des spécialistes

compétents », au moins présentent-elles le mérite de garantir une réelle expérience professionnelle. L'API « édicte » des règles de fonctionnement très strictes, tant sur le plan de la formation (un psychanalyste doit avoir lui-même été en analyse pendant plusieurs années, avoir obtenu l'autorisation de conduire plusieurs cures sous supervision, et avoir suivi un enseignement théorique de longue durée) que de la pratique (durée des séances fixée à 45 minutes, fréquence de trois à quatre séances hebdomadaires).

Vers un diplôme officiel ?

Longtemps considérée comme une thérapeutique de luxe, la psychanalyse s'est nettement démocratisée. Ses ardeurs s'étant progressivement résolues à dégrader du dogme sacro-saint, « sans succès financiers, pas de résultats », cette évolution a permis la conventionnement de certains analystes-médecins, et le développement de plusieurs centres de traitement entièrement gratuits. Fondé en 1952 sur la base d'une convention passée avec la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale (DASS), le Centre de consultations et de traitements psychanalytiques de la SPP, qui regroupe à Paris une cinquantaine de spécialistes, assure actuellement cinquante-sept analyses, soixante-dix cures psychodrames et vingt-cinq cures de psychodrames non payantes. Bien qu'offrant une capacité d'accueil plus réduite, de nombreux points de rencontre se sont d'autre part mis en place dans plusieurs centres de soins publics, grâce

auxquels ces chiffres, sur l'ensemble du pays, peuvent approximativement être triplés.

Reste que l'information n'envoie pas, à elle seule, la prolifération des prétendus thérapeutes de l'âme, qui, parfois, n'hésitent pas à emprunter le vocabulaire des pathologies annocées pour attirer le client. La création d'un titre ou d'un diplôme officiel ne serait-elle pas le véritable garde-fou institutionnel contre la pratique sauvage de cette discipline ?

Les analystes ont toujours refusé la main que leur a tendue l'Etat à plusieurs reprises (en leur proposant notamment de reconnaître la psychanalyse comme une discipline « scientifique » à part entière), arguant que leur formation n'était « guère comparable avec une réglementation juridique » et l'expérience personnelle de la situation analytique peu évaluable selon des critères universitaires. Mais là encore, le vent de la réforme pourrait bientôt se lever. « Jusqu'à présent, nous avons préféré éviter le problème, reconnaît André Green. Mais il est fort possible que la situation devienne tellement chaotique que nous n'ayons plus le choix. Et que nous soyons obligés, si tant est que les pouvoirs publics reconnaissent notre pouvoir de formation sans nous confier d'un corps professionnel extérieur à la psychanalyse, d'en arriver à cette solution ».

CATHERINE VINCENT.

(1) Disponible gratuitement à la Société psychanalytique de Paris, 187, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUATRE-VINGT-DIX MILLE : tel serait le nombre, plutôt modeste, des dossiers déjà acceptés pour l'attribution du revenu minimum d'insertion dont le Parlement, dans un bel élan charitable, vient, quasiment unanime, de voter le principe.

Il seraient donc si peu nombreux ceux dont les fins de mois commencent le 15 ? Elles seraient donc totalement fausses les statistiques qui chiffrent par centaines de milliers les habitants de l'hexagone qui ne disposent pas de ce que l'on appelle eurofins le minimum vital, expression parlante s'il en fut.

Les nouveaux pauvres, venus s'ajouter à la cohorte de ceux qui sont accoutumés à cet état, ne seraient donc que des simulateurs qui se gardent de soumettre leur mystification à la sagacité d'un guichetier ?

Cela se pourrait bien. L'image de profusion universelle que diffuse la télévision à journées faites n'est-elle pas la preuve que cette profusion est également partagée, également accessible ? Si l'impérialisme publicitaire est à ce point triomphant qu'il achète en devient un devoir civique, n'est-ce pas qu'on ne peut être un citoyen si l'on n'est un acheteur et qu'il n'y a pas de citoyen qui ne puisse l'être ?

Qu'il soit pourtant permis de douter que la création du RMI ait eu pour premier effet de démontrer aux Français que le pauvre leur était épargné comme le sont désormais le peste, le choléra et la fièvre typhoïde.

Cette idylle conclusion ne serait qu'une de ces illusions que suscite l'éternelle prétention des chiffres à dire la vérité. Quatre-vingt-dix mille, ce ne serait pas un chiffre, mais un bobard, une erreur ou un déchet. On attend mieux. En un sens, heureusement.

Il suffit de se promener dans la rue, d'emprunter les transports en commun et d'observer, fût-ce indistinctement, les passants et les voyageurs pour deviner, à certains détails, à des traits du visage, des pièces de l'habillement, que la croissance économique ne répand pas ses bienfaits autant que le suggèrent la bonne conscience, le désir de ne pas s'en faire... et la publicité.

Pour ne rien dire des mendicants (les « nouveaux » mendicants, peut-être ?), qui sont loin d'être tous des professionnels de la manche, s'y sont « convertis » sans le moindre stage préalable et meublent, plus ou moins de biais, le coin de la rue, la sortie d'un magasin ou le détour d'une station de métro. Ceux-là ont rien à voir avec le jeune parvenu qui commande une pièce ou le clochard baptisé « typique » qui va à la pêche aux « clopes ».

LORS ? Que font-ils ces vrais pauvres qui ont un si grand besoin de cette manne, ou demeurent limités, et qui cependant ne la sollicitent pas ? C'est sans doute, d'abord, que solliciter ne les enchante pas. De toutes les formes de prestations sociales, celle-ci est la pire puisqu'elle est un aveu et une confession ; un aveu de pauvreté, une confession de faiblesse.

De manière probablement inévitable, elle n'a aucun caractère automatique, à la différence de toutes les autres, qui relèvent de la déclaration plutôt que de la démonstration. Allez donc prouver que vous êtes pauvre ! L'agréable itinéraire ! Il se peut donc, tout bêtement, que les éventuels bénéficiaires n'osent pas, ou n'aient pas envie de se décoller.

Il se peut aussi qu'ils ne sachent pas que le RMI existe, ou qu'ils ignorent à qui s'adresser. Ce n'est pas une révélation de rappeler que la misère tout court va souvent de pair avec la misère intellectuelle. Comme par hasard et a contrario, on relèverait 25 % de bacheliers parmi les premiers demandeurs. Les autres, personne n'est vraiment là pour leur tenir la main. Serait-ce vraiment stupide ?

Alors ? Alors la démonstration est simple et hâle ! pas nouvelle. Il ne suffit pas de voter une « bonne » loi (ou la loi que sont les risques et les ambiguïtés de celle-ci) pour que ses effets répondent à ses intentions. Air connu.

M. Rocard a eu beau, et à juste titre, parler du fonctionnement des ascenseurs lors de son discours inaugural de premier ministre à l'Assemblée nationale, on continue de se préoccuper moins de leurs défaillances que de leur interdiction de faillir.

Quotidien

USSI suspects que finiraient par paraître les coups de chapeau rétrogrades qui lui sont décernés ici, force est de reconnaître que M. Pierre Joxe, dans le domaine qui est aujourd'hui le sien, ne se borne pas à décréter que la pauvreté doit être exclue et l'insalubrité déclarée hors la loi. Il va voir.

Le cas échéant en entraînant le président de la République, comme il le fit à l'époque du ministère de l'Éducation, pour que le chef de l'Etat apprenne de visu ce qu'éprouve la situation des policiers dans un commissariat semblable à beaucoup d'autres.

Or personne n'a à gagner que certains commissariats s'apparentent à des taudis. Ni le public, qui a tendance à ne pas être rassuré en pénétrant dans des locaux aussi rébarbatifs, ni les policiers, qui ne sont pas incités à se conduire en gentlemen si on les traite en piteux.

Qu'aujourd'hui le ministre de l'Intérieur s'efforce d'éviter que les policiers parisiens n'habitent à des heures de trajet de leur lieu de travail procède de la même préoccupation. On ne peut pas dire qu'elle soit la mieux initiée par ses collègues du gouvernement. Le quotidien de ce pays fait figure de portion congrue.

Ce n'est pas, du moins espérons-le, bien protégés que sont ces ministres dans leur automobile, par leur secrétaire, par leurs officiers de sécurité, par la révérence obligée dont ils sont l'objet constant, qu'ils le désignent, ce quotidien, c'est qu'ils le méconnaissent.

Il monte si vite le mur entre l'élite et ses mandataires ! Combien de ministres socialistes ont oublié le sens de l'étiquette qui les a conduits là où ils sont ? Combien savent encore ce que c'est que de faire avec un organisme de sécurité sociale ? Combien ont dû ramper pour faire inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur choix ? Combien se sont déhinés à obtenir une carte de séjour bien qu'ils soient ressortissants de la communauté européenne ? Combien peuvent annon-

cer, parce qu'ils cherchent un logement à Paris, « je suis prioritaire depuis six ans », ainsi qu'on l'a entendu sur FR3 dans une émission intitulée « C'est pas juste » ?

Avant renoncé à ces formes brutes et primaires de la torture que sont les brodequins et les tanielles, puis, plus récemment, à la bagnoire et à la gégène, la France en maintenant vivante et prospère une forme mineure de physiquement moins douloureuse, plus subtile, mais pas moins efficace : le guichet. A sa suite, sa fille, le file d'attente, son fils, le téléphone qui ne répond pas ou est occupé (1).

Avec cette précision qu'il ne s'agit même pas d'une torture utilitaire, grâce à laquelle la victime dit ce qu'elle sait, cède ce qu'elle possède, renie sa foi ou abjure ses convictions, mais d'une torture gratuite, qui ne « produit » rien, si ce n'est, selon les moments, l'exaspération ou l'acabement.

Pour certains avec les meilleures intentions du monde, les ministres légifèrent, les ministres réglementent et, cela fait, estiment avoir tout fait. Ils s'opposent à de grandes tentes quand le public attend d'eux de petits gestes. C'est de là aussi que vient le rejet de la loi. Ce n'est pas du populisme, du basisme ou de la démagogie que de dire cela, c'est la vie même.

Il y a au moins deux causes pour expliquer le divorce entre le personnel gouvernemental et le pays. La première, c'est que les ministres réfléchissent, raisonnent et décident en termes généraux et de masse. Mais la référence à « l'intérêt général » et aux « grands équilibres » finit par être une excuse et pas seulement une ligne de conduite. Ce n'est pas faire le bien que le faire de trop haut. L'interlocuteur du Français (serait-il étranger), ce n'est pas le Journal officiel, c'est un guichet ou un inaccessible bureau.

Les individus, sans être pour cela égoïstes, raisonnent et vivent au singulier. C'est particulièrement net en matière financière. Une augmentation de salaire de 2 %, c'est peut-être tout collectivement, c'est désastre pour l'individu qui doit cependant s'en déclarer ravi.

La deuxième cause de quiproquo entre gouvernants et gouvernés, c'est que les ministres ont ou doivent avoir une vision à long terme alors que, au moins pour partie, les hommes se préoccupent du jour le jour.

Quand les autorités décrètent un séduisant (toutes proportions gardées) plan de carrière, les intéressés font, non sans motif, la fine bouche. Lorsque les personnels hospitaliers réclament 1 000 F ou 1 500 F « tout de suite », ces trois mots dissuadent qu'il est le décalage entre les hommes et ceux qui les gouvernent. L'homme attend moins facilement qu'un échelon directeur ou une loi programmatique.

Il est vrai qu'il ne faut pas manger son bled en herbe, mais il est peu engageant de se croire condamné au son. En outre, ce que réclame le public n'est pas toujours, et de loin, de nature pécuniaire, même si ces revendications-là sont les plus faciles à exprimer, les plus habiles à rassembler.

Pour répondre à ce désir de mieux vivre, on ne voit pas venir grand-chose. Or le vrai discours anti-politique, il se nourrit aussi de l'image d'indifférence qui est celle des gouvernements. Si cette image est fautive, il faudrait songer à la prouver.

(1) La dégradation des PTT dans ses fonctions traditionnelles n'est plus, sur ce point, à décrire.

Une journée consacrée au dépistage des maladies

La Société française de médecine préventive et sociale organise, samedi 14 janvier, une journée consacrée au dépistage des maladies (affections héréditaires, cancers du colon et du rectum, du sein et du col de l'utérus, maladies cardio-vasculaires), aux techniques utilisées et à l'avenir du dépistage en France. Nous publions un point de vue du professeur Gérard Dubois, qui vient d'être nommé par M. Claude Evin, ministre de la Santé, avec les professeurs Claude Got, François Grény, Albert Hirsch et Maurice Tubiana, dans le groupe des experts chargés de définir rapidement un plan d'action de santé publique, qui sera en partie consacré aux dépistages.

POINT DE VUE

Prendre le cancer de vitesse

par Gérard Dubois
professeur de santé publique

Il y a chaque année en France 540 000 décès. Dans 195 000 cas, la mort est la conséquence d'un cancer. On sait que le nombre global des cancers pourrait être fortement diminué par l'arrêt du tabagisme et la diminution de la consommation d'alcool. Cet objectif relève de l'éducation sanitaire, les cancers concernés (notamment ceux du poulmon et des voies aérodigestives supérieures) ne pouvant être dépistés de manière efficace.

Dépister consiste à proposer un test simple à réaliser qui permette de reconnaître suffisamment tôt les maladies dans la population générale afin de pouvoir modifier favorablement le pronostic de la maladie. Le principe est donc simple mais on se heurte dans ce domaine à plusieurs erreurs, le principe étant de proposer, comme le font certains, des méthodes technologiques, notamment biologiques, comme l'est l'état actuel des connaissances, la recherche des « marqueurs biologiques » des cancers.

Il y a encore une dizaine d'années, le dépistage des cancers était une affaire passionnelle. Depuis, fort heureusement, on dispose de données objectives, de nombreuses études ayant indiqué clairement qu'il était impossible en ce domaine d'appliquer les trois cancers sont aujourd'hui dépistables.

Le cancer recto-colique. Il tue 15 000 hommes et femmes chaque année. C'est la première cause de mortalité par cancer. Il n'est en pratique dépistable que par la recherche de sang dans les selles par le test Hemoccult. Les expériences menées à l'étranger et en France dans les centres d'examen de santé, depuis 1983 et depuis 1988, dans onze caisses d'assurance-maladie ont montré la voie à suivre. Réalisés tous les trois ans après l'âge de quarante-cinq ans, avec 40 % de participation, ce test conduirait à pratiquer 2 100 000 examens chaque année. Seuls 500 000 examens sont actuellement réalisés. Non remboursés, liés à l'initiative individuelle ou à celle d'organismes locaux, le dépistage du cancer colo-rectal n'est pas collectivement mis en œuvre comme il le devrait.

Le cancer cervico-vaginal. Il est remboursé et libérément prescrit. Tout pourrait donc aller pour le mieux. 4 700 000 examens sont pratiqués chaque année. Quatre à cinq millions suffiraient à surveiller toutes les femmes concernées tous les trois ans, rythme optimum de surveillance. Or on

sait aujourd'hui qu'un tiers des femmes sont surveillées à la trentaine, 30 % à la quarantaine, 20 % à la cinquantaine, 2 000 femmes continuent d'être suivies chaque année de ce cancer, alors que 90 % de ces décès pourraient être évités par une radiobiologie correcte des frottis réalisés.

La mammographie radiographique des seins. C'est le seul mode efficace de dépistage du cancer du sein. Elle doit se limiter à la classe d'âge cinquantaine/soixante-cinq ans. La surveillance tous les trois ans de ces femmes (soit 1 120 000 examens par an) évite 500 décès chaque année. En 1988, 1 500 000 mammographies ont été réalisées en France, dont 1 220 000 dans un but de dépistage. Le nombre total nécessaire est, lui aussi, déjà atteint, mais il faut que près de 700 000 examens, soit plus de la moitié, soient réalisés chez des femmes de moins de cinquante ans, âge où la mammographie de dépistage n'est pas efficace. Seules une tierce des femmes de cinquante à soixante-cinq ans bénéficient de cet examen. Chiffres terribles !

Comme pour les vaccins, où l'obligation a longtemps paru suffisante et où le dépistage jusqu'à une époque récente, on pense depuis trop longtemps que le remboursement du dépistage des cancers suffit et peut tenir lieu de politique.

Ce n'est pas le cas. Pour dépister il faut informer, informer, répéter, convaincre encore et encore. Dans notre système, rien n'empêche d'aller au-delà du rationnel et de multiplier les examens. C'est la sécurité sociale, qui paie. Cependant, on ne peut accepter qu'une minorité bénéficie d'examens inutilement multipliés alors que les autres sont privés de ceux qui leur sont nécessaires.

Il y a urgence à organiser le dépistage des cancers en France. Les solutions existent. La remarquable efficacité organisationnelle des dépistages néo et entérale en France en témoigne. Le législateur a prévu un Fonds national de prévention, créé par la loi du 5 janvier 1988. Dès le 26 février, l'assurance-maladie a proposé, par le vote unanime de son conseil d'administration, d'organiser dans ce cadre le dépistage des cancers avec la profession médicale. Elle en a prévu le financement le mois dernier.

La technique est prête, les finances sont prêtes, la profession médicale est prête. Les conditions sont donc mûres pour que puisse — enfin — être prise la décision politique qui permettra d'organiser le dépistage efficace des cancers en France.

Le Monde SANS VISA

Le piéton de Moscou



A Moscou, les flâneurs sont rares. On va toujours quelque part. La foule, mouvante, affronte le flot qui vient en face. Parfois elle se fige, compacte, tendue. Dériver dans la ville, c'est se laisser balloter d'une grappe humaine à l'autre.

par Yves-Marc
Ajchenbaum

Sil n'y avait cette très particulière odeur faite d'un mélange de naphthalène, de gas-oil et de désinfectant « made in USSR », on pourrait se croire dans la cuisine d'un hippy californien des années 60. On s'installe sur une banquette de bois, dos au mur. Le thé fume, les coudes coulent sur une table dessinée de mille auréoles. Le Moscou intime, une sorte de capharnaüm de livres domine par une collection de falences bleues. Dans un coin, l'énorme réfrigérateur, plus ou moins vide selon les époques, impose sa présence.

Chez Sacha, on se réchauffe en parlant, il aime recevoir, discuter, se chamailler. La vodka trône, même en période de sécheresse, et le caviar, quand il y en a, se dégoûte à la petite cuillère.

La palabre démontre au quart de tour, rite du dimanche. C'est une nécessité vitale. Sa pensée se décode comme une pelote. Sacha tricote les mots : « En Russie, la dissidence n'existe pas. Le peuple et l'Etat se soutiennent dans une même volonté, faire de l'argent sans travailler, faire de la cuisine un véritable système économique. » Une gorgée de vodka interrompue le raisonnement, quelques grains de caviar se perdent dans sa moustache, « ainsi est né l'homme soviétique ». La rengaine est déjà connue mais amis et voisins ne se lassent pas d'entendre l'hôte, géant un peu lourdaut, se complaire dans son rôle préféré, la tendresse cynique.

Le décor est planté, Mikhaïl Gorbachev, personnage principal

du récit, a pris des allures de pasteur luthérien, sévère, droit, un peu terne. Mais, s'exclame Sacha, debout face à ses poteries : « Lorsque l'on parle de socialisme, il est beau. Il reste le seul Sovietisme à croire aux lendemains qui chantent. »

Moscou se cache ainsi derrière des fenêtres à triple épaisseur de verre. Les appartements sont surpeuplés mais chacun essaye d'y trouver un coin. La cuisine devient parfois un no man's land hospitalier. Dehors, la ville - huit fois la superficie de Paris - s'étend sur un rayon de 20 kilomètres. Huit à neuf millions d'habitants se meuvent le long de larges boulevards, chaussées, perspectives percées à travers les quartiers anciens.

Vivre à Moscou est le rêve de plusieurs centaines de milliers de Soviétiques, tous les moyens sont bons pour le réaliser : mariages fictifs, pots-de-vin, piston. Si tout cela est impossible, reste la vie semi-clandestine.

Combien sont-ils, ces immigrés de l'intérieur ? Sans doute plusieurs dizaines de milliers mais la rumeur amplifie encore le phénomène, impossible à vérifier. « Les statistiques relatives aux migrations demeurent, comme avant, inaccessibles », annonçaient encore récemment les Nouvelles de Moscou. Toujours est-il qu'ils sont là, vivant de petits travaux, logent chez un parent ou sous-louent, au prix fort, à une famille, l'une des deux pièces de l'appartement. Les marchands de sommeil existent. Petits besogneux, ils économisent pour acheter une voiture ou passer quinze jours sur les bords de la mer Noire où, à leur

tour, ils loueront « au noir » une chambre à une famille indigène.

L'homme est maigre et édenté. Il aspire goulument une dernière bouffée de sa cigarette puis laisse le mégot doucement s'éteindre sur le bord de la table inférieure.

« Les autobus ne passent qu'à ceux qui travaillent, ils oublient toujours ceux qui se promènent. » La phrase, lancée à la cantonade, se perd un peu le long du quai Berejkovskaja, face à la tumultueuse gare de Kiev et à ses éternelles vendanges de roses et de glaïeuls bleu pâle. Cela n'a aucune importance, l'homme n'attend jamais de réponse ni de réaction. Vieux Moscovite devant l'éternel, son amour pour la ville s'est réduit au fil des ans. De ses compagnons d'émotion, il ne reste que le théâtre de marionnettes de la rue Sadovo-Samotchnaïa et le fleuve.

Son sac plastique fermement agrippé à la main, il prend place sur le petit bateau, sorte de navette qui tranquillement suit le courant de la Moskova au rythme de son diesel.

Caisses d'oranges

A Moscou, rares sont les flâneurs, on va toujours quelque part. Les épaules en avant, la tête enfoncée, les vieux médaillés, les adolescents en jeans, les jeunes élégantes ou les travailleuses qui nettoient les trottoirs, badigeonnent les façades ou gâchent le ciment, tous posent leur sillon à même le bitume. En avant !

La foule est toujours là, mouvante, prête à affronter le flot qui vient en face. Parfois elle se fige, elle fait la queue, compacte, tendue, toujours prête à réagir contre les éventuels rassemblements. Tout d'un coup une vendeuse ouvre des caisses d'oranges d'Égypte ou des cartons de chaussures « made in Germany » et c'est la ruée. Les coudeuses s'enfoncent dans les côtes, le milicien s'éloigne.

Dériver dans Moscou, c'est ainsi se laisser balloter d'une grappe humaine à une autre ; le vieux Volodia préfère le bateau. On glisse sur le fleuve aux larges courbes et Moscou se dévoile, tantôt ville-dortoir, tantôt puissant bastion de l'Église orthodoxe. Elle présente ainsi les restes de la vanité des princes. La ministre des affaires étrangères et l'hôtel

Ukraina, pures expressions de l'architecture stalinienne, s'éloignent pour laisser paraître le monastère Novodievitchi. Le délire architectural traverse les siècles et, comme toujours, le gigantisme tend à ridiculiser les petits instants de la vie quotidienne.

L'œil de Nikita

Au pied du monastère fortifié, écrasé sous les coupes dorées, se cache un petit cimetière. Interdit au public sous l'ère brejnévienne, il a rouvert ses portes au cours de l'hiver 1986-1987 et n'est accessible depuis quelques mois que lors de visites guidées. Drôle d'endroit : un sous-bois agréable, de l'herbe folle, des bosquets de lilas d'où émergent des pierres tombales de marbre rehaussées souvent d'un buste de bronze. Les croix orthodoxes sont un peu perdues au milieu de cette floraison de sculptures officielles.

Au fond du cimetière, une œuvre de Netvestny, la pierre tombale de Nikita Khrouchtchev. Il ne faut pas s'arrêter trop longtemps à cet endroit. Selon les vieilles du quartier, le buste de l'ancien dirigeant soviétique, prisonnier entre deux engrenages de marbre, l'un blanc, la pureté absolue, l'autre noir, le mal éternel, était à l'origine recouvert de feuilles d'or. Khrouchtchev, lumineux, jovial accompagnait, à l'époque, les visiteurs de son regard rieur. Dix ans plus tard, aux premiers jours de la réouverture du cimetière, l'or a disparu, le visage s'est assombri, mais le regard est toujours là : le mauvais œil.

La tombe de Tchekhov est plus discrète ; celle de Chaliapine imposante : le parti a fait de l'exilé un pur héros de la culture soviétique. Devant Anastassi Ivanovitch Mikoyan, l'un des rares dirigeants communistes à avoir survécu à toutes les purges après son arrivée au comité central en 1923, on ne s'arrête pas.

Sur la stèle polie de Vassili Staline, le fils maudit du « Petit Père des peuples », une main a posé trois œillets. En face, un buste encastré dans un cube de plexiglas regarde la scène : Nadieja (l'espoir) Alliloueva, la seconde épouse du dictateur, morte mysté-

rieusement en novembre 1932. Une main habile a glissé des tulipes de plastique rouge entre le marbre et le heaume protecteur. On ne se promène pas au cimetière de Novodievitchi, on se recueille à peine. On fait silence et un siècle d'histoire défile au milieu des odeurs d'humus et de fleurs fanées.

Le fleuve, imperturbable, contourne la ville et se love au pied du Kremlin. Le vieux Volodia choisit cet endroit pour quitter le navire : Boïchoï Kamenny Most, le grand pont de pierre. Là commence le quai Maurice-Thorez, le lieu idéal pour, d'un seul regard, découvrir l'architecture du centre politique du pays : un étrange mélange de renaissance italienne et de culture russe.

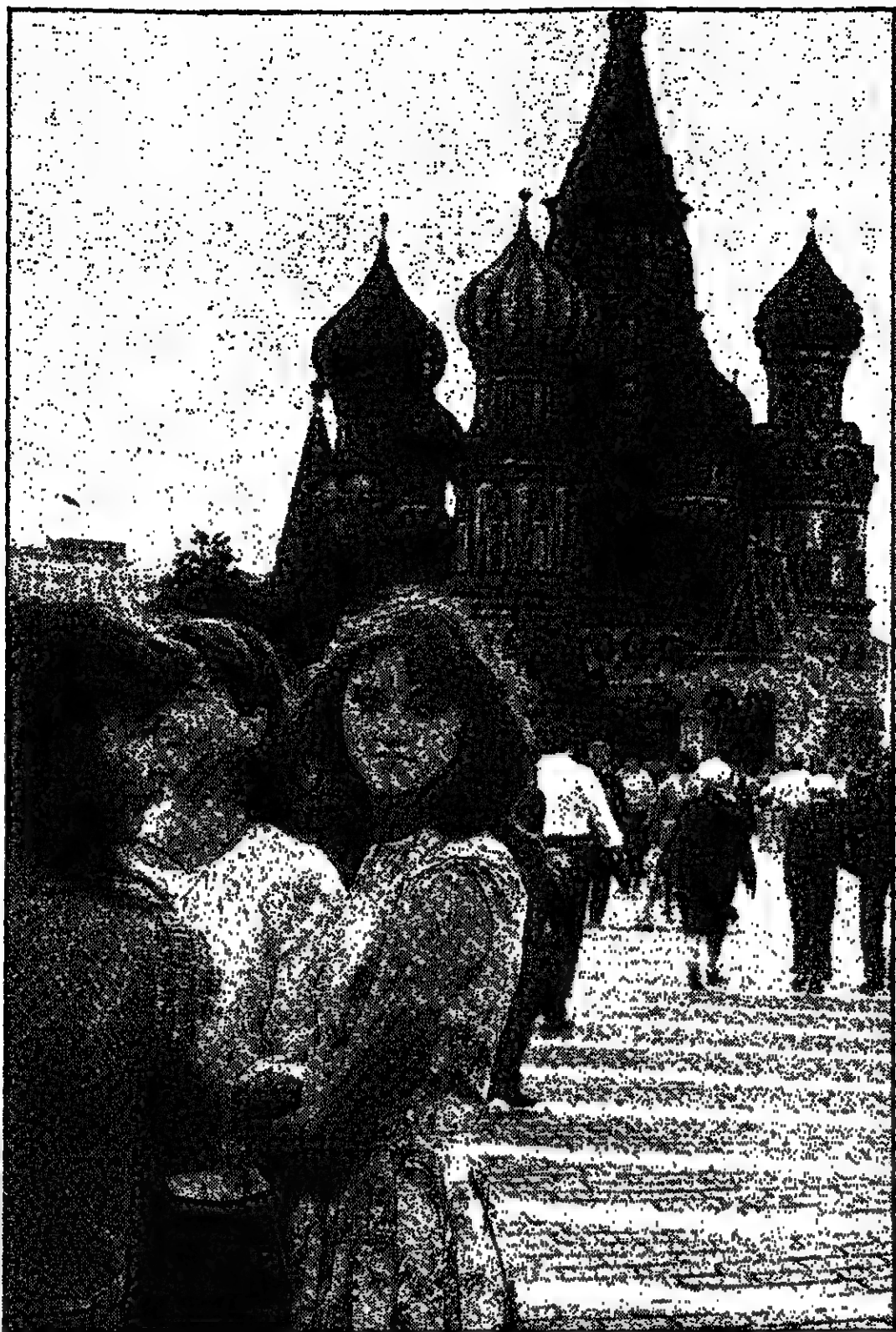
Un métro sans graffiti

Komsomolskaïa, vers le nord-est de la ville. Les plafonds de cette imposante station de métro célèbrent les luttes nationales et prolétaires du glorieux peuple soviétique. Tout est propre, net, impeccable. Ni graffiti ni musi-

que, seulement des couloirs et du marbre, tout fonctionnel. A l'air libre. Trois gares se font face, petits pains d'épices au bord d'une vaste place, sorte de « melting pot » soviétique en mouvement. Les salles d'attente récupèrent les plus fatigués. Les jeunes militaires et les vieilles paysannes s'installent, délimitant tant bien que mal leur espace vital. Le ronflement des dormeurs se mêle aux effluves de cornichons dans leur saumure, la Russie profonde, « claustrée dans sa chaleur utérine, traditionaliste jusqu'à la manie » (1), attend son train. Le petit peuple soviétique arrive, repart, stationne. Les sacs débordent des objets les plus divers. Des milliers de valises en carton, plastique ou cuir sont portées, hissées, repoussées, ficelées. Un courant dominant traverse la place du Nord au Sud, se fraie un passage vers un bâtiment d'apparence banale, plusieurs étages de brique et de brique dans un décor grisâtre, éclairé de néons.

(Lire la suite page 15.)

(1) Joseph Brodsky, in : revue L'Aure Europe, n° 5, 1985.

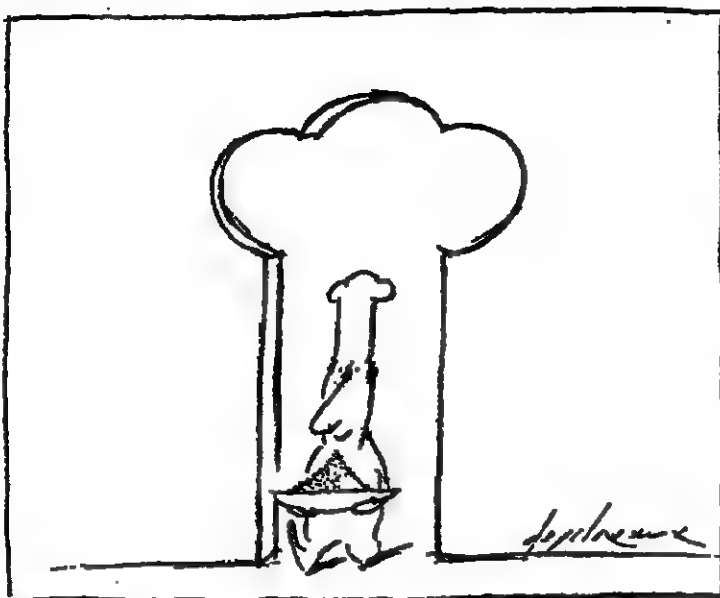


LA TABLE

L'école des couscous

COUSCOUS! Un plat multiple et multiforme commun à tout le Maghreb. Mais, en vérité, il s'agit de la graine, cette semoule de blé dur (parfois, en Tunisie, d'orge ou de blé vert) cuite à la vapeur dans un récipient de terre percé de trous s'adaptant à la marmite où bout le liquide (eau ou bouillon). D'où peut-être le nom du plat : onomatopée imitant le bruit produit par la vapeur du liquide passant entre les trous du récipient et les grains. Mais d'autres y voient une forme française de *rac kaskes* : broyer menu. Le Larousse le fait découvrir par la conquête de l'Algérie. C'est peut-être oublier que Rabalais parle déjà de cocossous à la mauresque.

Ce qui différencie les couscous est l'accompagnement. Autrement dit, le plus souvent, ce qui a cuit parallèlement dans l'eau ou le bouillon fournissant la vapeur. A moins de proposer un couscous sec, avec la viande grillée du mècheoui comme, par exemple, le cher *Wally-le-Berber* sous sa tente saharienne du 16, rue Le Regrattier dans l'île Saint-Louis (Paris-4, tél. 43-25-01-39, fermé le dimanche).



DESCLAUZEUX

Mais ce ne sont pas à Paris les «couscoussiers» qui manquent. De *Martin-Alma*, (44, rue Jean-Goujon, Paris-8, tél. 43-39-28-25), qui livre à domicile au *Timgad* (21, rue Brunel, Paris-17, tél. 45-74-23-96), au bien joli décor...

Je le faisais remarquer l'autre jour à mes compagnons du prix Marco-Polo-Casanova, cette multiplication des restaurants de cuisine étrangère conduit à une inflation des ersatz, des «arrangements» permettant une sorte de braderie donnant une fausse image des vraies cuisines d'ailleurs. Combien d'officiers sino-vietnamiens osent afficher que le beautilois nouveau est arrivé? Et j'ai lu sur une vitrine : «Sandwichs vietnamiens»! Passons.

L'école des couscous? On la peut aller chercher au *Dey*. Petit restaurant caché du 15^e de cuisine traditionnelle algéroise. M. Rabah, un ancien confrère, et son épouse, en cuisine, proposent à la carte quatre couscous différents : aux brochettes de gigot d'agneau, à l'épaulé d'agneau cuit dans le bouillon de couscous, aux merguez grillées, et enfin «maison» avec épaule, brochette, merguez et... caille grillée (d'élevage bien sûr, mais, comme dit M. Rabah, caille d'élevage est encore meilleure que poulet de batterie). Et puis, sur commande, six autres couscous : aux légumes secs et viande au choix, au mouton et bouillon de légumes frais, mouton (cuit vapeur avec petits pois frais, sucre en poudre ou miel, sans sauce), mouton

(légumes frais sans sauce), berberesque (couscous gros grains) et complet à la graine brune. Ouf! Belle occasion d'emporter chez soi ces divers couscous et de les étudier en détail. Ils suffisent à un repas avec une salade d'agrumes à la fleur d'orange par exemple. Le *Dey* est donc un excellent restaurant-école où l'on peut apprendre pour 150-200 F (vins rouge et rosé du Maghreb de 55 F à 60 F, mais croyez-moi, préférez le thé à la menthe).

Un lauréat tout trouvé pour un futur prix Marco-Polo-Casanova.

LA REYNIERE.

● LEDEY
109, rue de la Croix-Nivert,
75015 Paris.
Tél. : 48-28-81-84.
Fermé le dimanche. CB-AE.
Salon quinze couverts.

Un sauvetage

Une étoile au *Bottin-Gourmand*, 2 toques (16/20) au *Gault-Millau*, une étoile aussi au *Michelin* (mais qui l'inscrit à Clichy ce qui peut rebouter le chaland, alors qu'une perle de la maison est sur le septième arrondissement : c'est *La Barrière de Clichy* (2, boulevard de Douaumont, Paris 7^e et 1, rue de Paris à Clichy, tél. : 47-37-05-18) où le talentueux Gilles Le Gallais s'assoiffie au « piano » dans l'attente de la clientèle qui? mérite.

Les médias ne se sont point enquis de cette enseigne. On n'y voit ni le grand Chose ni M^{me} Machin, pas le moindre scandale mondain. Corydon enfin n'est point son cousin. Mais le charme de sa gentille épouse cadre bien avec le décor rose et blanc, chaud et distingué. Avec aussi la cuisine, nouvelle mais sage : haddock vinaigrette de poireaux, saumon cru mariné au miel, encombrés farcis au foie gras, dos de maquereau, fricassée de sole au ris de veau, etc. Comptez 350 F au moins, mais avec, aux déjeuners, un menu à 245 F.

Gilles jette-t-il l'éponge? Ou bien les gourmets avisés lanceront-ils le mode de cette maison qui en vaut la peine?

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Le Vivarois

Heureuse surprise l'autre midi de trouver, malgré le quasi-silence des médias et les réticences des guides (deux étoiles seulement au *Michelin* II), la salle pleine et de voir, en fin de repas, un Claude Peyrot venir, visage joyeux, saluer ses clients non moins heureux! Evidemment, à la carte, l'addition est une addition... de fête. Mais quelle fête, aussi, que cette cuisine si bien pensée.

Les huîtres chaudes au curry, le coq lyre de Pompadour, le soufflé à l'éclair de la carte, mais aussi vingt autres trouvailles selon le marché, l'instant et l'humeur! Alors, vous découvrirez les ravits aux capes, un délicieux feuilleté (style André Guille) à l'anguille fumée, un œuf de caille sur un croustillant épais, que sais-je...

Le déjeuner d'affaires (290 F, vin et café compris) comporte une entrée, deux plats, fromage ET dessert avec, par exemple, une demi-chapon 1988. Mais Jean-Claude Vinader, le jeune et précieux sommelier, vous conseillera peut-être aussi le saint-joseph de même millésime, signé Bernard Grippa (de Naves en Vivarais) : une merveille sur la poutarde brassée au vinaigre comme sur le rognon de veau noble cru. Service impeccable, ambiance ensoleillée du sourire de Jacqueline Peyrot. Une grande soirée!

● LE VIVAROIS,
192, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.
Tél. : 45-04-04-31.
Fermé samedi et dimanche.
CB-AE-DC

Les Princes

C'est le restaurant «gastro» de l'hôtel George-V, dans son nouveau décor d'une fastueuse équilibre et donnant sur le patio admirable de l'été à venir. C'est aussi, grâce au nouveau cuisinier, Pierre Laroche (hier au Clovis; où il me paraissait moins «assis»), un re-nouveau. Une très grande carte et des prix non moins solides — mais comment le tourteau à l'œuf poché et chambré de caviar, le foie gras d'oe au kirch, la grouse rôtie aux sautelles et son jus au pur malt pourrissent-ils se proposer au prix des «chins

chauds» de la «néfaste-food»?

Là encore, il s'agit d'une fête et mon déjeuner — consommé de crustacés au farci de corail, noisettes de biche en venaison, cépages à la bordelaise, entrées au chocolat et pascaches — est enchanté Douch-Bouffant. Tout comme un nouveau vin de la cave (excellent sommelier), un châteauneuf 1985 de Naves-Gachet, dont le *Guide Hachette* 89 des vins dit justement qu'il engage la conversation avec cœur et esprit. A 800 F, cet débouchement de puissance et d'encensement est exceptionnel! Bon service de palace sous la direction de M. Frison. Menus à 250 F (déjeuner), à 490 F et carte.

● LES PRINCES,
81, avenue George-V,
75008 Paris.
Tél. : 47-23-64-00.
Ouvert tous les jours.
CB-AE-DC

Le Relais Louis-XIII

En ces vieilles pierres qui vivent peut-être pour le petit dauphin Louis, qui s'agit de la troisième du nom, aux toiles sculptées d'époque, aux toiles authentiques et aux vitrines musées (avez-vous déjà vu une ceinture de chasteté pour homme?), il est bon de constater que le nouveau chef, Georges Pron, remplace sagement l'ancien Martinez (parti à La Tour d'Auvergne).

Se carte d'hiver est «passablement» depuis la comète de prunelle à l'armagnac accompagnant une simple terrine de foies de volailles jusqu'au pied de porc et queue de bœuf aux deux choux en passant par un blanc de turbot rôti au jus de crustacés assés et bigorneaux et la canette de barbarie mi-sauvage, aux poires (avez-vous déjà vu de son foie). Très belle carte des vins. Service de qualité. Un menu déjeuner. A la carte comptez 800 F pour cette régale historique.

● RELAIS LOUIS-XIII,
8, rue des Grands-Augustins,
75006 Paris.
Tél. : 43-26-75-96.
Fermé dimanche et lundi midi.
Salon 24 couverts.
Parking : Mazzyne.
AE-DC-CB

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche

FERME DE LA BESSE XV^e siècle
SÉJOURS SKI DE FOND SUR LE
HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS :
7 jours pension + moultier + matériel
1800 F à 2000 F.
MEJEAN Gérard, 07510 RIEUTORD.
Tél. 75-38-88-84.

Montagne

MASSIF DU CANTAL
L'AUBERGE DU COL **
CALME - DÉTENTE - SKI DE FOND
Alt. 1000 m. Situation panoramique.
Ambiance chaleureuse. Ski, balades et
animations par vos hôtes.
Chambres B/D, w.-c., salons, cheminée.
7 jours p. c. 1260 F à 1610 F.
1/2 p. 1100 F à 1200 F.
AUBERGE DU COL
COL DE CUREBOURSE
15800 VIC-SUR-CÈRE - 71-47-51-71.

SAVOIE

SKI-DÉTENTE
CHALET-HOTEL de l'OLIVE ROUGE ***
Alt. 1600 m. Domaine skiable LE
CORBIER-TOUSSAIRE, 10 chalets
personnalisés dans chalet confort.
du 1^{er} s. Vaste terrasse panoramique
plein sud. Cuisine du terroir. Les disciples
d'Episcure sauront s'y retrouver.
Pens. 265 à 310 F TTC - 1/2 pension.
Familie SURIER.
Le Chalet, 73530 ST-JEAN-D'ARVES.
Tél. 79-59-70-99.

Provence

ROUSSILLON 84220 GORGES
Vacances d'hiver ***
(TGV et aéroport d'Avignon)
Séjour détente à prix doux dans
LE PETIT HOTEL DU LUBERON.
Stages de cuisine.
Espace gourmande.
Renseignements et réservation : 90-45-63-22

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 15-44-1-370-6111. Tél. 916228.
Télécopieur 15-44-1-370-6570.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-33-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.
Télécopieur : 041-520-37-21.

Suisse

CH-3962 CRANS-MONTANA
Mes vacances d'hiver,
je les passe à
L'HOTEL EL DORADO ***
J'y trouve le confort, une cuisine excel-
lente dans une belle ambiance.
Familie B. BONVIN.
Tél. (041) 27-41-13-33.

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1500-2200 m. à 4 h 30 de
Paris par TGV. Station
réputée pour ensoleillement et
climat vivifiant. Sports, loisirs, détente.
Offres variées, qualité et accueil suisses
compris. Exemple forfait ski 8 jours en
demi-pens. des 460 FS (env. 1900 FF).
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. 19-41/25/34-22-44.

HOTEL MONT-RIANT **
35 LITS. Tout confort. Très tranquille.
Cuisine haute qualité. Régimes.
Pension complète : 62 à 80 FS
(env. 260 à 340 FF).
Tél. 19-41/25/34-13-35, CH-1854 Leysin.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)
KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande
tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 19-41 82/4 11 51
Fax 82/3 27 38, 12/85 21 72

3320 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
HOTEL HOLIDAY ***
Appartements avec service d'hôtel, 60 lits.
Situation tranquille, à proximité du funi-
culaire Sunnegga. Tous les studios avec
balcon, salle de bain, frigo, bain, w.-c.,
radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gra-
tuite dans une piscine couverte. Restau-
rant. Prix spéciaux en jan. des 70 FS
(env. 250 FF), demi-pension.
Tél. 19-41/25/34-12 03.
Fam. B. Perren. Tél. 473107.

TOURISME

MONTAGNE

Découvrez et pratiquez le ski en février
on à Pâques avec le
CLUB DES 4 VENTS
Association agréée Jeunesse et Tourisme,
créée en 1953.
Des programmes sur mesure pour les
enfants et les adolescents, par groupes
n'excédant pas cinquante participants.
Des stations de qualité en France, Suisse
et Andorre. Du ski non stop, un encadre-
ment spécialement formé et une anima-
tion à laquelle tout le monde participe.
Et des prix tout compris, depuis PARIS.
Vitez, laissez-vous glisser...
CLUB DES 4 VENTS, 1, rue Goulin,
75006 PARIS. Tél. (1) 43-25-68-26.

TOURISME

Golf à bâbord!

GREENS à bâbord! Greens à bâbord! C'est ce que proposent aux golfeurs ayant bon goût, bon swing, les trois croisières organisées à leur intention à bord du *Mermoz*.

Aux charmes traditionnels de la croisière (détente, farniente, gourmandise — trois restaurants — fête et «enfer» du jeu dans un casino flottant digne de Las Vegas) s'ajoute, selon la croisière retenue, la découverte de quelques-uns des plus beaux parcs de la Caraïbe : le Mahogany Run à Saint-Thomas (Des Vierges), le Cedar Valley Golf à Antigua, le La Toc Resort à Sainte-Lucie, le Sandy Lane à Barbade, le golf de Saint-François à la Guadeloupe, le golf de l'Impératrice, à la Martinique, ou le Frigata Bay Gold Course, à Saint-Kitt's. Compétition quotidienne (stableford avec classement net et brut) pour les joueurs munis d'un handicap ne pouvant excéder 35.

Le prix de la croisière dépend naturellement de la cabine choi-

sie (compter autour de 13 500 F par personne pour une cabine double extérieure avec douche) et s'y ajoutent les excursions et, pour les joueurs, un forfait golf de 1 800 F comprenant transferts, green fees et voitures électriques.

Les croisières ont lieu du 11 au 19 février (tarification avantageuse pour les enfants), du 11 au 19 mars et du 18 au 26 mars. Renseignements dans les agences de voyages ou au siège des Croisières Paquet, au 3, boulevard Maiesherbas, 75008 Paris (42-68-44-86).

Ceux qui préfèrent les îgunes aux greens peuvent encore s'embarquer pour la croisière exceptionnelle de huit jours que le même *Mermoz* effectuera, au départ de l'équateur, du 18 janvier au 5 février, aux Galapagos, au Costa-Rica (via le canal de Panama), puis dans les Caraïbes avec débarquement en Floride. A partir de 19 790 F en cabine triple inté-

● Soletailou. — On connaît cet artisanat d'épicerie ensoleillée de Salernes (Tél. : 94-70-60-88 à Salernes, dans le Var). Condiments, confitures, miels, etc. On y peut ajouter d'amusants confits (de noisettes, d'amandes en purée, au miel) ainsi qu'une intéressante huile de pépins de raisin aromatisée aux herbes (estragon, cerpolet, basilic).

● Porcelains des bois! — Des petits cochons élevés en plein air sur les Causses du Quercy, c'est ce qu'ont tenté deux éleveurs de l'Isère. La charcuterie Chédévile (héritière de l'AAAAA), 12, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris 1^{er}, en a réservé les arrivages pour les fêtes. Espérons que l'expérience se renouvellera.

L. R.

DÉSERTEZ!

VOYAGES A PIED EN 4 X 4
ET SOUS LES ÉTOILES
SAHARA, YEMEN, NEPAL

NOMADE

SAHARA, YEMEN, NEPAL



Interlpen-Hotel Tyrol

De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international. Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux. Les appartements comprennent poêle en faïence, balcon, penderie, et sont très confortables.

Les hôtes sportifs trouveront toutes sortes d'installations (leis une piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, salles de tennis, terrains de jeu, ainsi qu'un golf de 18 trous situé à proximité). Garage souterrain gratuit. Ecrivez-nous, nous vous ferons un plaisir de vous renseigner tous les renseignements dont vous aurez encore besoin.

INTERLPEN-HOTEL TYROL
S. P. 06, A-6110 Telfs-Sölden, près d'Innsbruck
Tél. : 19-43/52 62/42 62, Tél. 047200, 534 864

Rive gauche

Alexis
Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

Rive droite

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française et ses nouveautés.
31, rue de MONTMATHURON
(près de la place Vendôme)
Réservation 42.80.27.19
Fermé le dimanche.

VOYAGE

Le piéton de Moscou

(Suite de la page 13.)

Le Gout de la place Rouge est connu pour son architecture de la fin du dix-neuvième siècle, pour ses galeries, ses lampadaires, sa fontaine. La succursale de la place Komsomolskaya, elle, attire les voyageurs.

Avant de partir pour Kazan ou Iaroslavl, ils suivent volontiers le chemin tracé par la foule. Chaque étage a ses propres files d'attente. On se bouscule aux rayons jouets, disques et parfums. A la lingerie féminine, l'ordre règne. Une imposante babouchka régularise la circulation des acheteuses en fonction de la densité de population se déplaçant dans cet espace clos. Le flot entre, disparaît, se dissout. C'est Tati, l'abondance et la diversité de la marchandise au moins, Barbès au pays des soviets.

Moscou aime dépenser son argent. On cherche, on fouine. Une rumeur circule : on y prête toujours attention et on achète. C'est utile ou sans intérêt, personne ne le sait immédiatement car au-delà de l'échange monétaire, il y a le troc. Et puis, que peut-on faire sur une place, entre un magasin, trois gares de chemin de fer et un train qui est bien long à arriver ?

La rue-marché

Dimitri ne se mêle pas à ces petites combines. Pour l'Etat, il est un brillant universitaire. Pour la rue, il est négociant dans l'import-export. Fils de la petite bourgeoisie rouge de la province russe, il a commencé sa vie de Moscovite par un mariage blanc, quelques pots-de-vin et un peu de piston. Ces ingrédients convenablement cuillés lui ont donné un visa de séjour à Moscou et un petit logement à 7 roubles par mois. L'ensemble de ces opérations lui a coûté plusieurs centaines de roubles. Mais il est là, au cœur de la ville, de l'agitation.

Il aime Moscou, ses mélanges de population, ses professionnels du poker, ses putains, son bruit. Les petites frappes qui insistent sur leur blouson : « I hate school » le font sourire. Les bricoleurs astucieux qui construisent, réparent et transforment, le fascinent.

Aujourd'hui, il peut savourer une bière hollandaise en regardant un film américain sur un magnétoscope japonais. Sa tendre épouse sirote un café pur arabica. Ils ont réussi. Chaque samedi matin, le couple, l'enfant et le chien se rendent au marché kolkhozien du boulevard Tsvetnoi.

Entre un cinéma populaire et un chantier qui n'en finit pas de se terminer, le chaland déambule au milieu des légumes frais consciencieusement agencés sur des étales de falence. Les épaves stéchées pendent sur leur fil, les grilles fraîches diffusent leur parfum. La grisaille et la frambouise forment ici et là des tâches vives le long des allées. Une odeur de campagne, d'aneth et de coriandre, emplit l'air.

accompagnant les acheteurs dans leur quête et leurs concubines. Les prix sont élevés, la clientèle prend son temps.

Slavinski Bazar. De larges lettres accrochées à la façade d'un petit immeuble de la rue du 25-October, dominent une porte vitrée à deux battants. La poignée de cuivre est solidement tenue par un homme d'âge mûr. Son costume gris clair, un peu fatigué, parsemé de liacres dorés, lui donnent une apparence d'autorité : c'est le portier. Le restaurant qu'il protège ainsi est ouvert au public, mais n'entre pas qui veut. Une petite file d'attente — encore une — s'est formée sur la chaussée défoncée.

Dimitri connaît bien l'endroit. Il y a ses habitudes. Quelques mots, une poignée de main, quelques roubles, la porte s'ouvre sur un hall un peu pompeux. La salle est spacieuse. Un volume déraisonnable pour une clientèle paumée. On s'imagine déjeunant sous le chapiteau d'un cirque. Le bruit des pas des serveurs et les concubines des convives se perdent dans les hauteurs. 13 h 55, la table est prête. 14 heures, une agitation vient rompre le calme ambiant, c'est l'heure. Les garçons accélèrent la cadence, les tables s'agitent.

La vodka paraît. Le cabaret, un vin rouge de Crimée, est amoureusement ballotté dans les bras lourdement chargés des serveuses. La nouvelle législation gorbatchévienne sur l'alcool interdit sa consommation avant le début de l'après-midi. Désormais, les déjeuners familiaux ou d'affaires se prennent un peu plus tardivement.

Traverser une avenue de Moscou est une épreuve. Il faut rester vigilant. A très court terme les rêveurs sont condamnés. Pour la sauvegarde des forces productives, les urbanistes soviétiques ont créé le sous-train pour piétons, véritable flot de sécurité contre les coups de frein mortels et les dérapages rarement contrôlés. Lieu des nouveaux petits métiers et des vendeurs à la sauvette expérimentés, c'est traditionnellement le point de rencontre, nécessaire, inévitable, avec l'éternelle grand-mère russe. Vêtue d'une blouse blanche et d'un fichu bien serré derrière les oreilles, signes d'une reconnaissance officielle, elle s'intéresse surtout à vos mensurations. A trois pieds sous terre, protégée de l'armada automobile, elle vous pèse et vous mesure.

Dès les premières chaleurs, au moment où chaque Moscovite songe à se montrer sur la plage chic de Sieriebriany Bor, au bord de la Moskva, le bourrelet devient facteur d'inquiétude. Dans le petit espace qui lui est réservé au milieu du sous-train, la babouchka exerce ses talents. D'un geste précis, elle fait glisser les poids sur un rail gradué, un petit mouvement de l'index et les deux pointeaux sont face à face. Un instant de silence, un constat, c'est fini. Le suivant, d'un mot un peu sec, vous renvoie dans le flot humain.

Une douceur pour Nouriev

Ludmila observe la scène, éclatée de rire et commente haut et fort. Avec son lourd manteau, ses bas épais et ses chaussures fragiles, elle prend Moscou à bras le corps. Née dans le quartier de l'Arbat, la rue du même nom lui fait horreur. « un musée pour une jeunesse en quête de mémoire et des touristes en mal de butte Montmartre ». Aujourd'hui, il n'y a déjà plus d'habitants, disparus dans les banlieues, demain un « culture center » prendra possession des lieux.

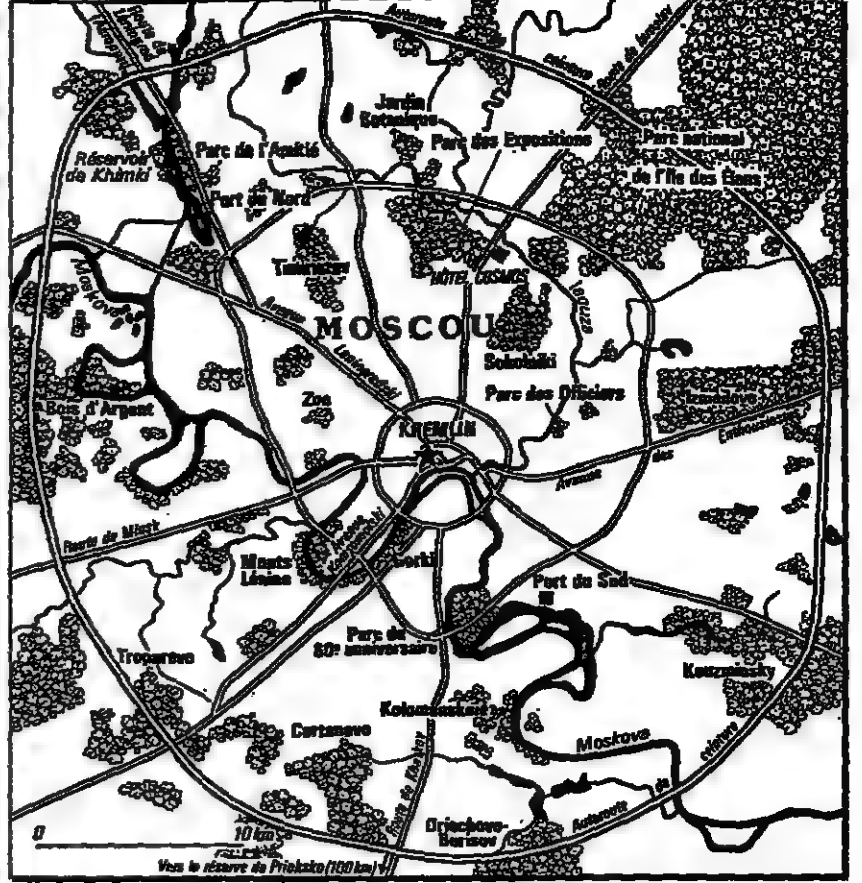
Anarchiste sans le savoir, individualiste et fier de l'être, ce petit professeur de lycée rêve parfois d'havanger les foules sur une caisse de savon. A cinquante ans, elle s'est construite une vie faite de rêves, de lectures et de rencontres. Elle travaille le moins possible, se cultive avec bonté et attend avec une certaine impatience l'heure du goûter. Tout Moscou grignote, elle aussi. Rien



ne vaut le plaisir d'une glace dégoulinante entre les doigts, rien n'est plus désirable qu'une de ces sucreries un peu pilottes accompagnées d'un thé brûlant. Quatre femmes attendent, sages, devant la pâtisserie, les gâteaux ne sont pas encore arrivés. Quand seront-ils là ? Personne ne sait. Peut-être à 17 heures. Alors, on ne sait jamais... Il vaut mieux attendre. Faire la queue au cas où n'est pas dans les habitudes de Ludmila, sa

passion pour les plats savoureux s'arrête devant les files d'attente. Mais aujourd'hui, elle veut un gâteau, c'est pour offrir. Des amis organisent une petite réunion culturelle : pour un peu plus de 7 roubles, ils ont loué, dans une vidéothèque « privée », une cassette : Nouriev danse avec le Royal Ballet of London. Une douceur s'impose.

Le magasin est là, ouvert et vide. Ludmila pénètre dans ce



paradis de la gâterie, harponne la vendeuse déguisée en infirmière d'un hôpital londonien et demande le cahier des plaintes. La nurse-pâtissière n'en croit pas ses oreilles : une mangeuse de gâteaux décide, officiellement, de revendre. La douce Moscovite est prise dans l'engrenage de la révolution.

L'administrateur des pâtisseries arrive, s'inquiète, téléphone. L'information se précise : on les attend. A quelle

heure ? C'est encore difficile à dire... Le ton monte. Sur le trottoir, la queue s'allonge gentiment. Enfin, des pas... La vendeuse fait rouler sa caisse. Le pâtissier sourit. Ludmila reçoit le prix de sa colère : une belle épaisseur de guimauve recouverte de chocolat et reposant sur un biscuit : le pitchy moloko, lait des oiseaux. Le cahier des plaintes est toujours vierge.

En route. Nouriev attend. VYVES-MARC AJCHENBAUM.

REUSSIR SON VOYAGE EN CHINE

SAMEDI DE LA CHINE

SAMEDI 4 FEVRIER A PARIS

Carrefour de la Chine organise un "Samedi de la Chine", le 4 Février prochain, au Club des Arts et Métiers, 9 bis, Avenue d'Iéna, 75016 Paris.

PROGRAMME : RELIGION ET SACRE

10 heures : les Religions chinoises, par Claude Larre (ou Elisabeth Rochat de la Vallée) de l'Institut Ricci. Le culte de la Vie et des Ancêtres domine le comportement et la mentalité des Chinois. Les philosophes de Confucius, Lao Zi, le bouddhisme et plus récemment les influences chrétiennes sont venues composer avec le vieil héritage chinois.

11 heures 15 : Théâtre et sacré, cérémonies d'exorcisme : conférence et projection par Jacques Pimpaneau, conservateur du musée de Kwok-On, professeur à l'Institut des Langues et Civilisations Orientales.

12 heures 30 : pause déjeuner, avec possibilité de dégustation de cuisine chinoise, et diverses sortes de thés de Chine.

14 heures : L'iconographie religieuse et ses manifestations dans l'art populaire, par Caroline Gyss, historienne d'art, chargée de recherches au CNRS.

15 heures 15 : Wutaijian : Fêtes et Traditions en Hiver au Village, un film de Odile Pierquin, chercheur au Centre Chine, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. A travers des reportages enregistrés pendant les fêtes du printemps, le culte des ancêtres, les mariages ou les funérailles, est posé le problème de l'émergence de la Chine nouvelle vis à vis des traditions et superstitions.

16 heures 30 : Pasteurs nomades et sédentaires au pays des neiges, par Fernand Meyer, tibétologue. Agriculteurs sédentaires et pasteurs nomades constituent deux entités complémentaires dans la société tibétaine traditionnelle.

Informations sur l'art de voyager en Chine proposées par l'équipe Carrefour de la Chine.

Projections de vidéo-films provenant des Collections Albert Kahn, Musée Départemental des Hauts-de-Seine, de l'Office du Tourisme de Chine, et de Michel Carré, membre d'un groupe Carrefour de la Chine en 1987.

BULLETIN D'INSCRIPTION :

A renvoyer à Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris
Tél : 16 (1) 42.61.60.26 ou 16 (1) 42.60.32.90

Participation : 100 F (ou 50 F pour les voyageurs inscrits dans un des Carrefours du Voyage)

Je souhaite recevoir ☐ place(s) à 100 F ☐ règlement joint ☐ place(s) à 50 F

pour le samedi de la Chine, le 4 février 89. Je désire seulement recevoir la brochure "Connaitre et Aimer la Chine en 89"

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TOSCANE-OMBRIE SICILE

Recevez cette année dans l'un des 1500 fermes, villas, résidences d'été, et aussi en Provence-Champagne. Découvrez via le catalogue de 200 pages tout en couleurs à destination CHARENTAIS - 19 9 16 rue Villiers - 77001 PARIS - Tél. 01.32.02.07

OUI, j'accepte de recevoir le catalogue CHARENTAIS 1989. Je joins un chèque de 60 F (à l'ordre de Destination CHARENTAIS)

Nom : _____

Prénom : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

مكتبة من الأصول

JEUX

échecs

N° 1315

PARADOXES

(Tournoi open de Berlin, 1988)

Blancs : Paskhis
Noirs : Franke
Partie française.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. c3 c6 4. d4 d5 5. f4 f5 6. g4 g5 7. h4 h5 8. g3 g4 9. f2 f3 10. e3 e4 11. d3 d4 12. c4 c5 13. b4 b5 14. a4 a5 15. g2 g3 16. f2 f3 17. e3 e4 18. d3 d4 19. c4 c5 20. b4 b5 21. a4 a5 22. g3 g4 23. f2 f3 24. e3 e4 25. d3 d4 26. c4 c5 27. b4 b5 28. a4 a5 29. g3 g4 30. f2 f3 31. e3 e4 32. d3 d4 33. c4 c5 34. b4 b5 35. a4 a5 36. g3 g4 37. f2 f3 38. e3 e4 39. d3 d4 40. c4 c5 41. b4 b5 42. a4 a5 43. g3 g4 44. f2 f3 45. e3 e4 46. d3 d4 47. c4 c5 48. b4 b5 49. a4 a5 50. g3 g4 51. f2 f3 52. e3 e4 53. d3 d4 54. c4 c5 55. b4 b5 56. a4 a5 57. g3 g4 58. f2 f3 59. e3 e4 60. d3 d4 61. c4 c5 62. b4 b5 63. a4 a5 64. g3 g4 65. f2 f3 66. e3 e4 67. d3 d4 68. c4 c5 69. b4 b5 70. a4 a5 71. g3 g4 72. f2 f3 73. e3 e4 74. d3 d4 75. c4 c5 76. b4 b5 77. a4 a5 78. g3 g4 79. f2 f3 80. e3 e4 81. d3 d4 82. c4 c5 83. b4 b5 84. a4 a5 85. g3 g4 86. f2 f3 87. e3 e4 88. d3 d4 89. c4 c5 90. b4 b5 91. a4 a5 92. g3 g4 93. f2 f3 94. e3 e4 95. d3 d4 96. c4 c5 97. b4 b5 98. a4 a5 99. g3 g4 100. f2 f3 101. e3 e4 102. d3 d4 103. c4 c5 104. b4 b5 105. a4 a5 106. g3 g4 107. f2 f3 108. e3 e4 109. d3 d4 110. c4 c5 111. b4 b5 112. a4 a5 113. g3 g4 114. f2 f3 115. e3 e4 116. d3 d4 117. c4 c5 118. b4 b5 119. a4 a5 120. g3 g4 121. f2 f3 122. e3 e4 123. d3 d4 124. c4 c5 125. b4 b5 126. a4 a5 127. g3 g4 128. f2 f3 129. e3 e4 130. d3 d4 131. c4 c5 132. b4 b5 133. a4 a5 134. g3 g4 135. f2 f3 136. e3 e4 137. d3 d4 138. c4 c5 139. b4 b5 140. a4 a5 141. g3 g4 142. f2 f3 143. e3 e4 144. d3 d4 145. c4 c5 146. b4 b5 147. a4 a5 148. g3 g4 149. f2 f3 150. e3 e4 151. d3 d4 152. c4 c5 153. b4 b5 154. a4 a5 155. g3 g4 156. f2 f3 157. e3 e4 158. d3 d4 159. c4 c5 160. b4 b5 161. a4 a5 162. g3 g4 163. f2 f3 164. e3 e4 165. d3 d4 166. c4 c5 167. b4 b5 168. a4 a5 169. g3 g4 170. f2 f3 171. e3 e4 172. d3 d4 173. c4 c5 174. b4 b5 175. a4 a5 176. g3 g4 177. f2 f3 178. e3 e4 179. d3 d4 180. c4 c5 181. b4 b5 182. a4 a5 183. g3 g4 184. f2 f3 185. e3 e4 186. d3 d4 187. c4 c5 188. b4 b5 189. a4 a5 190. g3 g4 191. f2 f3 192. e3 e4 193. d3 d4 194. c4 c5 195. b4 b5 196. a4 a5 197. g3 g4 198. f2 f3 199. e3 e4 200. d3 d4 201. c4 c5 202. b4 b5 203. a4 a5 204. g3 g4 205. f2 f3 206. e3 e4 207. d3 d4 208. c4 c5 209. b4 b5 210. a4 a5 211. g3 g4 212. f2 f3 213. e3 e4 214. d3 d4 215. c4 c5 216. b4 b5 217. a4 a5 218. g3 g4 219. f2 f3 220. e3 e4 221. d3 d4 222. c4 c5 223. b4 b5 224. a4 a5 225. g3 g4 226. f2 f3 227. e3 e4 228. d3 d4 229. c4 c5 230. b4 b5 231. a4 a5 232. g3 g4 233. f2 f3 234. e3 e4 235. d3 d4 236. c4 c5 237. b4 b5 238. a4 a5 239. g3 g4 240. f2 f3 241. e3 e4 242. d3 d4 243. c4 c5 244. b4 b5 245. a4 a5 246. g3 g4 247. f2 f3 248. e3 e4 249. d3 d4 250. c4 c5 251. b4 b5 252. a4 a5 253. g3 g4 254. f2 f3 255. e3 e4 256. d3 d4 257. c4 c5 258. b4 b5 259. a4 a5 260. g3 g4 261. f2 f3 262. e3 e4 263. d3 d4 264. c4 c5 265. b4 b5 266. a4 a5 267. g3 g4 268. f2 f3 269. e3 e4 270. d3 d4 271. c4 c5 272. b4 b5 273. a4 a5 274. g3 g4 275. f2 f3 276. e3 e4 277. d3 d4 278. c4 c5 279. b4 b5 280. a4 a5 281. g3 g4 282. f2 f3 283. e3 e4 284. d3 d4 285. c4 c5 286. b4 b5 287. a4 a5 288. g3 g4 289. f2 f3 290. e3 e4 291. d3 d4 292. c4 c5 293. b4 b5 294. a4 a5 295. g3 g4 296. f2 f3 297. e3 e4 298. d3 d4 299. c4 c5 300. b4 b5 301. a4 a5 302. g3 g4 303. f2 f3 304. e3 e4 305. d3 d4 306. c4 c5 307. b4 b5 308. a4 a5 309. g3 g4 310. f2 f3 311. e3 e4 312. d3 d4 313. c4 c5 314. b4 b5 315. a4 a5 316. g3 g4 317. f2 f3 318. e3 e4 319. d3 d4 320. c4 c5 321. b4 b5 322. a4 a5 323. g3 g4 324. f2 f3 325. e3 e4 326. d3 d4 327. c4 c5 328. b4 b5 329. a4 a5 330. g3 g4 331. f2 f3 332. e3 e4 333. d3 d4 334. c4 c5 335. b4 b5 336. a4 a5 337. g3 g4 338. f2 f3 339. e3 e4 340. d3 d4 341. c4 c5 342. b4 b5 343. a4 a5 344. g3 g4 345. f2 f3 346. e3 e4 347. d3 d4 348. c4 c5 349. b4 b5 350. a4 a5 351. g3 g4 352. f2 f3 353. e3 e4 354. d3 d4 355. c4 c5 356. b4 b5 357. a4 a5 358. g3 g4 359. f2 f3 360. e3 e4 361. d3 d4 362. c4 c5 363. b4 b5 364. a4 a5 365. g3 g4 366. f2 f3 367. e3 e4 368. d3 d4 369. c4 c5 370. b4 b5 371. a4 a5 372. g3 g4 373. f2 f3 374. e3 e4 375. d3 d4 376. c4 c5 377. b4 b5 378. a4 a5 379. g3 g4 380. f2 f3 381. e3 e4 382. d3 d4 383. c4 c5 384. b4 b5 385. a4 a5 386. g3 g4 387. f2 f3 388. e3 e4 389. d3 d4 390. c4 c5 391. b4 b5 392. a4 a5 393. g3 g4 394. f2 f3 395. e3 e4 396. d3 d4 397. c4 c5 398. b4 b5 399. a4 a5 400. g3 g4 401. f2 f3 402. e3 e4 403. d3 d4 404. c4 c5 405. b4 b5 406. a4 a5 407. g3 g4 408. f2 f3 409. e3 e4 410. d3 d4 411. c4 c5 412. b4 b5 413. a4 a5 414. g3 g4 415. f2 f3 416. e3 e4 417. d3 d4 418. c4 c5 419. b4 b5 420. a4 a5 421. g3 g4 422. f2 f3 423. e3 e4 424. d3 d4 425. c4 c5 426. b4 b5 427. a4 a5 428. g3 g4 429. f2 f3 430. e3 e4 431. d3 d4 432. c4 c5 433. b4 b5 434. a4 a5 435. g3 g4 436. f2 f3 437. e3 e4 438. d3 d4 439. c4 c5 440. b4 b5 441. a4 a5 442. g3 g4 443. f2 f3 444. e3 e4 445. d3 d4 446. c4 c5 447. b4 b5 448. a4 a5 449. g3 g4 450. f2 f3 451. e3 e4 452. d3 d4 453. c4 c5 454. b4 b5 455. a4 a5 456. g3 g4 457. f2 f3 458. e3 e4 459. d3 d4 460. c4 c5 461. b4 b5 462. a4 a5 463. g3 g4 464. f2 f3 465. e3 e4 466. d3 d4 467. c4 c5 468. b4 b5 469. a4 a5 470. g3 g4 471. f2 f3 472. e3 e4 473. d3 d4 474. c4 c5 475. b4 b5 476. a4 a5 477. g3 g4 478. f2 f3 479. e3 e4 480. d3 d4 481. c4 c5 482. b4 b5 483. a4 a5 484. g3 g4 485. f2 f3 486. e3 e4 487. d3 d4 488. c4 c5 489. b4 b5 490. a4 a5 491. g3 g4 492. f2 f3 493. e3 e4 494. d3 d4 495. c4 c5 496. b4 b5 497. a4 a5 498. g3 g4 499. f2 f3 500. e3 e4 501. d3 d4 502. c4 c5 503. b4 b5 504. a4 a5 505. g3 g4 506. f2 f3 507. e3 e4 508. d3 d4 509. c4 c5 510. b4 b5 511. a4 a5 512. g3 g4 513. f2 f3 514. e3 e4 515. d3 d4 516. c4 c5 517. b4 b5 518. a4 a5 519. g3 g4 520. f2 f3 521. e3 e4 522. d3 d4 523. c4 c5 524. b4 b5 525. a4 a5 526. g3 g4 527. f2 f3 528. e3 e4 529. d3 d4 530. c4 c5 531. b4 b5 532. a4 a5 533. g3 g4 534. f2 f3 535. e3 e4 536. d3 d4 537. c4 c5 538. b4 b5 539. a4 a5 540. g3 g4 541. f2 f3 542. e3 e4 543. d3 d4 544. c4 c5 545. b4 b5 546. a4 a5 547. g3 g4 548. f2 f3 549. e3 e4 550. d3 d4 551. c4 c5 552. b4 b5 553. a4 a5 554. g3 g4 555. f2 f3 556. e3 e4 557. d3 d4 558. c4 c5 559. b4 b5 560. a4 a5 561. g3 g4 562. f2 f3 563. e3 e4 564. d3 d4 565. c4 c5 566. b4 b5 567. a4 a5 568. g3 g4 569. f2 f3 570. e3 e4 571. d3 d4 572. c4 c5 573. b4 b5 574. a4 a5 575. g3 g4 576. f2 f3 577. e3 e4 578. d3 d4 579. c4 c5 580. b4 b5 581. a4 a5 582. g3 g4 583. f2 f3 584. e3 e4 585. d3 d4 586. c4 c5 587. b4 b5 588. a4 a5 589. g3 g4 590. f2 f3 591. e3 e4 592. d3 d4 593. c4 c5 594. b4 b5 595. a4 a5 596. g3 g4 597. f2 f3 598. e3 e4 599. d3 d4 600. c4 c5 601. b4 b5 602. a4 a5 603. g3 g4 604. f2 f3 605. e3 e4 606. d3 d4 607. c4 c5 608. b4 b5 609. a4 a5 610. g3 g4 611. f2 f3 612. e3 e4 613. d3 d4 614. c4 c5 615. b4 b5 616. a4 a5 617. g3 g4 618. f2 f3 619. e3 e4 620. d3 d4 621. c4 c5 622. b4 b5 623. a4 a5 624. g3 g4 625. f2 f3 626. e3 e4 627. d3 d4 628. c4 c5 629. b4 b5 630. a4 a5 631. g3 g4 632. f2 f3 633. e3 e4 634. d3 d4 635. c4 c5 636. b4 b5 637. a4 a5 638. g3 g4 639. f2 f3 640. e3 e4 641. d3 d4 642. c4 c5 643. b4 b5 644. a4 a5 645. g3 g4 646. f2 f3 647. e3 e4 648. d3 d4 649. c4 c5 650. b4 b5 651. a4 a5 652. g3 g4 653. f2 f3 654. e3 e4 655. d3 d4 656. c4 c5 657. b4 b5 658. a4 a5 659. g3 g4 660. f2 f3 661. e3 e4 662. d3 d4 663. c4 c5 664. b4 b5 665. a4 a5 666. g3 g4 667. f2 f3 668. e3 e4 669. d3 d4 670. c4 c5 671. b4 b5 672. a4 a5 673. g3 g4 674. f2 f3 675. e3 e4 676. d3 d4 677. c4 c5 678. b4 b5 679. a4 a5 680. g3 g4 681. f2 f3 682. e3 e4 683. d3 d4 684. c4 c5 685. b4 b5 686. a4 a5 687. g3 g4 688. f2 f3 689. e3 e4 690. d3 d4 691. c4 c5 692. b4 b5 693. a4 a5 694. g3 g4 695. f2 f3 696. e3 e4 697. d3 d4 698. c4 c5 699. b4 b5 700. a4 a5 701. g3 g4 702. f2 f3 703. e3 e4 704. d3 d4 705. c4 c5 706. b4 b5 707. a4 a5 708. g3 g4 709. f2 f3 710. e3 e4 711. d3 d4 712. c4 c5 713. b4 b5 714. a4 a5 715. g3 g4 716. f2 f3 717. e3 e4 718. d3 d4 719. c4 c5 720. b4 b5 721. a4 a5 722. g3 g4 723. f2 f3 724. e3 e4 725. d3 d4 726. c4 c5 727. b4 b5 728. a4 a5 729. g3 g4 730. f2 f3 731. e3 e4 732. d3 d4 733. c4 c5 734. b4 b5 735. a4 a5 736. g3 g4 737. f2 f3 738. e3 e4 739. d3 d4 740. c4 c5 741. b4 b5 742. a4 a5 743. g3 g4 744. f2 f3 745. e3 e4 746. d3 d4 747. c4 c5 748. b4 b5 749. a4 a5 750. g3 g4 751. f2 f3 752. e3 e4 753. d3 d4 754. c4 c5 755. b4 b5 756. a4 a5 757. g3 g4 758. f2 f3 759. e3 e4 760. d3 d4 761. c4 c5 762. b4 b5 763. a4 a5 764. g3 g4 765. f2 f3 766. e3 e4 767. d3 d4 768. c4 c5 769. b4 b5 770. a4 a5 771. g3 g4 772. f2 f3 773. e3 e4 774. d3 d4 775. c4 c5 776. b4 b5 777. a4 a5 778. g3 g4 779. f2 f3 780. e3 e4 781. d3 d4 782. c4 c5 783. b4 b5 784. a4 a5 785. g3 g4 786. f2 f3 787. e3 e4 788. d3 d4 789. c4 c5 790. b4 b5 791. a4 a5 792. g3 g4 793. f2 f3 794. e3 e4 795. d3 d4 796. c4 c5 797. b4 b5 798. a4 a5 799. g3 g4 800. f2 f3 801. e3 e4 802. d3 d4 803. c4 c5 804. b4 b5 805. a4 a5 806. g3 g4 807. f2 f3 808. e3 e4 809. d3 d4 810. c4 c5 811. b4 b5 812. a4 a5 813. g3 g4 814. f2 f3 815. e3 e4 816. d3 d4 817. c4 c5 818. b4 b5 819. a4 a5 820. g3 g4 821. f2 f3 822. e3 e4 823. d3 d4 824. c4 c5 825. b4 b5 826. a4 a5 827. g3 g4 828. f2 f3 829. e3 e4 830. d3 d4 831. c4 c5 832. b4 b5 833. a4 a5 834. g3 g4 835. f2 f3 836. e3 e4 837. d3 d4 838. c4 c5 839. b4 b5 840. a4 a5 841. g3 g4 842. f2 f3 843. e3 e4 844. d3 d4 845. c4 c5 846. b4 b5 847. a4 a5 848. g3 g4 849. f2 f3 850. e3 e4 851. d3 d4 852. c4 c5 853. b4 b5 854. a4 a5 855. g3 g4 856. f2 f3 857. e3 e4 858. d3 d4 859. c4 c5 860. b4 b5 861. a4 a5 862. g3 g4 863. f2 f3 864. e3 e4 865. d3 d4 866. c4 c5 867. b4 b5 868. a4 a5 869. g3 g4 870. f2 f3 871. e3 e4 872. d3 d4 873. c4 c5 874. b4 b5 875. a4 a5 876. g3 g4 877. f2 f3 878. e3 e4 879. d3 d4 880. c4 c5 881. b4 b5 882. a4 a5 883. g3 g4 884. f2 f3 885. e3 e4 886. d3 d4 887. c4 c5 888. b4 b5 889. a4 a5 890. g3 g4 891. f2 f3 892. e3 e4 893. d3 d4 894. c4 c5 895. b4 b5 896. a4 a5 897. g3 g4 898. f2 f3 899. e3 e4 900. d3 d4 901. c4 c5 902. b4 b5 903. a4 a5 904. g3 g4 905. f2 f3 906. e3 e4 907. d3 d4 908. c4 c5 909. b4 b5 910. a4 a5 911. g3 g4 912. f2 f3 913. e3 e4 914. d3 d4 915. c4 c5 916. b4 b5 917. a4 a5 918. g3 g4 919. f2 f3 920. e3 e4 921. d3 d4 922. c4 c5 923. b4 b5 924. a4 a5 925. g3 g4 926. f2 f3 927. e3 e4 928. d3 d4 929. c4 c5 930. b4 b5 931. a4 a5 932. g3 g4 933. f2 f3 934. e3 e4 935. d3 d4 936. c4 c5 937. b4 b5 938. a4 a5 939. g3 g4 940. f2 f3 941. e3 e4 942. d3 d4 943. c4 c5 944. b4 b5 945. a4 a5 946. g3 g4 947. f2 f3 948. e3 e4 949. d3 d4 950. c4 c5 951. b4 b5 952. a4 a5 953. g3 g4 954. f2 f3 955. e3 e4 956. d3 d4 957. c4 c5 958. b4 b5 959. a4 a5 960. g3 g4 961. f2 f3 962. e3 e4 963. d3 d4 964. c4 c5 965. b4 b5 966. a4 a5 967. g3 g4 968. f2 f3 969. e3 e4 970. d3 d4 971. c4 c5 972. b4 b5 973. a4 a5 974. g3 g4 975. f2 f3 976. e3 e4 977. d3 d4 978. c4 c5 979. b4 b5 980. a4 a5 981. g3 g4 982. f2 f3 983. e3 e4 984. d3 d4 985. c4 c5 986. b4 b5 987. a4 a5 988. g3 g4 989. f2 f3 990. e3 e4 991. d3 d4 992. c4 c5 993. b4 b5 994. a4 a5 995. g3 g4 996. f2 f3 997. e3 e4 998. d3 d4 999. c4 c5 1000. b4 b5

NOTES

a) Une autre possibilité consiste en 3...c5: 4. f4, 5. f5, 6. f6, 7. f7, 8. f8, 9. f9, 10. f10, 11. f11, 12. f12, 13. f13, 14. f14, 15. f15, 16. f16, 17. f17, 18. f18, 19. f19, 20. f20, 21. f21, 22. f22, 23. f23, 24. f24, 25. f25, 26. f26, 27. f27, 28. f28, 29. f29, 30. f30, 31. f31, 32. f32, 33. f33, 34. f34, 35. f35, 36. f36, 37. f37, 38. f38, 39. f39, 40. f40, 41. f41, 42. f42, 43. f43, 44. f44, 45. f45, 46. f46, 47. f47, 48. f48, 49. f49, 50. f50, 51. f51, 52. f52, 53. f53, 54. f54, 55. f55, 56. f56, 57. f57, 58. f58, 59. f59, 60. f60, 61. f61, 62. f62, 63. f63, 64. f64, 65. f65, 66. f66, 67. f67, 68. f68, 69. f69, 70. f70, 71. f71, 72. f72, 73. f73, 74. f74, 75. f75, 76. f76, 77. f77, 78. f78, 79. f79, 80. f80, 81. f81, 82. f82, 83. f83, 84. f84, 85. f85, 86. f86, 87. f87, 88. f88, 89. f89, 90. f90, 91. f91, 92. f92, 93. f93, 94. f94, 95. f95, 96. f96, 97. f97, 98. f98, 99. f99, 100. f100, 101. f101, 102. f102, 103. f103, 104. f104, 105. f105, 106. f106, 107. f107, 108. f108, 109. f109, 110. f110, 111. f111, 112. f112, 113. f113, 114. f114, 115. f115, 116. f116, 117. f117, 118. f118, 119. f119, 120. f120, 121. f121, 122. f122, 123. f123, 124. f124, 125. f125, 126. f126, 127. f127, 128. f128, 129. f129, 130. f130, 131. f131, 132. f132, 133. f133, 134. f134, 135. f135, 136. f136, 137. f137, 138. f138, 139. f139, 140. f140, 141. f141, 142. f142, 143. f143, 144. f144, 145. f145, 146. f146, 147. f147, 148. f148, 149. f149, 150. f150, 151. f151, 152. f152, 153. f153, 154. f154, 155. f155, 156. f156, 157. f157, 158. f158, 159. f159, 160. f160, 161. f161, 162. f162, 163. f163, 164. f164, 165. f165, 166. f166, 167. f167, 168. f168, 169. f169, 170. f170, 171. f171, 172. f172, 173. f173, 174. f174, 175. f175, 176. f176, 177. f177, 178. f178, 179. f179, 180. f180, 181. f181, 182. f182, 183. f183, 184. f184, 185. f185, 186. f186, 187. f187, 188. f188, 189. f189, 190. f190, 191. f191, 192. f192, 193. f193, 194. f194, 195. f195, 196. f196, 197. f197, 198. f198, 199. f199, 200. f200, 201. f201, 202. f202, 203. f203, 204. f204, 205. f205, 206. f206, 207. f207, 208. f208, 209. f209, 210. f210, 211. f211, 212. f212, 213. f213, 214. f214, 215. f215, 216. f216, 217. f217, 218. f218, 219. f219, 220. f220, 221. f221, 222. f222, 223. f223, 224. f224, 225. f225, 226. f226, 227. f227, 228. f228, 229. f229, 230. f230, 231. f231, 232. f232, 233. f233, 234. f234, 235. f235, 236. f236, 237. f237, 238. f238, 239. f239, 240. f240, 241. f241, 242. f242, 243. f243, 244. f244, 245. f245, 246. f246, 247. f247, 248. f248, 249. f249, 250. f250, 251. f251, 252. f252, 253. f253, 254. f254, 255. f255, 256. f256, 257. f257, 258. f258, 259. f259, 260. f260, 261. f261, 262. f262, 263. f263, 264. f264, 265. f265, 266. f266, 267. f267, 268. f268, 269. f269, 270. f270, 271. f271, 272. f272, 273. f273, 274. f274, 275. f275, 276. f276, 277. f277, 278. f278, 279. f279, 280. f280, 281. f281, 282. f282, 283. f283, 284. f284, 285. f285, 286. f286, 287. f287, 288. f288, 289. f289, 290. f290, 291. f291, 292. f292, 293. f293, 294. f294, 295. f295, 296. f296, 297. f297, 298. f298, 299. f299, 300. f300, 301. f301, 302. f302, 303. f303, 304. f304, 305. f305, 306. f306, 307. f307, 308. f308, 309. f309, 310. f310, 311. f311, 312. f312, 313. f313, 314. f314, 315. f315, 316. f316, 317. f317, 318. f318, 319. f319, 320. f320, 321. f321, 322. f322, 323. f323, 32

Culture

THÉÂTRE

« Andromaque » à Villeurbanne

Tous les détours obscurs

Avec Miou-Miou, Richard Berry, André Marcon et Christine Boisson, Roger Planchon met en scène une Andromaque hérétique et fascinante.

Racine, quand il écrit *Andromaque*, est un homme jeune : vingt-huit ans. Il s'est promis de réussir, il a beaucoup d'allure, il sait plaire au roi, qui a le même âge que lui, à quelques mois près. Il aime une femme, qui l'aime aussi, une actrice, Marquise-Thérèse de Gori, appelée au théâtre M^{me} du Parc. *Andromaque* lui est dédiée.

Andromaque, la veuve d'Hector, fait partie, nous dit Homère, du butin de guerre de Pyrrhus, qui l'emène en Thessalie. Là, elle a un fils de lui, Molossus, nous dit Euripide. Puis Pyrrhus, nous dit Virgile, se sépare d'Andromaque, la marie à un prince troyen, et épouse lui-même Hermione. Selon les événements dont témoignent tous ces poètes-historiens, Andromaque et Hermione ne se sont jamais rencontrées.

Racine a lui, et a même annoté soigneusement, les Grecs et les Latins. Il nous prévient dans une préface qu'il a surtout suivi Virgile, et il reconnaît qu'il n'a pas retenu, dans sa pièce à lui, Molossus, le fils du vainqueur et de la captive, parce qu'il est de meilleur goût qu'Andromaque. Dans sa citation de Virgile, Racine censure le vers par lequel Virgile nous parle du mariage d'Andromaque avec un Troyen. Et, bien sûr, Racine fait s'affronter Andromaque et Hermione. Sans quoi le projet de sa pièce tombe. Racine est tout à fait libre de reprendre comme il le veut d'antiques légendes. Tout ce qui nous lui demandons, façon de parler bien sûr, c'est d'écrire *Andromaque*.

Il se sent peut-être moins libre sous les yeux de sa bien-aimée. Thérèse du Parc se voit offrir Andromaque, un beau rôle, et c'est le rôle-titre, ce qu'une actrice aime bien. Il semble aussi que Racine ait été un prodigieux professeur, et qu'après de lui M^{me} du Parc ait pris du galon. Mais il est bien possible que, dans sa libre imagination de la pièce, Racine ait fait disparaître Andromaque du quatrième acte, et il n'est pas exclu que M^{me} du Parc ait suggéré de réapparaître tout de même, au cinquième acte. Après la mort de Pyrrhus.

Racine écrit alors une belle tirade à l'acte V pour Andromaque, mais que vient-elle nous dire ?

« Pyrrhus de mon Hector semble avoir pris la place », ce qui signifie qu'Andromaque, qui, dans la pièce de Racine, pour rien au monde ne voudrait céder à Pyrrhus vivant, ressent quelque chose pour lui, puisqu'il n'est plus là.

Quelques mois plus tard, et cela n'a jamais été éclairci, Thérèse du Parc meurt subitement. Racine est amoureux d'une autre actrice, Marie Desmares, appelée, au théâtre, la Champmeslé. Racine lui attribue, dans *Andromaque*, le rôle d'Hermione. Et la tirade d'Andromaque, au cinquième acte, disparaît. Ainsi vont les œuvres, et les passions.

Coincé par les bien-séances de son temps, par les attentes de ses actrices, ou par autre chose, pour Racine, dans l'intention d'écrire une pièce incroyablement « moderne », risquée, en vérité la première grande œuvre dramatique française qui mette en jeu ce que Jules Lemaitre appelait, très bien, « l'amour-maladie », c'est-à-dire l'amour-libido, l'amour-jalousie, l'amour-tout, — ou pourquoi allait-il chercher des protagonistes aussi loin dans la fuite des temps, — quitte à changer presque tout le propos ? Encore une fois question pendante, mais question inutile : seule compte l'invention d'*Andromaque*.

Et c'est exactement la même question qui plane, lancinante, et néanmoins superflue, lorsque sur la scène de Villeurbanne se déroule la mise en scène d'*Andromaque* que nous a fabriquée Planchon. Pourquoi choisir *Andromaque* si c'est pour montrer un spectacle, fort beau, qui est vraiment autre chose ? Citons d'abord, pour l'écart, une raison secondaire, quoique réelle : pour durer, pour se perpétuer, Roger Planchon doit à l'agglomération lyonnaise, dont il est une figure, plusieurs « coups de force », lors de chacun de ses spectacles. Il n'est que d'écouter les commentaires, à la sortie du théâtre : « Dans un pays balkanique, dans une histoire grecque qui date de treize siècles avant Jésus-Christ, — il — nous balance un gouverneur d'Achille et de Pyrrhus dans une tenue de cardinal, exactement le costume de céré-

monie de Richelieu ou d'un cardinal d'aujourd'hui, et tu as vu, Orreste et sa bande, à la fin, Racine les laisse s'embarquer, mais là, pan-pan-pan, la fusillade, sous au tapis, ça c'est Planchon ! » (« ça c'est Planchon ! » est prononcé d'un ton de communiqué de victoire). Les grosses « incartades de Roger », c'est le ban d'honneur de la culture Rhône-Alpes. Il faut que ça chauffe, dans les régions. Tout l'Hexagone, Paris comprise, ne peut qu'approuver.

L'essentiel de cette mise en scène



Miou-Miou et Richard Berry dans « Andromaque »

se situe ailleurs que dans les garnitures de costumes, l'énormité du décor, l'insistance d'une musique de variétés, ou la fusillade finale (Planchon aime beaucoup les chutes de rideaux à effet, ça se défend).

L'essentiel, c'est que Planchon nous fait regarder quelque chose de très étrange. Et de tout à fait hérétique. Sur un immense parterre formé de carrés noirs, de cases noires, ne cessent de se déplacer, appartenant sans raison, et sur des décors brusques, un certain nombre de pièces, comme des pièces d'échecs, rois, reines, fous, pions...

Vous diriez des automates dont les mouvements sur l'échiquier, dont les « figures de ballet », ont été programmées dans une complète déraison. Ces automates sont parlants, ils prononcent des phrases déraisonnables aussi puisque tout est scandé, rythmé, et plein d'assonances. Mais tout se passe comme si ces automates, dès qu'ils prononcent ou ne sait quel mot, ou même fragment de mot, étaient mis en mouvement, se dirigeaient aveuglément et fermement vers le nord ou le sud-ouest, puis s'immobiliseraient d'un coup, avant de redémarrer.

Qu'est-ce que des acteurs ? Sont-ce des substances de remplacement

des marionnettes, comme le disait Kleist ? En tout cas le metteur en scène les trouve là, debout, sur la scène. Et l'un de ses premiers actes est de les faire évoluer, ou ne pas évoluer, sur cet espace. Et Planchon semble avoir cru cette fois-ci ce « hic » de l'art du théâtre : c'est que toute position ou tout déplacement d'un acteur sur la scène pourrait être autre, ou n'être pas. Il y a la folie d'Orreste. Il y a la folie de Planchon : il détruit la représentation. L'espace, perd son équilibre, son temps. Chaque itinéraire est frappé

d'irréalisme et un hyper-réalisme, tous deux entièrement contraires à des conventions, à des habitudes, que nous ne percevons plus tant elles sont passées dans le « qui-va-deso ».

Il faut question de M^{me} du Parc et de la Champmeslé, et de l'incidence des acteurs sur le destin du théâtre. Là aussi Roger Planchon « creuse ». Racine. Trois des interprètes capitaux d'*Andromaque*, Miou-Miou (Hermione), André Marcon (Pyrrhus), et Richard Berry (Orreste), « cassent l'image » de la représen-

tion de Racine, aussi bien par leur apparence physique au premier degré, qui est celle de faux compassés déguisés, que par leur prononciation enfantine et terre-à-terre d'un poème dont cependant chaque ligne chante en sourdine sans chanter, un miracle, même dans des détails :

« Je sais de ce Palais tous les détours obscurs. Vous voyez que la mer en vient à battre les murs... »

Seule Christine Boisson, qui « dit » les vers de Racine, et qui est « habillée » par l'imaginaire, apporte la confrontation, et cela Planchon sans doute l'a voulu, aussi. Jamais une présentation d'*Andromaque* n'aura fasciné à ce point, n'aura tenu en suspens à ce point, tout en « opérant » l'art même du théâtre à cœur ouvert.

« Qu'ai-je fait ? Que dois-je faire encore ? Quel transport me saisit ? », songait Planchon dans les coulisses. Mais non, c'est Hermione, à l'acte V, Planchon sait de son art le rôle de Planchon, c'est tout de même très beau.

MICHEL GOURNOT.
* Villeurbanne, TNP, jusqu'au 2 février.

« Le Terrier », de Franz Kafka à l'Athénée

Entre l'homme et l'animal

Une curieuse miniature kafkaïenne.

Avec Jean-Luc Porraz, le premier spectacle de la Jipeka Kompany

Avec sa robe de chambre soyeuse, ses pantoufles, son nœud papillon, le rongeur du *Terrier* de Kafka, adapté et mis en scène par Jean-Pierre Klein, a des manières raffinées, un charme au prime abord très britannique. La mine gourmande, il dort avec un sourire d'ange, affilé sur ses sacs de provisions, perdu dans quelque rêve délectable. A propos de Kafka, cette imagerie quasi enfantine est insolite. D'ordinaire, on attache à Kafka l'angoisse, la gravité.

Ledit rongeur — taupe, rat ou autre — ne bouge pas de ses sacs tout au long du spectacle. Tout au plus, il ronge autour, ou s'y juche, pour goûter un improbable visiteur, un ennemi. Il s'affole pour un bruit. Il est là chez lui et son sort, dit-il, est lié à la vie à la mort à l'invincibilité de ce terrier labyrinthique. C'est son grand œuvre, il a passé sa vie à le construire. Avec des pauses, trop de pauses — il y a des fuites — mais un fort sûr instinct de propriétaire.

Ce rongeur maçon, qui ne craint pas de se montrer épique ou patrioti-

que, n'est au demeurant pas fort sympathique : on sait l'amour mitigé que Kafka portait à sa propre personne. Ce terrier, où un rongeur cherche et désespère du silence et de la solitude, est, bien sûr, une figure de l'œuvre littéraire de Kafka.

Jean-Luc Porraz s'y prend à merveille. Sa présence est bonhomme, il est égoïste, drôle, mais pas ambigu du tout. Il faut un peu de temps pour se laisser prendre au charme en demi-teinte de son jeu, à ses ron-

deurs qui vous embobinent. Il joue juste, entre l'homme et l'animal, sans à aucun moment parodier l'un ou l'autre. On passe donc avec lui une petite heure confortable, malgré ses angoisses. *Le Terrier* (une petite forme, elles se multiplient) est le premier spectacle de la Jipeka Kompany.

ODILE GOURNOT.

* Au Théâtre de l'Athénée, salle Christian-Bérard, jusqu'au 11 février. Tél. : 47-42-67-81.

EN BREF

• Tadeus Kantor à Montpellier. — De passage dans plusieurs villes du midi de la France, Tadeus Kantor a longuement dialogué avec les élèves du Conservatoire, réunis au siège du Théâtre quinquennal de Montpellier, avant d'aller à Marseille. Fidèle à son anticonformisme, il a répondu aux questions des élèves sur la culture de masse, la liberté, la mort, la vie et l'individu. « Aucun pouvoir, disait-il, ne peut octroyer la liberté, l'individu seul la possède en lui-même ».

• Nominations au Schiller Theater de Berlin. — Des trois grandes institutions théâtrales de Berlin, la Schaubühne, la Freie Volks-

bühne, le Schiller Theater, ce dernier est le plus riche, le plus lourd à gouverner aussi, avec ses trois salles en activité permanente et sa troupe d'environ cent trente comédiens. La direction en a été confiée à trois metteurs en scène qui, avec la collaboration de la dramaturge Vera Sturm, prendront leurs fonctions en 1990-1991. Alexander Lang vient du Deutsches Theater à Berlin-Est, mais travaille à présent à Munich et Hambourg. Alfred Kirchner, spécialiste de Brecht, vient de Stuttgart et avait suivi Claus Peyman au Burg Theater de Vienne. Volkmar Clauss est actuellement directeur du Théâtre de Kiel.

Rencontre avec Jacques Nichet

Le goût du bizarre

Deux pièces mises en scène par Jacques Nichet, directeur du centre dramatique national de Montpellier, sont à l'affiche à Paris : le Triomphe de l'amour de Marivaux au Théâtre de la Ville et *Monstre aimé* de Javier Tomeo au Théâtre national de la Colline.

Jacques Nichet, ancien comédien du Théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes, dirige, depuis trois ans, le Théâtre des Treize-Vents, centre dramatique national du Languedoc-Roussillon installé à Montpellier et à Béziers. Venu de l'Université, ce metteur en scène s'est fait remarquer par son extrême habileté à lire et à adapter des textes contemporains ou anciens, non écrits pour la scène.

En ce mois de janvier, le voici à Paris, dans deux grands théâtres, avec deux spectacles très différents : le premier, *Monstre aimé*, est bien dans la tradition Nichet, puisque c'est l'adaptation du roman d'un auteur espagnol peu connu ici. Le second, *Le Triomphe de l'amour*, est sa première mise en scène d'un grand texte du répertoire classique.

« L'adaptation, dit-il, me donne la possibilité d'écrire à travers la mise en scène au lieu d'être seulement l'interprète d'un texte, un peu comme un réalisateur de cinéma travaille avec un scénariste. Ce chemin que j'ai souvent fait à l'Aquarium avec Didier Bezace et Jean-Louis Benoit m'intéresse beaucoup. N'étant pas écrivain moi-même, j'ai ainsi l'illusion d'écrire. Je pense que cela donne un théâtre assez vivant, car les comédiens contribuent eux aussi à l'élaboration du texte final par leurs propositions, leurs improvisations. Le théâtre est l'art du dialogue et pas seulement sur le plateau ».

« Je tenais aussi à évoluer entre textes contemporains et textes classiques car on ne doit pas se couper de la tradition. Montrer un classique apprend beaucoup sur la tradition de l'acteur. Comme les musiciens, il faut jouer les notes. Quand nous attaquons un chef-d'œuvre reconnu qui appartient à notre culture, nous pouvons essayer d'en donner l'éclairage le plus moderne, le plus simple, le plus lumineux possible pour le public, mais nous sommes avant tout des interprètes, ce qui n'a rien de honteux ».

C'est par les journaux que Jacques Nichet a connu Javier Tomeo et son roman *Monstre aimé*, dont il a très vite acheté les droits d'adaptation à l'éditeur Christian Bourgois : « C'est un des grands écrivains espagnols contemporains, âgé d'une cinquantaine d'années environ, un grand romancier, un peu en marge des autres. Disons qu'il appartient à la famille de Buñuel et de Lorca, avec un même humour noir un peu

bizarre et ce flirt avec la mort, cette morbidity gaie, repérable aussi chez Goya. En lisant *Monstre aimé*, j'ai éprouvé un choc comme en découvrant Ferdinando Camon avec Didier Bezace : une écriture d'aujourd'hui ».

Après comp. Jacques Nichet voit un lien entre le texte de Tomeo et la pièce de Marivaux : « *Le Triomphe de l'amour* est une pièce terriblement difficile par sa bizarrerie, cet être androgyne qui envahit un domaine pour séduire papa, maman et enfant, avec une structure de comédie de fées qui, comme le dit Bruno Bettelheim, est en fait une initiation à la sexualité : des mystères trop difficiles à comprendre quand on est enfant mais que l'enfant doit sentir. Il y a profondément de ça dans Marivaux. Pour trouver l'amour, il faut être à la fois hétérosexuel et homosexuel, Camon disait « omnisexuel ». Je veux jouer l'œuvre dans ses variations : le thème du secret, de la séduction, du double sexe... »

Volupté et mystification

« Ce qui me touche le plus dans un ouvrage est tout ce qui tourne autour de « volupté et mystification ». Dans le Rêve de d'Alembert, la mystification réside dans le mélange de la fiction et de la réalité. Dans la Savetière prodigieuse, de Lorca — avec ce mari qui s'échappe et revient déguisé — la mystification démontre que le véritable amour nait, peut-être, de la succession des mensonges ».

Jacques Nichet vient d'être nommé pour trois ans à la tête du Centre dramatique national du Languedoc-Roussillon. Lors des trois premières années passées là-bas, il a réussi à doubler le nombre de ses abonnés qui atteignent aujourd'hui quatre mille cinq cents. « Cela montre bien que lorsque l'on travaille dans un esprit de service public, le public finit par s'en rendre compte sans qu'il soit besoin de remuer trop les médias. Car cela s'est fait sans tambour ni trompette, sans publicité. Puisqu'il faut bien avoir des modèles, des repères, je citerai d'un côté Roger Blin ou Jean-Marie Serreau, les découvreurs de textes qui vivaient parvirement et s'engageaient réellement. De l'autre, Vilar, qui exprimait ainsi que des hommes comme Jean Dasté, Hubert Gignoux, Maurice Sarrazin — une culture ouverte, généreuse, peu chère qui essaie de réconcilier la France. A un moment où la culture éclate entre élitisme et démagogie, cela me paraît deux exemples à suivre ».

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

* *Le Triomphe de l'amour*, Théâtre de la Ville. A 20 h 30 du mardi au samedi, matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 42-74-22-77.
* *Monstre aimé*, Théâtre national de la Colline. A 21 heures du mardi au samedi, matinée samedi à 15 h 30 et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60.

THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE - LA RESSEPERE LOC. 45.69.38.69
du 3 JANVIER au 18 FEVRIER
John Gabriel BORKMAN
de Henrik IBSEN
Cie JEAN BOLLERY
C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. GOURNOT, LE MONDE. Jean Bollery fait miraculeusement rendre compte de cette violence enfouie. P. MARCABRU, LE FIGARO.

Revenez Vous
Molière/Marcel Mareschal
L'ECOLE DES FEMMES
Une vague de bonheur d'une étrange finesse
MICHEL GOURNOT LE MONDE
Un bijou
JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN LE NOUVEL OBSERVATEUR
Un travail gai, simple, tonifiant
PIERRE MARCABRU LE FIGARO
Une "Ecole des Femmes" qui va droit au cœur
BRIGITTE SALINO L'EVENEMENT DU JEUDI
48 99 18 88

Culture

MUSIQUES

Consécration de la Halle aux grains

Les vingt ans de Michel Plasson

Rénovation de sa plus belle salle de concerts, fêtes en l'honneur de Michel Plasson, fidèle entre les fidèles, Toulouse vit des heures musicales heureuses.

Depuis quatorze ans, la Halle aux grains est le haut lieu de la musique symphonique à Toulouse. Dans cet ancien palais des sports, qui résonnait de clameurs forcenées au temps des matchs de catch, Michel Plasson a forgé la réputation de son Orchestre du Capitole, dont toute la ville rose est tombée amoureuse lors des cycles Beethoven et Brahms des premières années.

Et la ferveur a redoublé grâce aux représentations d'opéra (*Fidelio*, *Salomé*, *Les Maîtres Chanteurs*, *Faust*, *Parafal...*) qui mettaient en valeur les qualités éminentes de ce lieu. Mais, pour les amateurs de la musique, les applaudissements et les clameurs ne sont pas moins frénétiques aujourd'hui.

Digne d'un théâtre antique

Lieu unique, en effet, que cet hexagone où deux séries de gradins superposés encerclent l'orchestre et la scène, ce qui donne une intimité, une chaleur et une impression de communion exceptionnelles avec les

artistes, grâce à une acoustique naturellement excellente.

Cette enceinte, digne d'un théâtre antique, restait cependant quelque peu spartiate avec ses gradins de béton sans dossiers qui rendaient héroïques les auditeurs de *Parafal...*

Vendredi 6 janvier, samedi et dimanche, on inaugurerait donc une presque nouvelle Halle aux grains, réalisée en un temps record (quatre mois et demi) et pour une dépense de 25 millions de francs environ, dont la Ville a pris la plus grande part.

Des gradins de bois tout neufs, fixés sur les structures de béton, ont reçu deux mille cinq cent soixante-dix sièges (impossible désormais de tasser plus de trois mille auditeurs sur leurs bancs comme des sardines !); l'acoustique semble s'être encore affinée; la brigue toulousaine des piliers et les fines décorations des chapiteaux ont reparu au milieu des bois étincelants; et les services de sécurité sont satisfaites qu'on ait enfin construit des escaliers pour séparer les spectateurs des différents niveaux.

Côté scène, les améliorations sont également considérables: l'hexagone central est monté sur vérins, et la hauteur des éléments du plateau pourra ainsi varier de trois mètres. L'orchestre est maintenant au niveau des auditeurs les plus bas, pour les concerts, et disposera d'une véritable fosse pour les opéras. Une dernière phase de travaux permettra

l'aménagement des locaux techniques en vue des productions lyriques qui reprendront dès la saison prochaine.

Pour cette nouvelle « consécration de la maison », Michel Plasson avait choisi, non l'*Ouverture* op. 124 écrite sous ce titre par Beethoven lors de la rénovation d'un théâtre viennois en 1822, mais la *Neuvième Symphonie* (qu'elle accompagnait d'ailleurs lors de la création de celle-ci).

Une émotion quasi religieuse

Il y avait quatorze ans que cette *Neuvième* n'avait pas résonné en ces lieux et le voir laisser à penser la ferveur, l'émotion quasi religieuse qui s'était emparée de l'orchestre, du public et des chœurs du Capitole (associés aux superbes Chœurs de la télévision hongroise), non moins que du chef.

Plasson, avec ses gestes d'échassier un peu gauche, transmet une énergie électrique à ses musiciens, une passion ardente qui bouscule parfois la rondeur du phrasé, la respiration de la musique, mais il frappe au cœur. Certains temps rapides, tel celui du scherzo, frémissent d'enthousiasme, comme ses mains et ce visage tendu, d'une expression presque sauvage, soudain baignés de douceur, désarmés par la tendresse de l'adagio.

Et tout le final se déploie avec une grande majesté, montant de plus en plus vers le bonheur, dans cette

farandole des chœurs qui s'enchaînent avec quatre excellents solistes (Ellen Shade, Margarita Zimmermann, Vinson Cole, Siegfried Vogel).

Les acclamations interminables, saluant la *Neuvième* et ses interprètes, étaient aussi un hommage particulier à ce chef, malgré nombre d'obligations internationales (il est premier chef invité à la Tonhalle de Zurich et vient de diriger *Manon* pendant un mois à Covent Garden). Plasson reste depuis vingt ans fidèle à l'Orchestre du Capitole, dont il a fait l'un des meilleurs de France et certainement le meilleur défenseur de la musique française (1).

Ce mardi, une foule d'amis, de mécènes, d'officiels, viennent de toute la France assister à la grande fête que lui donnent les Berganza, Kraus, Lafont, Mesplé, Courbas, Anonyal, Tachino et d'autres dans un programme eclectique et brillant qui ne comporte pas moins de vingt-quatre pièces, plantureux gâteau d'anniversaire en cette Halle aux grains.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Comme en témoigne son abondante discographie chez EMI, qui vient encore de s'richir d'un disque Saut (Parade, Relâche, etc., CDC 749-4712); rappelons qu'on lui doit en majeure partie la redécouverte d'Alfred Magard avec *Guerceux* (1948-1958), la *Deuxième Symphonie*, la *Quatrième Symphonie*, l'*Hymne à la Justice*, la *Chant funèbre* (1948-1952 et 1953-1954).

VARIÉTÉS

Michel Sardou à Bercy

L'homme tranquille

A guichets fermés, le chanteur, dans sa maturité, chante Van Gogh et la Révolution.

En vingt ans, Michel Sardou est devenu le chanteur le plus sympathique à un large public, qui s'identifie immédiatement à lui. Son air toujours aussi inépuisable et peu loquace, son humour pragmatique, les revanches narquoises prises sur ceux qui ont détesté autrefois des polémiques contre lui. Ont mis d'emblée à l'épave avec le spectateur qui a excusé facilement son aspect bourru, sa rudesse, sentant bien que rien n'était calculé. Sardou, et c'est cela sa force, est avant tout un professionnel et il bénéficie de l'admiration que le public, qui retrouve ses préoccupations et ses convictions dans les chansons, accorde aux professionnels. D'autant plus que ce fils et petit-fils d'artistes chez qui la tradition du spectacle est de rigueur depuis sept générations utilise constamment le « je », ajoute une volonté de dramatisation, se révèle incapable de faire l'économie de ses passions et se retrouve dans le *no man's land* qui sépare la réalité de la fiction.

Chanteur populaire au sens plein du mot, ayant fait un parcours sans faute paréssant pourtant d'embûches et de controverses, Michel Sardou n'est comparable à personne, avec sa vitalité et son exubérance, son foisonnement de styles et de contrastes, sa propension à la métaphore et à l'envoie, son émotion pudique et sa nostalgie. Avec une liste impressionnante de succès élaborés avec Jacques Revaux, le compositeur attitré, et avec la collaboration des paroliers Pierre Delanoë, Didier Barbelivien et Jean-Michel Bérati: des *Bals populaires*, la *Jane de Broadway*, de la *Mulotie d'amour aux Lacs du Connemara* et à *Muslinman*.

Imaginez: on Sardou installé dans le goût de la brava ou de la provocation, qu'il devient tendre, plus en demi-teintes qu'on ne pouvait le penser. Déroulant et finalement indéfinissable, voici Sardou au Palais omnisports de Bercy, où il a affiché trois semaines avant l'ouverture du spectacle. Celui-ci, avec un dispositif scénique sobre, ingénieux et un décor de lumières de Jacques Rouveyrolis, fait découvrir presque un nouveau visage du chanteur: une sorte d'homme tranquille, heureux, épanoui, et même souriant. Qui chante d'affilée vingt-quatre chansons — dont *Le Paraguay* n'est plus ce qu'il était, qui a la particularité de révéler de l'écriture automatique, et *Vincent*, en hommage à Van Gogh. Michel Sardou démarre à chaque fois sur un son ou sur des cris, en glissant les mots dans la musique avec une voix pleine, nette, qui claque. Le concert se termine avec une séquence conçue par Robert Hossein autour de la chanson *la Révolution*... « qui avait de bonnes intentions ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Palais omnisports de Bercy, 21 heures, jusqu'au 29 janvier.

CINÉMA

« La Vouivre », de Georges Wilson

Les femmes mènent le jeu

Une créature surnaturelle envoûte un paysan. Georges Wilson dirige son fils Lambert dans une adaptation réussie de Marcel Aymé.

En 1919, Arsène Muselier (Lambert Wilson), que l'on croyait mort à la guerre, revient dans son village du Jura. Or « la Vouivre », la fée des eaux, qui se promène nue dans les étangs et les marais pour tenter les hommes, son diamant pendu au cou, vient de disparaître. Louise (Suzanne Flon), la mère d'Arsène, a trop de bon sens pour s'en préoccuper. L'été est brillant, il faut faire les moissons. Requièm le fossoyeur (Jean Carmet), lui, croit à la Vouivre, voudrait s'emparer de son diamant pour être riche et épouser la Robidet (Macha Meril), sa compagne ivrognesse qu'il voit comme une princesse. Arsène garde un morceau de fer dans la tête, des suites d'une blessure. Un jour, il rencontre la Vouivre (Laurence Treil).

Quand un homme de théâtre arrive au cinéma, on se méfie. Georges Wilson a adapté un étrange roman de Marcel Aymé en le déplaçant dans le temps, il a travaillé avec des acteurs qui ont l'expérience de la scène et de l'écran, et bien qu'il dirige son fils Lambert, ne fait pas de son film une affaire de famille.

L'adaptation est réussie. Dans de superbes paysages d'étangs et de forêts, dans un village resté d'une passé, Georges Wilson et son chef-

opérateur André Neau donnent à voir l'univers de Marcel Aymé, dont le réalisme paysan le plus poussé (on n'est pas si loin de la *Jument verte*) bascule dans l'imaginaire et le fantastique. Créatures surnaturelles régnent sur les vagues ou sorcières réelles, la Vouivre, force biologique, incarnation de la nature, cherche à donner aux hommes une sagesse qu'ils ne peuvent ni comprendre ni accepter.

L'inspecteur Harry est la dernière cible, le dernier sur la liste établie par un tueur maniaque, qui s'inspire d'un jeu de société plutôt douteux: il s'agit d'inscrire les noms de dix personnes dont on pense qu'elles mourront dans l'année. Le gagnant est celui qui a le mieux deviné.

L'histoire se passe pendant le tournage d'un film d'horreur, dont la vedette est un rocker camé — la première victime. Que vient faire l'inspecteur Harry Callahan dans cette intrigue vasseuse? Que vient faire Clint Eastwood dans cette galère? Il s'ennuie.

Son personnage de fils teigneux, agressif, amer, solitaire, désespéré s'est complètement dilué. Il abat sans conviction des truands abominables, échappe à tous les dangers avec tant de désinvolture qu'on n'a pas peur pour lui, sauve un imbécile

Les femmes mènent le jeu, à commencer par Louise. Sans doute, Georges Wilson a-t-il pris plaisir à créer, avec ses interprètes, une galerie de personnages caricaturaux. Et Lambert Wilson, beau, tourmenté, partagé entre le désir d'amour et l'angoisse d'une fin brutale, effectue un extraordinaire rétablissement après quelques rôles plutôt conventionnels où on ne le sentait pas à l'aise.

JACQUES SICLIER.

« La Dernière Cible » de Buddy Van Horn

Qui a tué Harry?

L'inspecteur Harry est la dernière cible, le dernier sur la liste établie par un tueur maniaque, qui s'inspire d'un jeu de société plutôt douteux: il s'agit d'inscrire les noms de dix personnes dont on pense qu'elles mourront dans l'année. Le gagnant est celui qui a le mieux deviné.

L'histoire se passe pendant le tournage d'un film d'horreur, dont la vedette est un rocker camé — la première victime. Que vient faire l'inspecteur Harry Callahan dans cette intrigue vasseuse? Que vient faire Clint Eastwood dans cette galère? Il s'ennuie.

qui vent se brûler vivant devant les caméras de la télévision pour qu'on fasse attention à lui, embarque comme en baïllant la blonde journaliste... Il n'est plus accompagné de ce chien hétéro et pathétique qui avait failli lui voler la vedette dans ses dernières aventures. Il n'est plus du tout « dirty ». Il est au contraire, pour avoir réussi à faire mettre en prison un roi de la drogue, la gloire de la police, une police très soucieuse de donner une image positive.

Le film de Buddy Van Horn se veut une satire de la télévision: en général, du journalisme de faits divers en particulier et des ringards du cinéma B. Mais l'ironie est lourde, le scénario mal ficelé, la réalisation molle. Clint Eastwood est toujours très beau, mais Dirty Harry n'existe plus.

C. G.

AU GRAND REX EN GRAND LARGE



LE GRAND BLEU
VERSION LONGUE

Communication

Alors qu'elle s'engage dans la télévision haute définition

La SFP cherche encore son équilibre financier

La Société française de production (SFP) et les Industriels Philips et Thomson vont créer dans les jours qui viennent un groupe d'intérêt économique (GIE) pour développer et promouvoir la télévision haute définition (THD). Baptisé International HD, ce groupement s'ouvrira à des partenaires étrangers — l'allemand Bosch notamment — au 1^{er} juillet prochain, dès que les textes communautaires autoriseront la création de groupements européens d'intérêt économique (GEIE). La nouvelle entité s'installera sur 900 mètres carrés au siège de la SFP. Un « coup de foudre » nouveau pour la société publique de production qui vient de traverser en 1988 une nouvelle année difficile.

Le nouveau PDG de la SFP, M. Philippe Guillaume, fait il y a un an et demi de son fait. Une croissance de 10 % de son chiffre d'affaires et un quasi-retour à l'équilibre n'étaient pas des objectifs hors de portée. Réformes de structure, nouvelle politique commerciale et économiques internes aidant, confiant-il, la société publique allait enfin s'adapter à un nouvel univers concurrentiel.

Las! Les premières estimations comptables montrent qu'il n'en a rien été. Le chiffre d'affaires devrait tout juste dépasser le milliard pour les douze mois écoulés, contre 1,35 milliard en 1985. Quant aux pertes, après avoir atteint 160 millions de francs deux années consécutives (1), elles devraient s'inscrire dans une fourchette allant de 100 à 140 millions. « Ne soyons pas inutilement pessimistes, corrige le directeur du développement et de gestion, M. Patrick Vernay. S'il est vrai que notre chiffre d'affaires régresse, notre déficit commence à se réduire après avoir été stabilisé. Notre société, dont on a trop souvent critiqué la rigidité, a su abaisser son point mort — dans une conjoncture difficile — Suppressions d'emploi (trois cent quatre-vingts en trois ans), fermeture des laboratoires de Cognac-Jay et du studio 101 de la Maison de Radio-France, etc., rien n'a été négligé.

Aujourd'hui, les difficultés persistantes de la SFP, selon ses responsables, s'expliquent davantage par le comportement des chaînes et les mécanismes mêmes du marché, que par on ne sait quel refus interne de s'adapter. Il y a d'abord le non-respect par TF1 des engagements pris devant la CNCL lors de sa privatisation. Ses dirigeants, dans le cadre du « mieux-disant culturel », s'étaient engagés sur 380 millions de commandes à réévaluer de 5 % par an pendant quatre ans. « Nous sommes loin de compte, reconnaît presque à regret le PDG de la SFP. Seuls le gouvernement et la CNCL peuvent exiger de la Une qu'elle respecte les termes de sa décision d'autorisation. M. Guillaume se fait en revanche plus critique à l'égard d'Antenne 2, société « cousine » du secteur public accusée de privilégier, à qualité et prix comparables, la production privée.

Plus inquiétant encore, le changement de certaines règles du jeu. La SFP excellait autrefois dans la production exécutive de tournages de fiction. Un métier plus rentable que la production de services, et qui ne réclamait aucun investissement particulier. « L'urgence de producteurs privés a changé tout cela, explique M. Vernay. La production déléguée a quasiment disparu et la SFP, si elle ne veut pas se voir ravir son rôle de simple prestataire, n'a pas d'autres choix que d'investir dans la production. » Ce qu'elle fait — 90 millions en 1988, 150 millions en 1989 — alors qu'elle n'en a pas réellement les moyens.

Côté variétés, les changements sont aussi profonds. Hier, une émission coûtait 1,5 million. Aujourd'hui, 3,5 millions en moyenne, alors que la facturation des prestations SFP n'a pas varié. La différence, explique-t-on aux Bâtiments-Chaumont, provient de la multiplication des maisons de production fondées par les amateurs de variétés qui jouent un rôle nouveau d'intermédiaire. Enfin, le marché de vidéo-mobilité — les gros cars de reportage — est aujourd'hui largement surévalué. La bataille des prix fait rage et la Société française de production, reconnaît avoir perdu des marchés au profit du secteur privé et de... FR 3 qui bénéficie, elle, de la redondance.

Reste que la SFP ne peut se contenter d'une stratégie purement défensive. Tout nouveau plan social énoncé pour l'instant écarté, il lui faut absolument retrouver le chemin de la croissance. Les récents accords signés avec TF1, les négociations en cours avec Antenne 2, devraient y contribuer. Tout comme la multiplication d'accords-cadres avec les producteurs privés comme Hamster ou GMT.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Chiffre fondamental à 130 millions, le déficit a été définitivement arrêté à 160 millions en avril dernier.

La création de International HD

La GIE International « HD » fondé par la SFP, Thomson et Philips, aura pour mission centrale de faire connaître la nouvelle norme européenne de télévision haute définition mise au point dans le cadre du programme industriel Eureka 95. D'une part, en multipliant les démonstrations en faveur des professionnels, de la presse et du grand public, et, d'autre part, en lançant la production de programmes — du clip vidéo aux émissions de plateau en passant par le tournage d'une fiction — qui seront réalisés dans des conditions commerciales. L'équipe — internationale — de dix personnes sera dirigée par M. Patrick Samuel, qui quittera, dès le 1^{er} février prochain, le ministère de l'Industrie pour prendre la fonction d'administrateur-directeur général du GIE. Les investissements s'élevaient à 85 millions de francs la première année, dont 20 millions pour le fonctionnement. Mais, au total, la Communauté européenne, les États et les industriels apportent à ce nouveau projet, chacun 105 millions de francs sur trois ans.

Cure de jouvence pour « le Point »

Les stars de la politique et du spectacle, qui chahoutent il y a quelques mois sur les affiches publicitaires consacrées à l'hebdomadaire « le Point », se sont pour le 16 janvier une raison de plus pour se plonger dans les pages de leur magazine favori. Le journal, fondé en 1972 par une équipe de journalistes dissidents de l'Express, modifie de fond en comble sa formule à cette date.

Tout en demeurant fidèle à ses conceptions — primant à l'information, volonté d'indépendance — le Point a pris le poids de l'évolution du paysage médiatique. Les suppléments, en vogue dans la presse quotidienne, la multiplication des émissions de télévision fournissant des informations rapides et générales ont incité l'équipe de l'hebdomadaire à concevoir une formule où réflexions et explications succèdent au pendant de l'information. Le ton et l'écriture seront volontairement plus incisifs et les choix de la rédaction clairement identifiés grâce aux éditoriaux signés par Claude Imbert, directeur de la rédaction, et les chroniqueurs Jean-François Revel ou Alain Duhamel.

Enfin, l'espace consacré aux phénomènes de société et à la culture est élargi (dix-sept pages pour la seule culture — cinéma, musique, théâtre, etc.) et une bande dessinée, réalisée par un ancien de Pilote, Denis Fremont, fait son apparition. Un dossier de trois pages illustrées — le Pointrama

constitue ainsi l'une des nouveautés de l'hebdomadaire, au même titre qu'une page consacrée à la vie en Europe (« Avec les Européens ») ou à la mise en relief des évolutions de société (« Les Français sont comme ça »).

Conçue par l'équipe de l'hebdomadaire et étayée par les études sur son lectorat menées par Ipsos, cette nouvelle formule du Point bénéficie aussi d'un renforcement de la maquette (quadrichromie, graphisme plus soigné, nombreuses photos). Grâce à cette cure de jouvence, le Point espère pallier l'érosion de sa diffusion (330 000 exemplaires), recueillir davantage de recettes publicitaires et concurrencer l'Express sur le terrain des offres d'emploi et des petites annonces, afin de conserver son équilibre financier.

Y.-M. L.

■ Canal Plus renouveau au décodeur « universel ». — France Télécom et Canal Plus, qui envisagent de mettre au point un boîtier unique permettant la réception et le décodage de tous les programmes de télévision, hertziens, par câble ou par satellite, ainsi que le contrôle d'accès aux chaînes payantes, y ont renoncé. Un tel appareil serait trop onéreux. En revanche, les deux partenaires auront le maximum d'éléments communs (et notamment le dispositif essentiel du contrôle d'accès) dans la famille de matériels qui va voir le jour, adaptée à chaque mode de transport des signaux.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PARIS EN VISITES

MARIE STUART (45-08-17-80). O. F.
sur garden de l'ordre : 20 h 30.

MONT-PARNASSE (43-22-77-74).
"Voyage au bout de la nuit" : 19 h.
"Le Village" : 21 h.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETTALE
(43-31-11-99). O. Le Horla : 18 h. La
dore le Grandeur : 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). La Gr
Standing : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-3). O.
de la République : 20 heures : 18 h.

ŒUVRE (48-74-43-52). Je ne suis
Rapport : 20 h 45.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-50).
La Liberté ou le Mort d'après Dosto
Robespierre : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT M
trou : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (43-03-11-36). Les Vamp
20 h 30.

PALAIS MARX (42-97-59-81). B.
spectacle couronné Raymond Dore
20 h 30.

POCHE MONTE-PARNASSE (45
92-97). Le Petit L. La Plus Horren
trou : 20 h 30.

PORTES SAINT-MARTIN (46-07-37-
Téat : 20 h 30.

POISSONNIÈRE (42-61-44-16). La Frou
20 h 45.

RENAISSANCE (42-08-18-30). O.
santé, Doré : 20 h 45.

ROBERT-HUOT (42-08-17-30). O.
Marat-Dumas : 20 h 30.

SAINTE-GEORGES (48-76-63-47). L.
de compe : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (4
21-93). O. L'E-Femme de ma
20 h 30.

STUDIOS DES CHAMPS-ÉLYSÉES
23-10). Albertine en cinq t
20 h 30.

THEATRE 13 (45-88-16-30). Les
cères, et l'Espre : 20 h 30.

THEATRE DE L'EST PARIEN
64-80-50). Angusty : 20 h 30.

THEATRE DE LA PLAINE (4
42-22). Mot, Cagliostro, antich
messa un collier pour une révol
20 h 30.

THEATRE DU BEL AIR (43-46-8
Une chemise de nuit de fiancée : 2
20 h 30.

THEATRE DU TAMBOUR (4
43-06-73-34). Le Procs Louis
20 h 30.

THEATRE CLÉVER (42-46-1
Naus : 20 h 30.

THEATRE NATIONAL DE LA
LINE (43-66-42-60). Petite sa
santé : 20 h 30.

THEATRE RENAUD-BARAUL
56-70-70). La Vie singulière d
Nobis : 21 h. Grande salle. Le Re

La Cinémathèque

Paris-Polair : Voyous : Bande annonce : L'Intrus, le Voyou (1970) de Claude Lelouch, 14 h 30 ; Polair jazz : Paris perdus (1982) de Bernard Maillet. On n'entend pas le dimanche (1959) de Michel Drach, 16 h 30 ; Jeux du zeste : Rongo Gongo (1984) de Pierre Zucco, les Favis de la lune (1984) d'Otar Iosseliani, 18 h 30 ; Pigalle, rendez-vous des truands : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, le Doulos (1962) de Jean Pierre Melville, 20 h 30 ; Actualités diverses : Actualités Gaumont, 20 h 30.

Les exclusivités

ACHILLE KERRIE (Sov. v.a.) : 14 Juillet
Pachira, 6 (43-26-38-00).
LES ALLES DU DESIR (Fr.-Al. v.a.) :
Saint-Audré des Arènes II, 6 (43-26-
38-00).
L'AMATEUR (Pol. v.a.) : L'Entreprise
14 (43-43-41-43).
L'ARME ABSOLUE (Al. v.a.) : UGC
Ermata 8 (43-53-11-12) ; 14 Juil-
let, 14 (43-53-11-12) ; UGC
Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; UGC
Opéra, 9 (43-74-95-00) ; UGC Gode-
froy 13 (43-36-23-44) ; Images, 19 (43-
23-44-44).
BACH ET BOUTINE (Can.) : Latina, 4
(43-78-47-86) ; Sept. Parsassien, 11
(43-30-32-30).
BAGDAD CAL (Al. v.a.) : Gaumont Le-
Filles, 11 (40-26-12-12) ; 14 Juil-
let, Odéon, 6 (43-23-59-83) ; Gaumont
Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Gaumont
Parsassien, 11 (43-35-30-40).
BEETLEFLIE (Al. v.a.) : Formis Ar-
en-Ciel, 11 (43-97-53-74) ; UGC Odéon
6 (43-23-10-23) ; Palais Marignan
Concordes, 8 (43-59-93-82) ; UGC Bi-
nux, 8 (43-52-20-40) ; v.f. ; Parsas-
sien, 8 (43-59-43-43) ; v.f. ; Mimi-
Opéra, 9 (43-42-56-31) ; Mimi-
11 (43-59-43-43) ; v.f. ; Parsassien,
(43-20-30-15) ; La Gambetta, 20 (43-
36-10-96).
CAMEL CLAUDEL (Fr.) : Gaumont
Le Filles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont
Opéra, 20 (43-42-60-33) ; 14 Juil-
let, Odéon, 6 (43-23-59-83) ; Publicis Sein-

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gannone
Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gannone
Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Im-
perial, 2^e (47-42-72-52); Rex, 2^e (42-3-
83-93); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-2-
59-83); Pathé Hautefeuille, 6^e (46-
33-79-38); UGC Montparnasse, 6^e
(45-74-94-94); La Pucelle, 7^e (47-0-
12-15); Gannone Ambassade, 8^e (43-5-
19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (44-
87-35-43); UGC Biarritz, 1^{er}
(45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 1^{er}
Le Nation 12-143-4

LES FILMS
DOMANI, DOMANI. Film italien de Daniele Luchetti, v.o. : Pat Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; C Beaumont, 3^e (42-71-52-36) ; Saint-Germain-des-Près, Salle de Beauregard, 6^e (42-87-23) ; UGC Rotonde, 6^e (74-94-94) ; Les Trois Balzac, (45-61-10-60) ; La Bastille, (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaulieu, 15^e (45-75-79-79).

LA FEMME DE MA
AMOURS. Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi: (C) UGC Montparnasse, 6 (45-94-94); UGC Odéon, 6 (42-10-30); UGC Biarritz, 5 (20-40); UGC Opéra, (45-74-95-40); UGC Lyon ville, 12 (43-43-01-59); Godes, 13 (43-36-23-40); Bistrail, 14 (45-39-52-40); Convention Saint-Charles, (45-79-33-00); Images, 18 (22-47-94); Le Gambetta, (46-36-10-96).

L'INSPECTEUR HARRY
LA DERNIERE CIBLE.
américain de Buddy van
v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (4
57-57) ; UGC Danton, 6^e (4

45- 10-30) : UGC Normandie
(45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2
A. 36-83-93) : UGC Montpar
33- 6° (45-74-94-94) ; UGC C
ES 9° (45-74-95-40) ; UGC
1° Bastille, 12° (43-43-01-

UGC Gobelins, 13^e (43-23-44); Mistral, 14^e (43-23-44); Pathe Montparnasse (43-20-12-06); UGC Clichy, 15^e (43-74-93-40); L'Espresso, 18^e (45-22-47-94); Trois

tan, 19^e (42-06-79-79) ; Le
beta, 20^e (46-36-10-96).

LE MOINE NOIR. Film
que de Ivan Dikowitchnik
Cosmos, 6^e (43-44-28-80)

Triumph, 8- (43-32-43-10)

04-67); Fauvette, 13^e (43-31-56-86);
Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40);
Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); 14
Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79);
Gaumont Convention, 15^e (48-28-
42-27); UGC Maillot, 17^e (47-48-
06-06); Trois Secrétan, 19^e (42-06-
79-79).

LE SUZ (Arg.-Fr. v.n.): Forum Orientale
Elysiens, 1* (42-33-42-26); Public Ha-
tefeulle, 6* (46-33-32-26); La Bouille, 11*
coln, 8* (42-37-76); Sept Paronnies, 14*
(43-20-32-20); Bienville Montpar-
nasse, 1* (45-44-25-22).

WILLow (A. v.n.): Forum Horizon, 1*
(42-08-37-27); Les Paronnies, 6* (42-25-
32-26); UGC Rotonde, 6* (45-74-
96-94); UGC Champ-Elysees, 8* (45-
62-40-20); v. r. ex., 2* (42-36-83-82);
UGC Montparnasse, 6* (42-36-83-82);
Paronnies, 1* (42-36-83-82);
Forum Bouille, 12* (43-43-01-59);
UGC Gobelin, 13* (43-32-23-44); Gen-
nion Altesia, 14* (43-37-84-50); Con-
stant Saint-Charles, 13* (43-33-33-33);
Forum Bouille, 13* (45-74-93-40);
Public Chely, 19* (45-22-46-01); Trois
Seccaires, 19* (42-06-79-79); La Gam-
betta, 20* (46-36-10-96).

NOUVEAUX
LE PASSEUR. Film norvégien de
 Nils Gaup, v.o. : Forum Aro-
 Ciel, 1^{re} (42-97-53-74) ; Pathé
 Impérial, 2^e (47-42-72-52) ;
 Pathé Hauteseuille, 6^e (46-33-
 79-38) ; Publicis Champs-
 Elysées, 8^e (47-20-76-23) ; Sept
 Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

TUCKER. Film américain de Francis Coppola, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Bretagne, 6^e (42-22-57-97); UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-10-10).

19-00); Max Linder (1893-1951);
9^e (48-24-88-88); 14 Juillet Bas-
tille, 11^e (43-57-90-81); Escu-
rial, 13^e (47-07-28-04); Gau-
mont Alsia, 14^e (43-27-84-50);
14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-

Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18^e (45-22-46-01).

VAMPIRE ! IL (*) Film américain de Tommy Lee Wallace, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan (45-59-92-82).

2-
3-
4-
5-
6-
7-
8-
9-
10-
11-
12-
13-
14-
15-
16-
17-
18-
19-
20-
21-
22-
23-
24-
25-
26-
27-
28-
29-
30-
31-
32-
33-
34-
35-
36-
37-
38-
39-
40-
41-
42-
43-
44-
45-
46-
47-
48-
49-
50-
51-
52-
53-
54-
55-
56-
57-
58-
59-
60-
61-
62-
63-
64-
65-
66-
67-
68-
69-
70-
71-
72-
73-
74-
75-
76-
77-
78-
79-
80-
81-
82-
83-
84-
85-
86-
87-
88-
89-
90-
91-
92-
93-
94-
95-
96-
97-
98-
99-
100-
101-
102-
103-
104-
105-
106-
107-
108-
109-
110-
111-
112-
113-
114-
115-
116-
117-
118-
119-
120-
121-
122-
123-
124-
125-
126-
127-
128-
129-
130-
131-
132-
133-
134-
135-
136-
137-
138-
139-
140-
141-
142-
143-
144-
145-
146-
147-
148-
149-
150-
151-
152-
153-
154-
155-
156-
157-
158-
159-
160-
161-
162-
163-
164-
165-
166-
167-
168-
169-
170-
171-
172-
173-
174-
175-
176-
177-
178-
179-
180-
181-
182-
183-
184-
185-
186-
187-
188-
189-
190-
191-
192-
193-
194-
195-
196-
197-
198-
199-
200-
201-
202-
203-
204-
205-
206-
207-
208-
209-
210-
211-
212-
213-
214-
215-
216-
217-
218-
219-
220-
221-
222-
223-
224-
225-
226-
227-
228-
229-
230-
231-
232-
233-
234-
235-
236-
237-
238-
239-
240-
241-
242-
243-
244-
245-
246-
247-
248-
249-
250-
251-
252-
253-
254-
255-
256-
257-
258-
259-
260-
261-
262-
263-
264-
265-
266-
267-
268-
269-
270-
271-
272-
273-
274-
275-
276-
277-
278-
279-
280-
281-
282-
283-
284-
285-
286-
287-
288-
289-
290-
291-
292-
293-
294-
295-
296-
297-
298-
299-
300-
301-
302-
303-
304-
305-
306-
307-
308-
309-
310-
311-
312-
313-
314-
315-
316-
317-
318-
319-
320-
321-
322-
323-
324-
325-
326-
327-
328-
329-
330-
331-
332-
333-
334-
335-
336-
337-
338-
339-
340-
341-
342-
343-
344-
345-
346-
347-
348-
349-
350-
351-
352-
353-
354-
355-
356-
357-
358-
359-
360-
361-
362-
363-
364-
365-
366-
367-
368-
369-
370-
371-
372-
373-
374-
375-
376-
377-
378-
379-
380-
381-
382-
383-
384-
385-
386-
387-
388-
389-
390-
391-
392-
393-
394-
395-
396-
397-
398-
399-
400-
401-
402-
403-
404-
405-
406-
407-
408-
409-
410-
411-
412-
413-
414-
415-
416-
417-
418-
419-
420-
421-
422-
423-
424-
425-
426-
427-
428-
429-
430-
431-
432-
433-
434-
435-
436-
437-
438-
439-
440-
441-
442-
443-
444-
445-
446-
447-
448-
449-
450-
451-
452-
453-
454-
455-
456-
457-
458-
459-
460-
461-
462-
463-
464-
465-
466-
467-
468-
469-
470-
471-
472-
473-
474-
475-
476-
477-
478-
479-
480-
481-
482-
483-
484-
485-
486-
487-
488-
489-
490-
491-
492-
493-
494-
495-
496-
497-
498-
499-
500-
501-
502-
503-
504-
505-
506-
507-
508-
509-
510-
511-
512-
513-
514-
515-
516-
517-
518-
519-
520-
521-
522-
523-
524-
525-
526-
527-
528-
529-
530-
531-
532-
533-
534-
535-
536-
537-
538-
539-
540-
541-
542-
543-
544-
545-
546-
547-
548-
549-
550-
551-
552-
553-
554-
555-
556-
557-
558-
559-
560-
561-
562-
563-
564-
565-
566-
567-
568-
569-
570-
571-
572-
573-
574-
575-
576-
577-
578-
579-
580-
581-
582-
583-
584-
585-
586-
587-
588-
589-
590-
591-
592-
593-
594-
595-
596-
597-
598-
599-
600-
601-

LA VOUTRE. Film français de
Georges Wilson : Gaumont Le
Hallé, 1^{er} (40-26-12-12) ; Gau-

14 Juillet Odéon, 6^e (43-29-59-83); Gaumont Ambassade, 1^{er} (43-59-19-08); Gaumont Pa-
nasec, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50);
Gaumont Convention, 15^e (43-27-84-50).

28-42-27).

**T H E A T R E
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
N A T I O N A L
D I R E C T I O N
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30**

ROAD & CRESSIDA
SHAKESPEARE
EMBALLAGE THEATRE
DU 10 JANVIER
AU 12 FEVRIER

ATHÉNÉE
LOUIS JOUVET

**LE
TERRIER**

**JEAN-PIERRE MOIN
présent
JEAN-LUC FORTIN**

LAURENT GARNIER
ANNEE 1998 - 1999

47,42,67,27
AGENCES IMAG, CIRQUE D'ARTS MILLETO

TOMBEZ FOUS D'OBJETS RARES

Soyez fous, soyez rares...
OB'ART : rencontre rare avec
l'objet d'art contemporain.
Pièces uniques ou à tirage
limité, l'originalité signée. A voir.
A avoir. Vous tombez fou d'un
objet rare ? Investissez !
OB'ART : des coups de foudre,
sans coup de folie.

O BART
EXPO-VENTE D'OBJETS D'ART CONTEMPORAIN
Paris - Porte de Versailles - 12 au 17 janvier 1989 - 9h 30 à 19h

Organisation SAAF 62, rue d'Hauteville 75010 Paris Tél (1) 47 70.95.83

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

James L. Lyon

Informations « services »

PARIS

Présentation du futur marché Saint-Germain

Le maire de Paris a présenté, jeudi 12 janvier, la dernière maquette du bâtiment qui, au cœur du sixième arrondissement, remplacera le marché Saint-Germain, construit de 1813 à 1818 par les architectes Blondel et Houson, et amputé des deux tiers de sa surface à la fin du siècle dernier par une Maison des examens. Les travaux, période électorale aidant, vont commencer. Ils dureront quatre ans, en deux tranches. Le projet qui répond — enfin — à toutes les demandes émises par la commission des sites reproduit la silhouette d'origine, avec arcades en pierre de taille et toit en double profil recouvert de tuiles. La Maison des examens sera rasée. Le rez-de-chaussée abritera un marché alimentaire de 1 000 mètres carrés et, sous les arcades du pourtour, un centre commercial. Une grèche de quatre-vingts berceaux, une halte-garderie, un foyer pour handicapés, une salle polyvalente de cinq cents places et le conservatoire de musique du sixième arrondissement occuperont le premier étage. Un parc de stationnement de trois cents places complètera au sous-sol les équipements construits en 1984 : piscine, gymnase et parking.

● Histoire de l'art. — Des cours publics et gratuits, avec projections, auront lieu à partir de la semaine prochaine dans plusieurs quartiers de Paris. Ils sont financés par la donation d'un éditeur mécène du début du siècle, le docteur Lamoignon, qui voulait offrir au plus grand nombre un accès gratuit à la connaissance des chefs-d'œuvre. Faits par des spécialistes et ouverts aux adultes comme aux jeunes, ces cours ont lieu : le lundi, 8 h 45, au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs (9^e) ; le mardi, 18 heures, au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus (12^e) ; le mercredi, 18 h 45, au lycée Buffon, 16, boulevard Pasteur (15^e) ; et le mercredi, 20 heures, au FJT Didot, 41, rue Didot (14^e).

PHILATÉLIE

Boulevard du « poste art »

Quel est le point commun entre un soutien-gorge, une assiette en carton, une chaussure à talon, des gants, une piveuse sèche japonaise ? Ces objets d'art sont tous affranchis à l'aide de timbres, obliques, ont voyagé par la poste, et sont exposés dans la galerie du Messager du Musée de la poste de Paris jusqu'au 25 mars.

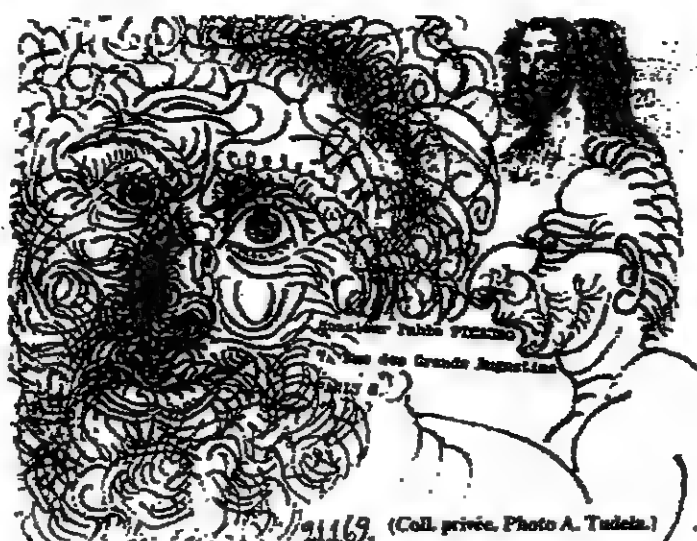
Avec « Coupe d'envoi ou l'art à la lettre », pour la première fois au monde, le « poste art » est une réalité boursée de dynamisme et d'humour, d'une tradition ancienne, consacrée par la création, en 1962, par Ray Johnson, de la New York Correspondence School of Art.

Le visiteur est accueilli à l'entrée par une superbe *Victoire de Samothrace* signée Emile Tramouli, tableau composé de 80 000 timbres (ce qui lui a valu de figurer au Guinness des records).

La galerie du Messager s'est revêtue, pour la circonstance, d'un remarquable habit bleu marine : sol, plafond, murs, rien n'a échappé à la peinture. Ce décor théâtral accueille divers espaces thématiques. Les objets bizarres, inhabituels, ayant voyagé, déjà cités (pourquoi n'essayez-vous pas ?), des vignettes en provenance de pays fantaisistes (Woodland, Katibou, République de Tunisie), les correspondances d'artistes célèbres comme Cocteau, Vasarely, Léonor Fini, Mailly, Eluard ou Deane, des cartes de vœux de Miro, Braque ou Tanguy. Vous n'avez peut-être jamais pensé à mettre votre courrier dans une machine à laver ? Une vidéo vous donne un aperçu du résultat. Les plus grands noms de l'histoire de l'art contemporain sont représentés : Picasso, Combas, Kandinsky, Steinberg, Tapiro ; à noter, une compression de cartons d'emballage de César et une poubelle d'atelier d'Arman.

Côté purement philatélique, le musée a sorti de ses collections le superbe travail préparatoire d'Alexandrine pour son timbre *Rose d'écriture*, paru en 1985. Dail, Soulagas et Braque sont aussi au rendez-vous. Vous pourrez expédier pendant trois semaines un courrier original acheté sur place à partir de « cabinet d'écriture », dans lequel figure en bonne place une lettre d'amour de Victor Hugo à Juliette Drouot.

Les gagnants du concours « Bien envoyer, bien recevoir » voient leurs œuvres exposées : lettres de toutes formes, de toutes couleurs, de toutes matières, réalisées par exemple à



PABLO PICASSO : lettre du 30 février 1968 (sic) dessin au feutre et stylo bille sur le papier.

l'aide de pâtes alimentaires (alphabétiques bien sûr), boîtes aux lettres transparentes ou spatiales... Les philatélistes auront ainsi l'occasion de prendre un bon bol



ALECHINSKY : thèse faite en 1985 sur fond de texte de Bont...

d'art. Pour sa part, la nouvelle équipe dirigeante du musée, avec sa réa, depuis le 1^{er} juillet 1988, Marie-Claude Le Floch, donne le coup d'envoi de sa nouvelle politique tournée vers la modernité, la communication, l'art contemporain et non plus seulement vers l'histoire et la philatélie. Un pari sans doute gagné au vu de l'affluence le jour du vernissage.

Marie-Claude Le Floch ne compte pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'elle envisage de créer une « ligne Musée de la poste » d'objets anciens à usage moderne (une sacoche de télégraphiste-sac à main, par exemple), d'éditer, sous forme de cartes postales, les timbres révolutionnaires de 1989 et même d'ouvrir un Café de la poste.

PIERRE JULIEN

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 janvier 1989 :

DES DÉCRETS

● N° 89-14 du 10 janvier 1989 relatif aux montants de la taxe perçue sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre au profit du budget annexé des prestations sociales agricoles au cours de la campagne 1988-1989.

● N° 88-1275 du 30 décembre 1988 fixant la liste des forêts et terrains à bois ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts.

UN ARRÊTÉ

● Du 15 décembre 1988 relatif à l'augmentation du titre alcoométrique naturel des raisins frais, des moûts et des vins à appellation d'origine de la récolte 1988.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Drouot : samedi 14 janvier, 14 heures : papier peint et toiles imprimées XVIII^e au XIX^e siècle ; 15 h 30 : foraines.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 14 janvier

Coësmiers, 14 heures : vins, alcools.

Dimanche 15 janvier

Louviers, 14 h 30 : préhistoire, archéologie. Seas, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN

Dimanche 15 janvier

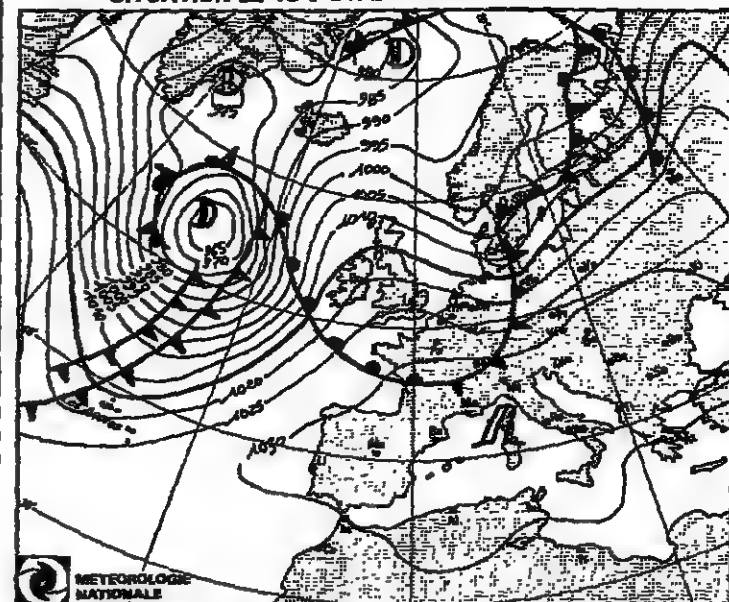
Grainville, tableaux modernes.

LES FOIRES ET SALONS

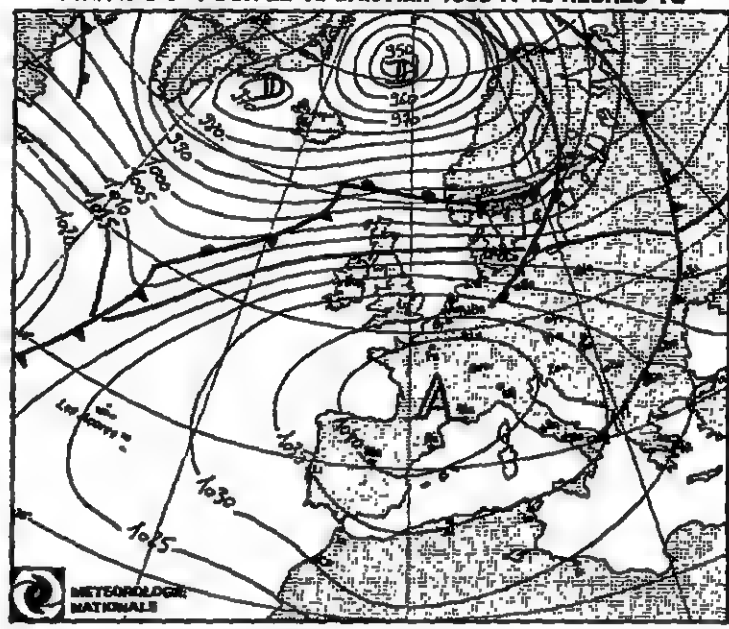
Versailles, Strasbourg.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 JANVIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 13 janvier à 6 heures UTC et le dimanche 15 janvier 1989 à 24 heures.

Un puissant anticyclone s'installera sur l'Europe. Samedi, une perturbation rétrograderait tout de même à travers le nord de la France. Elle occasionnera un passage nuageux mais peu de pluie. Sur les régions méridionales, le soleil sera généreux. Dimanche, brouillard et grêle prédomineront, excepté pris de la Méditerranée.

Samedi : bref passage pluvieux au nord, soleil au sud.

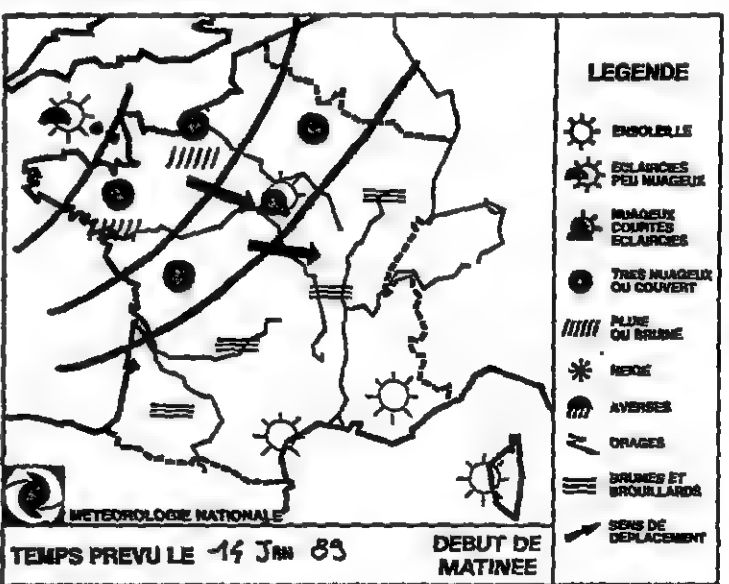
Il pleuvra au cours de la matinée sur les régions des pays de Loire à la Normandie et au Nord, puis des Charentes au Centre, à l'Île-de-France et aux Ardennes. Mais après la pluie, le soleil sera de retour. Dès l'aube, les éclaircies seront déjà présentes sur la Finistère, puis elles s'étendront petit à petit à l'ensemble de ces régions. Le vent soufflera temporairement assez fort.

Au lever du jour, les gelées (0 à -4 degrés) seront fréquentes, excepté sur le Nord-Ouest et près des côtes (4 à 9 degrés). L'après-midi, la température atteindra 9 à 14 degrés de la Bretagne aux Pyrénées et à la Méditerranée. Elle ne dépassera pas 5 à 8 degrés ailleurs.

Dimanche : brouillards généralisés, excepté sur le Sud-Est.

Sur l'ensemble du pays, les brouillards seront nombreux, denses et parfois givrants. Les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse sont assurées de connaître un temps très ensoleillé dès le lever du jour.

Les températures minimales seront comprises entre 1 et -3 degrés dans l'intérieur, entre 3 et 5 degrés sur les côtes. Les maximales atteindront 5 à 9 degrés en général, mais ne dépasseront pas les 2 degrés sur les régions où la grêle persiste. En bordure de la Méditerranée, il fera plus doux, 12 à 14 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-1-1989 à 6 heures TU et le 13-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	11 5	A	LUXEMBOURG	17 7	D
ANGERS	15 3	D		LUXEMBOURG	10 3	P
BAYONNE	17 4	D		MADRID	15 -1	D
BREDAUX	16 4	D		MARRAKECH	15 4	D
BREDAUX	13 5	C		MEXICO	24 9	B
CADIX	11 2	D		MILAN	8 2	A
CHERBOURG	9 4	A		MONTECARLO	4 -16	P
CHERBOURG	14 7	D		MOSCOW	-5 -9	C
CHERBOURG	12 2	D		NAGORNO	26 15	N
CHERBOURG	9 2	P		NEPTON	9 0	C
CHERBOURG	8 0	A		OSLO	7 2	P
CHERBOURG	10 6	A		PALMA DE MAYORCA	19 2	A
CHERBOURG	13 7	N		PARIS	0 -9	D
CHERBOURG	16 3	D		PARIS	22 21	C
CHERBOURG	12 4	A		ROME	14 0	D
CHERBOURG	12 7	N		SINGAPOUR	-	-
CHERBOURG	12 4	A		STOCKHOLM	4 3	C
CHERBOURG	15 6	D		STOCKHOLM	22 19	C
CHERBOURG	10 3	A		STOCKHOLM	10 7	P
CHERBOURG	16 2	D		TOKYO	18 6	A
CHERBOURG	12 4	D		VARSOVIE	5 -1	N
CHERBOURG	11 7	C		VENISE	8 2	A
CHERBOURG	12 6	N		VIENNE	2 0	P

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Le DUT-GEA : un bon diplôme

Le DUT « Gestion des entreprises et des administrations » (GEA) est un bon diplôme. Le Centre d'études juridiques et économiques de l'emploi, qui a étudié la situation de plus de 2 600 diplômés de 1982, a pu constater qu'ils avaient pratiquement tous trouvé du travail dans leur région, le plus souvent dans la comptabilité et l'administration des entreprises. Cette bonne performance d'ensemble recouvre toutefois certaines disparités : on obtient plus facilement un emploi, lorsqu'on a fait la section « finance-comptabilité » que celle dite « personnel », lorsqu'on est un homme ou qu'on habite dans la région parisienne. D'autre part, un bon job ne se trouve pas du premier coup : la plupart des diplômés commencent comme employés et n'accèdent qu'ensuite à une profession « indépendante ».

Le recrutement des DUT-GEA est plus modeste (cadres moyens, ouvriers, agriculteurs) que celui des universités et passe surtout par les bacheliers G, B et D. Mais cet effet de démocratisation s'accompagne avec la poursuite des études. Les auteurs de l'enquête constatent en effet que les étudiants qui continuent après le DUT (et qui représentent près de 30 % des diplômés) sont surtout les garçons de milieu aisé (commerçants, cadres supérieurs) ayant fait des études secondaires médiocres dans des séries scientifiques. Ainsi, contrairement à sa vocation initiale de formation professionnelle courte pour les bacheliers de la « filière technique », le DUT-GEA joue un rôle important de rattrapage pour la clientèle « bourgeoise » qui n'a pas réussi dans les filières « nobles ». Le calcul en tous cas est rentable : l'insertion professionnelle se fait dans de meilleures conditions pour ceux qui peuvent accompagner leur DUT-GEA d'un autre diplôme : licence, maîtrise ou diplôme d'expert-comptable...

F. G.

Le DUT-GEA. Des études à l'emploi ; par J.-L. Hermen et F. Besson. CEJEP, Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31042 Toulouse Cedex. Tél. : 51-83-38-81 ou 51-83-38-88.

● L'Eglise et la Révolution

Les aumôniers étudiants d'Ile-de-France organisent une conférence-débat sur « L'Eglise catholique et la Révolution, de refus à l'accueil ? », jeudi 25 janvier à 20 heures, dans les locaux de la paroisse Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye, Paris, 6^e.

● A Normale Lyon

M. Serge Feneuille, directeur général adjoint de Lafarge-Coppée, ancien directeur du CNRS, est nommé président

du conseil d'administration de l'Ecole normale supérieure de Lyon, par un décret paru au Journal officiel du 12 janvier.

● Les communes et l'Europe

Le centre d'éducation permanente de l'université de Paris-X réunit les 2 et 3 février à Nanterre un colloque international sur « les compétences des administrations locales dans les pays de la Communauté européenne ». (Université de Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 40-87-78-66.)

هكذا من الأصل

24 Le Monde • Samedi 14 janvier 1989 •

RENAULT
SUPERCINQ
BEST-SELLER
1986/1987/1988



**La voiture française
la plus vendue en
Europe occidentale
en 1988.**

RENAULT préconise **elf**

RENAULT

DES VOITURES

A VIVRE

F03307
PUBLICS

Economie

L'OPA sur Aussedat-Rey

International Paper veut être le premier en Europe

La firme américaine International Paper Corp. (IPC), numéro un mondial de la pâte à papier, se propose de lancer une OPA amicale selon elle, sur la totalité du capital d'Aussedat-Rey, numéro deux de l'industrie papetière française (nos dernières éditions datées 13 janvier). Les modalités de l'opération devraient être connues lundi 16 janvier, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics. IPC pourrait proposer de racheter les actions Aussedat-Rey à 670 F et 680 F, ce qui porterait le montant de l'acquisition à environ 2 milliards de francs. La cotation d'Aussedat-Rey a été immédiatement suspendue jeudi 12 novembre (dernier cours : 612 F).

On attendait l'entrée de la société espagnole Torres Hostench, filiale du groupe koweïtien KIO (Koweit Investment Office), et c'est la firme américaine International Paper Corp. qui lance l'offensive. Tout était prêt en effet au mois de novembre dernier pour accueillir Torres Hostench dans le capital d'Aussedat-Rey. Le groupe français cherchait un partenaire pour doubler la capacité de son usine de Sallat en Haute-Vienne, la plus intégrée d'Europe dans la reprographie et au centre de la stratégie d'investissement du groupe. Le coût de l'opération est évalué à 2 milliards de francs. Sur l'échiquier papetier européen, Aussedat a un poids non négligeable. Numéro deux français derrière Arjomat, avec un chiffre d'affaires attendu de 4,8 à 4,9 milliards de francs pour 1988, le groupe est surtout le premier producteur européen de papier pour la photocopie et la bureautique.

«Prétention exorbitante»

En apportant l'argent nécessaire au développement de l'usine de Sallat (900 millions de francs de chiffre d'affaires), Torres Hostench du même coup son emprise sur le marché français et pouvait briser selon son ambition — la première place en Europe, en prévision du grand marché de 1993.

A la fin du mois d'octobre 1988, les milieux industriels marseillais tentent pour acquiescer l'association Torres-Aussedat. Manifestement, les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur le montant de la participation de la société espagnole, qui voulait au minimum acquiescer la minorité de blocage dans le capital de la société française. «Prétention

exorbitante», aurait-on jugé à la direction d'Aussedat.

Reste que la défense du groupe contre un raid d'envergure n'était pas assurée. Les familles Aussedat et Rey possèdent 15 % des actions (30 % des droits de vote). Le groupe papetier autrichien Leykam-Murtzler est actionnaire à 4 % et la Banque (BNP) à 2 %. Le reste des titres est disséminé entre les investisseurs institutionnels et le grand public. Or Aussedat a tout pour séduire un raid. En plus de ses positions industrielles, l'affaire est en plein renouveau. Encore dans le rouge en 1985 (- 22,3 millions de francs), le groupe avait par la suite opéré un redressement spectaculaire. Il avait été la vedette de la Bourse en 1986 en prévision de son retour aux bénéfices (environ 100 millions de francs). Grâce à une conjoncture portuese, l'exercice 1987 s'était soldé par un résultat consolidé de 140 millions de francs. Aussedat, dont l'usine de Sallat reste le fer de lance, se porte toujours à merveille. Malheureusement pour la société, elle est maintenant redevable de l'impôt sur les bénéfices, et de ce fait, pour 1988, ses profits ne s'élèveront qu'à 125 millions de francs. Pas de quoi faire reculer l'américain IPC, qui dispose d'importantes munitions. Sur un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars (60 milliards de francs), le groupe devrait dégager pour 1988 un bénéfice de 750 millions de dollars (4,5 milliards de francs).

D'après un analyste, l'intervenant est «dissuasif» de par ses moyens, mais son offre n'apparaît toutefois pas très généreuse. La direction d'Aussedat se refuse, elle, à faire le moindre commentaire.

ANDRÉ DESSOT.

Avec 17,5 % du capital

La Sodexo devient le quatrième actionnaire des Wagons-Lits

C'est une somme de l'ordre de 850 millions de francs que la société de restauration Sodexo, fondée et dirigée par M. Pierre Belloin, a consacré au rachat de 17,5 % des actions de la société de droit belge la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT). Les trois autres actionnaires des Wagons-Lits sont la Caisse des dépôts et sa filiale Sofitour pour 28 %, le groupe Pargesa-Bruxelles-Lambert pour 20,5 % et le groupe saoudien Rolaco pour 12 %.

L'annonce de l'entrée de la Sodexo dans le tour de table des Wagons-Lits met un terme aux spéculations sur le mystérieux acheteur qui, depuis plusieurs mois, ramassait des actions de la CIWLT en Bourse. Elle fait pendant à l'arrivée, fin septembre 1988, de M. Georges Pébereau, président de Maseux Investissements, que M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, avait fait entrer dans le tour de table en créant avec lui une filiale commune, Sofitour (54 % pour la Caisse et 46 % pour Maseux), et en cédant à celle-ci, à un bon prix, 20 % sur les 28 % du capital de la CIWLT qu'il détenait alors.

Au point de vue stratégique, l'arrivée de Sodexo est présentée comme une amorce de complémentarité avec les Wagons-Lits. Ceux-ci sont présents dans la restauration collective et publique avec Eurest (44 % de leur chiffre d'affaires), dans l'hôtellerie (22 %), les wagons-lits (20 %), le tourisme (10 %) et ils viennent de reprendre le loueur de voitures Europcar et les deux premiers loueurs mondiaux de bateaux de plaisance. Ils ont réalisé 210 millions de francs (+ 27 %) de bénéfices nets en 1988. La Sodexo, elle, est le numéro cinq mondial de la restauration collective (entreprises, écoles, centres de loisirs) et le numéro un des bases-vie. Elle a réalisé 111,6 millions de francs (+ 18 %) de bénéfices au cours de son dernier exercice.

Pour M. Pierre Belloin, son président-fondateur, l'entrée dans le capital de la CIWLT veut d'abord dire une bonne affaire. «Nous croyons à l'avenir des Wagons-Lits, dont les résultats sont en croissance. Il s'agit pour nous d'un bon investissement qui nous diversifie dans le domaine international. Il s'agit aussi d'une complémentarité : Les Wagons-Lits se sont pratiquement retirés des bases-vie et des titres res-

taurant, où nous nous sommes développés. En restauration, il est vrai, que nous sommes parfois en concurrence, mais, à l'avenir, nous pourrions distinguer trois catégories de pays. Ceux où ni les Wagons-Lits, ni Sodexo ne sont implantés : nous unirons nos efforts. Ceux où un seul des deux groupes est présent, par exemple l'Allemagne de l'Ouest, où se trouve Eurest, et les Etats-Unis, où nous réalisons 32 % de nos activités : nous éviterons les doublons. Ceux où nous nous sommes installés tous les deux, comme la France ou l'Espagne, nous y sommes en concurrence et nous le resterons».

Un certain nombre d'observateurs tirent de ce rapprochement des conclusions beaucoup moins trépidantes que celles du communiqué commun CIWLT-Sodexo qui fait état de l'aboutissement de «réflexions stratégiques qui ont eu lieu dans le courant de l'année 1988 au sein des deux sociétés». M. Belloin ne souligne-t-il pas qu'il a été «accueilli en ami par tous» ? Pourtant d'aucuns persistent à penser que l'équipe, dite «des Belges», Pargesa-Bruxelles-Lambert-Rolaco-Sodexo, a été formée pour bouter dehors M. Pébereau, obligé la Caisse des dépôts à se souvenir que les Wagons-Lits ont leur siège social à Bruxelles et, malgré l'avis de M. Antoine Veil, administrateur délégué, vendre leur division hôtelière trop peu rentable pour certains actionnaires.

La vérité se situe quelque part entre le communiqué émissif publié jeudi et ce scénario de complot. Il est vrai que MM. Lion et Pébereau ont irrité certains de leurs partenaires par un comportement «hexagonal», voire impérialiste, de même que Pargesa-Bruxelles-Lambert estime que la vocation des Wagons-Lits se situe plus dans les services que dans les investissements hôteliers. Les bouleversements étant aux Wagons-Lits progressifs et feutrés, il se pourrait que la Caisse des dépôts, rudement attaquée sur le dossier de la Société générale, rende sa liberté à M. Pébereau d'ici quelque temps, et que M. Antoine Veil se voie pousser à accepter, un jour, une amputation à laquelle il ne souscrit pas pour l'instant.

Une première indication sur les réorientations possibles devrait suivre la réunion extraordinaire du conseil d'administration de la CIWLT, prévue pour le 19 janvier.

ALAIN FAUJAS.

Après deux ans de négociations

Gaz de France et la SONATRACH s'entendent sur un prix de compromis pour le gaz algérien

Les deux partenaires ont diffusé un communiqué commun laconique à la dizaine de journalistes présents peu après la cérémonie de signatures annonçant que cet accord «met fin au différend entre les deux entreprises et définit le régime applicable à partir du 1^{er} janvier 1989».

La conclusion de cet accord était attendue depuis la dernière réunion à Paris, vendredi 6 janvier, des négociateurs, et la signature, pendant ce week-end, d'un ensemble d'aides financières entre Paris et Alger (le Monde du 11 janvier).

Bien qu'officiellement les deux affaires soient séparées, le «coup de pouce financier» accepté par Paris a, en effet, aidé au règlement de ce contentieux qui pesait sur les relations économiques entre les deux pays depuis deux ans.

Après des mois de blocage complet, les positions de Gaz de France et de la SONATRACH s'étaient, depuis peu, nettement rapprochées sur la question du prix, objet essentiel du différend. Alors que l'écart initial dépassait 30 %, il avait été réduit à environ 5 %. Les dernières propositions françaises s'inscrivaient dans une fourchette de 2,20 à 2,26 dollars par million de BTU (1), et celles de l'Algérie variaient de 2,20 à 2,35 dollars. Le compromis finalement retenu situe le prix un peu au-dessous de 2,30 dollars, ce qui est supérieur aux autres contrats conclus tant par la France avec ses fournisseurs que par l'Algérie avec ses autres clients, mais reste bien en dessous des demandes initiales de la SONATRACH (2,80 dollars).

De surcroît, l'Algérie a accepté de modifier la base d'indexation des contrats, qui, jusqu'ici, reliait aux prix officiels d'un panier de huit pétroles bruts, seront désormais fixés en fonction des cours réels des mêmes pétroles. En outre, le système de révision des contrats a été modifié. La nouvelle formule s'appliquera pour quatre ans rétroactivement à partir de janvier 1987, date à laquelle un nouveau prix aurait dû entrer en vigueur, donc jusqu'à la fin de 1990.

Mais il est prévu que la révision se fera à la demande de l'un des partenaires en fonction des conditions du marché, ce qui montre la volonté d'Alger de revenir à un

Deux ans et demi auront finalement été nécessaires à Gaz de France et à la SONATRACH pour trouver un terrain d'entente sur le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien enlevé par la France. Au terme d'une visite de vingt-quatre heures à Alger, le président de GDF, M. Francis Gutman, et le directeur général de l'entreprise, M. Pierre Gadonneix, ont signé, jeudi 12 janvier, avec M. Saddek Bousensa, ministre algérien de l'énergie — mais qui agissait surtout en tant que directeur général de la SONATRACH, — un accord qualifié de «compromis réaliste» par M. Gutman.

comportement commercial dans ses négociations gazières, cela afin de rester d'ici à la fin du siècle l'un des principaux fournisseurs de l'Europe.

Trois contrats

La France a conclu avec l'Algérie trois contrats d'achat de GNL, qui expirent en 1990, 1998 et 2002 et concernent respectivement des quantités annuelles de 500 millions de mètres cubes, 3,5 milliards de mètres cubes, et 5,1 milliards de mètres cubes, soit au total 9,1 milliards de mètres cubes, un tiers des approvisionnements français.

Gaz de France était en négociation avec la SONATRACH depuis le mois de juillet 1986 pour redéfinir le prix du GNL correspondant au contrat du 3 février 1982. Vivement critiqué à l'époque de sa signature, ce contrat, considéré comme étant plus «politique» que commercial, impliquait une différence de prix de plus d'un quart entre le GNL algérien et les autres sources d'approvisionnement de GDF. L'Etat français, qui avait accepté de prendre à sa charge une partie (13,5 %) de ce «surcoût politique», avait toutefois très vite (en 1985) renoncé à cette charge. Dès l'année suivante, GDF devait donc supporter seul le fardeau, qui allait affecter sensiblement ses bilans.

La société française souhaitait trouver une solution, tenant compte de la concurrence, mais, entre-temps, les prix officiels des pétroles bruts s'étaient effondrés, passant de 34 dollars le baril en 1982 à 14 dollars en 1986.

La formule de 1982, particulièrement avantageuse pour l'Algérie, avec un baril fort, devenait désastreuse avec des prix officiels aussi

bas, risquant même, tant elle était réactive, d'induire des prix négatifs pour le GNL. Après l'effondrement des prix du brut, SONATRACH et Gaz de France concluaient donc en 1986 un accord transitoire (suspendant le dispositif de 1982), qui fixait le million de BTU à 2,9 dollars.

Cet arrangement temporaire devait prendre fin en décembre 1986 pour que s'applique, dès le 1^{er} janvier suivant, la nouvelle formule de calcul des prix négociée à l'occasion de la révision prévue des contrats. En l'absence d'accord, SONATRACH continuait cependant d'appliquer le dispositif transitoire de mars 1986 et facturait le gaz à 2,8 dollars, tandis que GDF, sur la base du contrat de 1982, payait à son fournisseur moins de 2 dollars le million de BTU livré. La différence entre les sommes réellement acquittées par GDF et celles facturées par SONATRACH était au cœur du différend opposant les deux sociétés.

La France l'estimait, compte tenu des prix souhaités, à 1 milliard de francs, tandis que l'Algérie calculait, elle, plus de 3 milliards. Bien qu'aucune précision n'ait été donnée sur ce point, les arriérés dus par Gaz de France devraient se situer entre 1 et 2 milliards de francs ; dont une partie (850 millions) a déjà été versée par GDF.

Un dossier politique

L'accord signé à Alger jeudi met fin à l'une des plus longues négociations à caractère économique entre la France et l'Algérie. Faute d'accord entre les représentants des deux sociétés, elles étaient passées, en 1987, au niveau politique. Le ministre algérien de l'énergie de l'époque, M. Belkacem Nabil, avait indiqué à plusieurs reprises que

«les relations gazières étaient la clé de la coopération entre Alger et Paris», menaçant de ramener «à zéro» les rapports entre les deux pays. Un thème repris par l'ancien ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, lors de ses dernières visites officielles en France.

Les membres des gouvernements français successifs se sont également impliqués dans ces négociations à plusieurs reprises. Et si, comme a tenu à le faire remarquer M. Gutman, «les gouvernements ont traité ce qui relève des gouvernements», et «les entreprises ont décidé et réglé ce qui concerne les entreprises», la politique est restée bien présente au cours de toutes ces discussions.

L'accord financier conclu dimanche 8 janvier, par lequel Paris ouvrirait une enveloppe de 7 milliards de francs de crédits à Alger, laissait présager la conclusion imminente de ces négociations. Les dirigeants français, au terme d'une longue période de réflexion, succédant aux émeutes sanglantes du mois d'octobre, en Algérie, ont, semble-t-il, décidé de soutenir le président Chadli dans sa politique de réforme de l'économie et de la société algériennes. Une série de gestes qui devraient inciter les autres gouvernements occidentaux à épauler l'Algérie à un moment crucial de son histoire.

Le ministre algérien de l'énergie, M. Saddek Bousensa, devrait être, dès vendredi, à Bruxelles. Il rencontrera le vice-premier ministre et ministre des affaires économiques. Les entretiens seront axés sur le dossier gaz, selon la presse algérienne, qui souligne qu'ils auront pour objectif de débloquer les négociations SONATRACH-DISTRIGAZ. La société gazière belge comme son homologue espagnol ENAGAS attendaient le résultat des discussions avec Gaz de France pour reprendre avec SONATRACH leurs propres négociations, qui devraient déboucher sur un réaménagement de leurs contrats existants.

FREDÉRIC FRITSCHER et VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le BTU (British Thermal Unit) est l'unité de mesure internationale traditionnelle. Un million de BTU équivaut à environ 25 mètres cubes.

Réunis par M. Delors à Bruxelles

Syndicats et patronats européens se mettent d'accord sur un «pilotage politique du dialogue social»

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

Les quatre-vingts participants à la réunion syndicats-patronats et Commission européenne, le jeudi 12 janvier en matinée, ont été très nombreux à avoir perdu leur temps. Le dialogue social entre l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE), la Confédération européenne des syndicats (CES) et le Conseil européen des entreprises publiques (CEEP), que M. Jacques Delors avait relancé en janvier 1985, a progressé de manière significative. Interrogé à l'issue du «sommet» sur la manière dont cela s'est passé, M. Pierre Guilleu, vice-président du CNPF, résumait bien l'état d'esprit général : «Formidablement bien».

Pressés par M. Delors, l'UNICE, la CES et le CEEP sont parvenus à des conclusions internes «communes qui, en premier lieu, prévoient la création d'un «groupe de pilotage au niveau politique», qui aura pour mission de «donner une impulsion permanente au dialogue social» et d'évaluer les avis communs dégagés dans le cadre du dialogue social et leurs prolongements possibles. Ce comité va également travailler sur l'éducation et la formation et sur les «perspectives d'un marché européen du travail», thèmes que le CNPF avait mis lui-même en avant lors de ses assises du 13 décembre dernier consacrées à l'Europe.

Ce comité devrait se réunir deux fois par an et être composé de syndicalistes et d'employeurs placés à un haut niveau de responsabilité afin qu'ils puissent, selon le vœu de M. François Perigot, président du CNPF, «s'engager». Mais la Commission a également pris plusieurs engagements. Chaque année, elle publiera un rapport «approfondi» sur la situation de l'emploi. M. Delors a déjà indiqué qu'en 1988 la CEE avait créé 1,6 million d'emplois, contre 1,2 million en 1987, 1 million en 1986, zéro en 1984, des emplois ayant été perdus tant en 1982 qu'en 1983. La Commission va également consulter les

partenaires sociaux sur les programmes de développement régional, la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux et le projet de société de droit européen.

Un progrès

Ce «pilotage politique du dialogue social», selon la formule de M. Delors, a été apprécié par les syndicats. M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT (1), a parlé d'une «étape importante» dans la voie permettant de donner «une visibilité politique à l'Europe». Mais, il a ajouté : «Le dialogue social ne suffit pas. Il faut qu'il puisse déboucher sur des négociations». M. Ernst Breit, président de la CES (et du DGB allemand), a défendu la même position. S'il a reconnu qu'il s'agit d'un «progrès», il a maintenu intégralement les revendications syndicales de conclusion d'accords-cadres européens et de législation commune. Pour M. Breit, «le dialogue social ne peut pas remplacer une législation européenne», mais il «peut servir à préparer de telles possibilités».

Si l'avancée paraît modeste, elle n'en est pas moins réelle. Incontestablement, c'est l'UNICE qui a le plus bougé le 12 janvier, pour la plus grande satisfaction de M. Delors, qui l'a largement poussée dans ce sens. Les concessions patronales tiennent non seulement à l'acceptation du «groupe de pilotage» mais aussi à la reconnaissance que syndicats et patronats évalueront les «prolongements possibles» (accords en bonne et due forme ? directive communautaire ?) de leurs avis communs.

Pour M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, la réunion du palais d'Egmont a permis «une bonne compréhension des possibilités du dialogue social et de ses limites. Il y a encore de grandes divergences». Mais, a-t-il ajouté, «il n'y a pas de tabou» au sein du groupe de pilotage : «Tous les sujets sont permis». «Même l'accord-cadre n'est pas tabou», a souligné M. Tyszkiewicz. Mais à quoi sert un accord-cadre si les

deux parties ne sont pas mandataires ? Les prolongements des avis communs, c'est une ouverture. Il s'agit, a-t-il précisé, de «réfléchir comment on utilise les avis communs pour qu'ils aient des effets». «L'Europe sociale, a-t-il conclu, bien sûr on la veut, mais il faut la payer (... sans entraver notre compétitivité».

Si le patronat britannique a brillé par ses silences — et les syndicats grecs, irlandais et luxembourgeois par leur absence, — le CNPF, qui avait déjà commencé à assouplir sa position, a œuvré dans le sens de l'ouverture. M. Perigot a estimé, après avoir noté que «le dialogue social rebondit», que le groupe de pilotage devait permettre de «traiter les vrais problèmes». Mais il n'est pas question d'aboutir à une rigidification des rapports sociaux. Le CNPF consulte actuellement les syndicats français sur l'Europe, la CFDT et FO ayant déjà été reçues. On est encore loin de ce qui s'est passé en Italie, où les trois confédérations syndicales, le patronat et le ministère du travail ont fait, il y a quelques jours, une déclaration commune sur l'Europe. Mais le paysage s'éclaircit. De petits pas en petits pas, l'Europe finira peut-être par avoir aussi un jour une dimension sociale...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Contrairement à ce qui était prévu, la délégation de FO n'était pas conduite par M. André Bergeron mais par M. Bernard Mourget, secrétaire confédéral.

Le Salon du meuble ouvert au public

Le Salon du meuble, qui se tient à la porte de Versailles, à Paris, était jusqu'ici réservé aux professionnels. Il accueille, pour la première fois, le grand public samedi 14 janvier, de 9 h 30 à 19 heures. On ne pourra pas acheter, mais on pourra regarder, se renseigner, obtenir l'adresse des points de vente, et connaître la fourchette des prix pratiqués au détail.

La France annule le tiers de la dette publique malgache

Dépassant l'initiative de Toronto, assurant aux Etats les plus pauvres et très endettés d'Afrique l'annulation du tiers de leurs échéances garanties, le gouvernement a décidé, à l'occasion de la réunion de la commission mixte franco-malgache, le jeudi 12 janvier, d'éponger le tiers de l'encours de la dette globale de Madagascar, auprès de la France, soit 1,2 milliard de francs.

Cette décision s'accompagne d'un volume de prêts de 110 millions de francs pour les deux prochaines années, une hausse de 30 millions sur l'exercice 1987-1988 et de conventions avec le Fonds d'aide et de coopération (FAC) d'un total de 13,6 millions. A Antananarivo, le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a récemment annoncé la signature prochaine d'un «très important accord» avec Madagascar dont la dette de 9 milliards de francs implique une rigueur difficile à mettre en œuvre compte tenu des conséquences sociales.

● Réunion prochaine du G7, selon M. Lawson. — Les ministres des finances britannique et ouest-allemand, MM. Nigel Lawson et Gerhard Stoltenberg, ont rencontré tour à tour cette semaine à Washington le secrétaire d'Etat américain Nicholas Brady. Point commun de ces discussions, la tenue prochaine d'une réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) — qui pourrait se tenir dans les semaines qui viennent, selon M. Lawson, et la hausse des taux d'intérêt américains.

M. Stoltenberg a qualifié le niveau du dollar d'acceptable, mais il est clair que la hausse des taux américains outre-Atlantique lui fait redouter un affaiblissement du mark, qui pourrait avoir l'inflation en Allemagne. M. Lawson a également de quoi s'inquiéter, puisqu'il a fait savoir, de retour à Londres, que la hausse en rythme annuel des prix britanniques atteindrait 7 % au cours des prochains mois.

مكتبة من الأصول

Marchés financiers

M. Bernard Arnault prend la tête de Louis Vuitton-Moët-Hennessy

Bernard Arnault, le PDG de Financière Agache, l'a donc emporté. Vendredi 13 janvier il a été nommé président du directoire qui se réunissait dans la grande salle de l'hôtel particulier du boulevard de Latour-Maubourg. La veille, M. Alain Chevalier, président du directoire avait rendu publique sa démission dans les salons de Publicis. Un peu plus tard, M. Jean-Louis Masurel, directeur général, annonçait, lui aussi, son départ. Ils sont remplacés par M. Pierre Godé, conseiller de M. Arnault à la Financière Agache et M. Anthony Greener, un représentant de Guinness. Ces modifications qui interviennent à la tête du numéro un mondial du luxe sont l'aboutissement de la bataille boursière qui avait été engagée au milieu de la semaine dernière. Par ailleurs, le Britannique Guinness conforte sa position dans LVMH, dont il va détenir indirectement 19,6 % pour un investissement total de 800 millions de livres (près de 9 milliards de francs).

La démission de M. Alain Chevalier

Un homme de l'establishment

Cela ne pouvait plus durer : depuis plusieurs mois il y avait trop de divergences au sein du directoire de Moët-Hennessy-Louis Vuitton que le président, M. Alain Chevalier, a décidé de quitter la présidence de la direction.

Un projet, à vrai dire, lui avait fait peur très récemment. Pour essayer d'assouplir la gestion du directoire qu'il présidait, et pour donner un peu d'air aux différents départements, Alain Chevalier avait lancé l'idée d'une fusion de diverses branches, coiffées par une holding LVMH et dont, naturellement, il aurait dirigé la branche cognac-champagne, en association avec ses amis de Guinness ? Contre-attaque de M. Arnault, qui déclarait au début de la semaine : « Je suis le seul à ne pas vouloir démanteler LVMH. Les mauvaises langues prétendent qu'effectivement LVMH sera sinon démantelé, du moins mis en filiales, qui seront introduites en Bourse, avec beaucoup de milliards à la clé, mais au bénéfice de Bernard Arnault... Elles assurent aussi qu'Henry Racamier a introduit le coup dans la bergerie et s'en mordra les doigts ».

Effectivement, voilà déjà dix-huit ans que cet énarque est entré chez Moët-et-Chandon. Né à Alger en 1931, « monté » à Paris pour faire ses études, il se retrouve auditeur à la Cour des comptes en 1959 puis dans un obscur bureau à la direction du Plan à Alger et, enfin, chargé de mission à la Direction des carburants. En 1964, il part pour la région, pour y passer six ans comme secrétaire général, avec l'impression d'avoir un peu raté sa vie et de tourner à vide, confiera-t-il plus tard. En 1970, c'est le coup de chance : il rencontre, au cours d'un dîner, Robert-Jean de Vogüé, PDG de la célèbre maison de champagne Moët et Chandon, à qui il suggère l'idée de l'alliance de produits de luxe à l'exportation.

M. de Vogüé trouve l'idée intéressante, lui demande de l'étudier et, un an après, c'est effectivement Alain Chevalier qui, comme nouveau directeur général de la maison, va superviser le mariage du champagne Moët avec le cognac Hennessy. En 1982, il sera PDG après avoir, au passage, ajouté à l'empire les parfums Dior, avec des demi-succès, et des échecs tout court, comme une aventure dans la rose aux États-Unis.

Toutefois, par la politique, il a fait un brin de chemin avec le radical Félix Gaillard avant la disparition en mer de ce dernier, en 1964. Au printemps 1986, il refusa à Jacques Chirac, son vieux camarade de la Cour des comptes, d'être ministre de l'Industrie, comme il avait refusé, en 1981, d'être président du Conseil national du patronat français : Moët-Hennessy c'est bien plus passionnant et c'est aussi le vrai pouvoir.

En 1987, une idée lumineuse jaillit dans sa tête et dans celle d'Henry Racamier, soixante-seize ans, le dynamique PDG des bagages Louis Vuitton : réunir les deux entreprises et leurs actionnaires familiaux pour décourager les OPA et, toujours la même idée, associer deux industries de luxe dans leur offensive sur les marchés extérieurs. C'est le mariage, applaudi par tous, sous les auspices de la Banque Lazare et de Paribas.

Hélas ! très vite la zizanie va s'installer entre les deux hommes. Non seulement Henry Racamier est d'un naturel peu conciliant, mais surtout sa politique est fondamentalement différente de celle d'Alain Chevalier. Pour ce dernier, la priorité doit être donnée au développement industriel de l'outil, les acquisitions, indispensables certes, venant en second. Le groupe Vuitton, en revanche, avait eu une politique d'acquisitions permanentes (Givency, le champagne Veuve Clicquot, etc.). Si la fusion s'effectuait assez bien au niveau des structures, à celui des chefs c'était le divorce.

En juin 1988, pour faire pièce à Alain Chevalier, Henry Racamier présente Bernard Arnault, l'étoile montante, l'animateur de la Financière Agache, qui réalise déjà près de 6 milliards de francs dans l'industrie de luxe (Dior couture, Lacroix couture, Christian Dior, etc.) et rêve d'entrer chez LVMH, où il va bientôt détenir 24 %, en participation avec le géant britannique Guinness. Ce dernier, en juin 1987,

avait signé un accord majeur d'association avec Alain Chevalier pour la distribution mondiale du cognac, du champagne et du whisky. En septembre dernier encore, Bernard Arnault, désormais en place dans LVMH, assurait : « Alain Chevalier est l'un des meilleurs managers français et j'appuie son action ». M. Arnault n'est pas parvenu à « J'ai les actions, donc je dirige », a-t-il coutume de dire.

Un projet, à vrai dire, lui avait fait peur très récemment. Pour essayer d'assouplir la gestion du directoire qu'il présidait, et pour donner un peu d'air aux différents départements, Alain Chevalier avait lancé l'idée d'une fusion de diverses branches, coiffées par une holding LVMH et dont, naturellement, il aurait dirigé la branche cognac-champagne, en association avec ses amis de Guinness ? Contre-attaque de M. Arnault, qui déclarait au début de la semaine : « Je suis le seul à ne pas vouloir démanteler LVMH. Les mauvaises langues prétendent qu'effectivement LVMH sera sinon démantelé, du moins mis en filiales, qui seront introduites en Bourse, avec beaucoup de milliards à la clé, mais au bénéfice de Bernard Arnault... Elles assurent aussi qu'Henry Racamier a introduit le coup dans la bergerie et s'en mordra les doigts ».

Reprise en main par le capital

De cet affrontement M. Chevalier, bien élevé sous son masque de discrétion, sort profondément meurtri : « M. Racamier expliquera pourquoi il a mis le groupe dans cette situation et M. Arnault aussi. » Avec une exception pour M. Anthony Tennant, le directeur général de Guinness : « Il ne m'a pas trahi, mais il doit tenir compte des intérêts de son groupe. » Effectivement, pour Guinness, l'un des quatre grands mondiaux des boissons alcoolisées, il n'est pas possible de se désintéresser des seuls grands producteurs français de champagne et de cognac qui puissent encore être acquis en France après le rachat de Martell par le grand rival Seagram.

Mais après dix-huit ans de travail et de réussite, M. Chevalier, gestionnaire sans capital, peut avoir la très désagréable impression d'avoir travaillé pour le roi de Prusse, c'est-à-dire pour les familles (LVMH vaut 50 milliards de francs en Bourse et le titre a doublé en dix-huit mois) et maintenant pour un brillant financier qui va empêcher la mise. Devenir actionnaire lui-même ? « Il dit toutes les rémunérations exceptionnelles, répond M. Chevalier, il y a deux ans seulement que les dirigeants de sociétés peuvent obtenir des options sur titres avantagieuses, donc entrer dans le capital de leur entreprise. » Et de se prendre à philosopher : « Il y a eu l'époque des managers et maintenant c'est la reprise en main par le capital, par des gens qui ont beaucoup d'argent. Tout de même, il faudra finir les acquisitions sur le plan industriel. De plus, pour ce qui sera possible, les sociétés vont essayer de sortir de la Bourse, très dangereuse, comme elles le font aux États-Unis. » Vision prophétique ou renouveau amère d'un homme qui, de son propre aveu, n'aime ni la boxe, ni le catch, ni les courses de chevaux, et ne supporte pas les gens qui, dans une discussion, sont décidés à ne rien concéder ?

FRANÇOIS RENARD.

● Ferrel devient le Groupe George-V. — Ferrel, holding intégrée du groupe de Bernard Arnault (Arnault & Associés) change son nom pour celui de « Groupe George-V ». Arnault & Associés est le holding central de la famille Arnault, actionnaire principal du groupe Financière Agache (le Bon Marché, Bousquet-Saint-Frères, Conforama, Christian Dior, qui a d'importantes intérêts dans LVMH). Le nom de « Ferrel » est la contraction de « Ferret-Savinel », affaire de construction créée en 1926 à Roubaix (Nord), qui est à l'origine de la fortune de la famille Arnault. Le Groupe George-V, très diversifié dans les activités de promotion et de construction, emploie 560 personnes et a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs.

NEW-YORK, 12 janvier ↑

La hausse continue

Encore une bonne séance jeudi à Wall Street. Sur sa lancée, le marché a poursuivi son avance sans trop se faire prier. Malgré une légère incision au début, l'indice des industriels n'est pas une seule fois revenu en deçà de la barre des 2 200 points. A la clôture, il s'élevait à 2 222,32, avec un nouveau gain de 15,89 points. Il ne s'en faut plus que de 24,42 points pour que la Bourse américaine ait totalement effacé les dernières traces du krach.

Le bilan de la journée a été de très bonne qualité. Sur 1 979 valeurs traitées, 901 ont progressé, 569 ont baissé et 509 n'ont pas varié.

● Selon les experts, la hausse se poursuit d'ici-maintenant par effet « boule de neige », d'autant que sur un plan psychologique le franchissement presque sans difficulté de la barre des 2 200 points a produit une excellente impression.

D'aucuns prévoient la montée jusqu'à 2 250 points voire 2 275 points avant qu'une consolidation ne s'opère.

L'activité s'est accrue et a porté sur 183 millions de titres contre 148,9 millions la veille.

VALEURS	Cours du 11 jan.	Cours du 12 jan.
Alcoa	60	60 1/8
A.T.	28 7/8	29 1/8
Bowling	60 1/8	61 1/2
Chase Manhattan Bank	28 1/2	30
Du Pont de Nemours	57 1/8	58 1/8
Eastman Kodak	44 7/8	44 3/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
General Electric	52 1/2	53 1/4
General Motors	88 3/8	87 5/8
IBM	122 1/4	123 1/8
J.P.M.	62	62 3/8
ITT	48 5/8	49 1/8
Philips	57 1/8	57 3/4
Schering-Plough	34 7/8	34 5/8
Tesco	53 1/2	53 1/4
Union Carbide	28 1/2	28 1/2
U.S.A.	31 1/8	31
Veracorp	59 3/8	58 3/4

LONDRES, 12 janvier ↑

Nette hausse

Les cours des valeurs ont consolidé leurs gains pour terminer ce nettement haussier. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 16,8 points à 1 850,9. Le marché était très actif avec 791,3 millions de titres échangés contre plus de 500 millions la veille. L'ensemble des secteurs s'est apprécié, notamment les magasins (Great Universal Stores), les banques (Midland) et les alimentaires (Cadbury). Plessey s'est apprécié à la suite du raid boursier du géant de l'électronique britannique GEC et de l'allemand Siemens, porteur leur participation commune dans l'usine d'armes de l'Inde. L'indice a été de 14,8 %. Cette OPA conjointe sur Plessey a été déferée devant la commission des monopoles. Le confiseur Basset Foods a bondi après l'annonce d'une OPA de 65 millions de livres (700 millions de francs) du groupe suédois Procordia. Mais la direction de Basset refusait l'offre. Les brasseries ont gagné du terrain contre les attaques des producteurs de rachat. Bass a ainsi fortement progressé. L'ordre s'est déprécié suite au désintérêt du financier M. Alan Bond pour ce conglomérat. Il est en fait de même pour le groupe immobilier Hammonson à la suite d'une réévaluation décevante de ses actifs. Les fonds d'Etat se sont affaiblis et les mines d'or sont dévaluées irrégulièrement.

FAITS ET RÉSULTATS

● Des NIP pour le MATIF. — Cinq négociations individuelles de parquets (NIP) ont fait leur apparition au début de semaine sur le parquet du MATIF à la Bourse de Paris.

La création de ce nouveau statut, équivalent des fameux « locals » américains, a été décidée par le Comité de gestion de la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), autorité de contrôle du MATIF.

M. Pfauwadel a indiqué que ces cinq premiers intervenants, parvenus par un processus d'admission et deux autres doivent être déposés.

Le négociateur individuel, qui a passé une convention avec un adhérent paraitra donc lui verser un dépôt de garantie permanent de 100 000 F, somme qui est transférée à la CCIFP.

Dans cette convention, figurent également des limites de position par contrat, des moyens de contrôle spécifiques au NIF et des sanctions contractuelles.

Quatre autres dossiers de candidature sont en cours d'examen et deux autres doivent être déposés.

● BASF augmente de 14 % ses investissements. — Le numéro deux mondial de la chimie a décidé d'augmenter de 14 % ses investissements pour 1989, dont le montant s'élève à 3,6 milliards de deutschemarks. Environ 2,2 milliards de DM seront consacrés aux filiales du groupe installées en RFA. 1,6 milliard de DM est attribué à la société mère BASF AG, 594 millions à BASF Corporation (États-Unis) et 288 millions à BASF Arver.

PARIS, 13 janvier ↑

Les pétroles en tête

L'événement vendredi rue Vivienne a été la hausse générale des valeurs pétrolières, favorisée par la déclaration de M. François Xavier Ortoli, président de Total, sur les gains très importants faits entre juillet et décembre dans le raffinage. Outre, bien sûr, Raffinage-Distribution et Total en tête du palmarès, figuraient en bon ordre Géophysique, BP France, Esso, Elf, tant il est vrai que la non-répercussion de la baisse du brut à la pompe promet de rapporter beaucoup d'argent aux compagnies.

Pour le reste, la Bourse est restée bien orientée. L'ouverture matinale s'était faite sur une avance de 0,41 %. A midi, la progression atteignait 0,51 %. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané s'établissait à 0,15 % au-dessus de son niveau précédent.

Une fois encore, la fermeté de Wall Street a stimulé les investisseurs. Mais l'ajustement des OPA n'est pas non plus négligeable avec l'opération financière qu'International Paper Corp. s'approprie maintenant à lancer sur la totalité du capital d'Ausset-Rey (voir ci-contre).

La plupart des spécialistes s'accordent à dire que les offres publiques vont se multiplier en 1989. Ce n'est pas un hasard si ce vendredi l'attention s'est aussi concentrée sur Fisons, Club Méditerranée, Arjomari, toutes affaires dites « opérationnelles ». Bref, les commentateurs risquent d'avoir du pain sur la planche et les investisseurs de bonnes raisons de placer leurs capitaux. En attendant, pour la quatrième fois consécutive, la semaine s'achève sur une nouvelle hausse des indices d'au moins un demi point, ce qui porte à plus de 10 % la reprise de Noël.

TOKYO, 13 janvier ↑

Nouveau record

Après une journée de pause, le marché tokiyote a repris sa progression. Amorcé dès le matin, le mouvement de hausse s'est poursuivi toute la journée à la même cadence. En clôture, l'indice Nikkei a enregistré un nouveau niveau record, soit 3 298,38 en progrès de 154,93 points (+ 4,7 %).

Les investisseurs nippons ont également étrangers ont été encouragés à prendre de nouvelles positions par la très belle tenue de Wall Street.

La demande s'est concentrée sur les valeurs à forte capitalisation, plus particulièrement sur les sidérurgiques et les constructions navales.

Hausse également des sociétés de négoce et des grands magasins, ainsi que des entreprises touristiques, des alimentaires, des chimiques et des métaux non ferreux. L'activité s'est accrue avec plus de 1,5 milliard de titres échangés contre 1 249 millions la veille.

VALEURS	Cours du 12 jan.	Cours du 13 jan.
Aiel	681	686
Daicang	1 420	1 420
Canon	1 910	1 950
Daicang	3 770	3 800
Honda Motor	2 350	2 370
Honda Motor	2 590	2 610
Toyota Motor	1 440	1 450
Toyota Motor	1 440	1 450

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	220	220	La Compagnie Elcom	280 50	282
Ayrol	220	220	Le galène du nord	270	270
B.A.C.	340	340	Loisirs Investissement	274 50	274 50
B. Desmoulin & Associés	350	350	Locomotion	185	185
B.L.C.M.	220	220	Mécanique	175	175
B.P.	220	220	Mécanique	175	175
Bolton	815	820	Mécanique	175	175
Bolton Technologies	940	930	Mécanique	175	175
Bolton	1050	1050	Mécanique	175	175
Chânes de Lyon	1714	1725	Mécanique	175	175
Colson	800	780	Mécanique	175	175
Cost	550	550	Mécanique	175	175
C.A.L. de la R.C.L.	335	335	Mécanique	175	175
C.A.T.C.	135 50	135 50	Mécanique	175	175
C.B.M.E.	1252	1252	Mécanique	175	175
C. Equip. Elect.	355	355	Mécanique	175	175
C.E.L.D.	744	740	Mécanique	175	175
C.E.S.P.	1700	1700	Mécanique	175	175
C.E.L. Internationale	1151	1180	Mécanique	175	175
Cemex d'Origny	640	630	Mécanique	175	175
C.A.I.M.	454	454	Mécanique	175	175
Concept	280	280	Mécanique	175	175
Conseil	307	307	Mécanique	175	175
Cost	450	445	Mécanique	175	175
Delta	1640	1640	Mécanique	175	175
Daicang	1040	1050	Mécanique	175	175
Davies	550	550	Mécanique	175	175
Edison	112	112	Mécanique	175	175
Elyon Investissement	22 50	22 50	Mécanique	175	175
Fisons	240	220 40	Mécanique	175	175
St. Francis (S.F.A.)	245	245	Mécanique	175	175
Géralt	550	550	Mécanique	175	175
I.C.C.	225	225	Mécanique	175	175
IMA	250	255	Mécanique	175	175
I.S.F.	105 10	105	Mécanique	175	175
INZ	250	250	Mécanique	175	175
Int. Med. Service	540	540	Mécanique	175	175

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 12 janvier 1989

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 89	juin 89	Mars 89	juin 89
Accor	600	30	54	-	-
CGE	400	34,50	47	11	17
Elf-Aquitaine	340	44	48	2,30	-
Lafarge-Coppée	1 400	176	249	5	11
Michell	215	6,25	12,50	23	25,90
Midi	1 645	124,50	-	48	-
Paribas	480	36,90	50	14,90	25
Peugeot	1 300	173	213	5	16,65
Saint-Gobain	600	36	-	18	30
Société générale	520	29,50	-	25,80	-
Thomson-CSF	280	39	46,50	1,50	3,50

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 12 janv. 1989						
Nombre de contrats : 47 004						
COURS		ÉCHÉANCES				
		Mars 89		Juin 89		Sept. 89
Dernier		108,50	107,88		107,90	
Précédent		108,54	108,04		108,04	
Options sur notionnel						
PRIX D'EXERCICE		OPTIONS D'ACHAT			OPTIONS DE VENTE	
		Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89	
106		2,60	2,52	0,10	0,60	

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,272 F ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)	
De très gros remous ont été enregistrés sur les places financières internationales vendredi 13 janvier où le dollar a repris très vite son ascension. Le billet vert a ainsi coté 6,272 F (contre 6,2130 F la veille). Les déclarations de ministre ouest-allemand, M. G. Stoltenberg sur les niveaux actuels du dollar, ce qui dernier jugé réaliste, ont attiré la spéculation. Mais les cambistes s'attendent aux interventions des banques centrales.		11 janv. 12 janv.	
FRANCFORT 12 janv. 13 janv.		Valeurs françaises : 183,9 185,4	
DM (en DM) : 1 063 1 059		Valeurs étrangères : 183,3 183,9	
TOKYO 12 janv. 13 janv.		(SMF, base 100 : 31-12-81)	
Dollar (en yens) : 126,12 126,65		Indice général CAC : 434,1 434,4	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		(SMF, base 1000 : 31-12-87)	
Paris (13 janv.) : 31/841/25		Indice CAC 40 : 1 698,3 1 647,48	
New-York (12 janv.) : 31/841/25		(OMX, base 100 : 31-12-81)	
		Indice OMX 50 : 449,9 457,84	
		NEW-YORK (Indices Dow Jones)	
		Industrielles : 2 784,43 2 723,31	
		LONDRES (Indices Financial Times)	
		Industrielles : 1 511,9	
		Mines d'or : 163,1 163,8	
		Fonds d'Etat : 87,14 87,85	
		TOKYO	
		12 janv. 13 janv.	
		Nikkei Dow Jones : 31 183,45 31 258,38	
		Indice général : 2 445,82 2 457,58	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Resp. + ou dép.	+ ou -	Resp. + ou dép.	+ ou -	Resp. + ou dép.
E.-U.	6,2615	6,2635	- 50 - 35	- 185 - 30	- 339 - 240	- 779 - 665
S. can.	5,2136	5,2239	- 128 - 84	- 247 - 184	- 779 - 665	- 1027 - 911
Yen (100) ..	164,28	164,75	+ 176 + 228	+ 310 + 362	+ 911 + 1027	+ 1027 - 911
DM	3,4885	3,4115	+ 79 + 96	+ 144 + 167	+ 427 + 497	+ 497 - 427
Florin	3,6212	3,6237	+ 58 + 71	+ 189 + 227	+ 341 + 396	+ 396 - 341
FB (100) ...	16,2848	16,3112	+ 116 + 158	+ 284 + 366	+ 636 + 1085	+ 1085 - 636
PS	3,9984	4,0822	+ 93 + 111	+ 169 + 196	+ 316 + 397	+ 397 - 316
L (1 000) ...	4,6381	4,6431	- 165 - 112	- 291 - 239	- 537 - 783	- 783 - 537
.....	11,9954	11,1052	- 464 - 406	- 874 - 793	- 2422 - 2879	- 2879 - 2422

TAUX DES EUROMONNAIES

E-U.	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 7/16	9 7/16
DM	4 7/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 1/2	5 11/16	5 13/16
FR (100) ..	5 3/8	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6	6 1/8
F.S.	4 7/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 7/8	7 3/4	7 1/2	7 7/8
(1000)	10 1/2	11 1/2	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 15/16	13 1/16
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
12 3/4	13	13 3/4	14 1/4					

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La tension américano-libyenne et la Ligue arabe. 4 L'avenir de la brigade franco-allemande. — La détente sino-vietnamienne. 6 Menaces de grève en Pologne. 7 La situation sociale en Espagne.	8 Le PCF contre-attaque dans le contentieux électoral en Seine-Saint-Denis. 9 Deux décisions du Conseil constitutionnel. DÉBATS 2 « Oui, 89 pour l'égalité », par Harlem Désir.	10 Une journée consacrée au dépistage des maladies. — « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchet. 11 Information judiciaire après la destruction du véhicule du juge Bernard. 12 Sports : le onzième Paris-Dakar à son terme.	17 Théâtre : Roger Planchon met en scène <i>Andromaque</i> à Villeurbanne ; le <i>Terrier</i> , de Franz Kafka, à l'Athénée. 18 Cinéma : la <i>Vieille</i> , de Georges Wilson ; la <i>Derrière</i> Cible, de Buddy Van Horn. — Communication.	23 Le ministre de l'Industrie relance la polémique autour de la Société générale. 25 L'OPA sur le papetier Ausselet-Ray. 26 La démission de M. Alain Chevalier de la présidence du groupe LVMH. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 Campus 21 Carnet 22 Jaux 16 Météorologie 21 Philatélie 20 Radio-télévision 19 Spectacles 19	« Chaque matin, le mini-journal de la rédaction... » • La <i>Débat</i> en direct, 24 h sur 24 SPO 3615 taping LEMONDE • Les jeux du Monde EU • Téléphones aux USA pour 75 la minute DIA 3615 taping LM

Les élections municipales Le pèlerinage de M. Fabius à Château-Chinon

CHATEAU-CHINON
de notre correspondant

M. Laurent Fabius a donné, à sa manière, jeudi 12 janvier, un coup d'envoi à la campagne du PS pour les élections municipales. C'est de Château-Chinon, le jour même où, à Paris, MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais s'entreviennent, que le président de l'Assemblée nationale a appelé les militants socialistes à se mobiliser pour l'élection du 12 mars.

Et à se mobiliser dans l'unité. Evoquant, « avec un peu de peine et beaucoup de tristesse », la rivalité entre M. Michel Pezet et M. Robert Vigouroux à Marseille, il a déclaré : « Je souhaite que nos amis comprennent qu'ils ne pourront rien faire de bon si l'unité n'est pas assurée. Mais l'unité ne se décrète pas : il faut qu'il y ait un projet, sinon les batailles d'hommes prennent de plus en plus d'influence. L'unité des socialistes ne peut se construire qu'à partir d'une règle simple : le Parti socialiste est un parti de gauche. »

M. Fabius soutient « naturellement » le candidat officiel de son parti à la mairie de Marseille, mais il n'a apparemment pas perdu tout espoir de « trouver une solution » d'entente.

S'il n'a pas commenté l'accord national PS-PC, il a, en revanche, exprimé sa « crainte qu'une certaine démobilité ne se produise » dans l'électorat

et ne se traduise en mars par une forte proportion d'abstentions. Invité par le sénateur de la Nièvre et maire de Château-Chinon, M. René-Pierre Signé, l'ancien premier ministre a tenu ces propos à la mairie de cette ville-symbole où il se rendait pour la première fois : il est l'un des rares dignitaires du PS à ne pas avoir effectué ce pèlerinage pendant le premier septennat de M. François Mitterrand.

L'héritier

Dans son pèlerinage, M. Fabius a observé les hautes obligations : le Musée du septennat, devenu l'an dernier le musée le plus fréquenté de Bourgogne avec 100 000 visiteurs, la fontaine de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely, le bureau du maire qui fut celui de M. Mitterrand pendant vingt-deux ans, et même l'ancienne prison, transformée dernièrement en piscine.

Le président de l'Assemblée nationale est-il venu à Château-Chinon en héritier présomptif ? Les doutes éventuels des militants ont été balayés quand ils ont entendu M. Signé prononcer la bénédiction. Evoquant Jules Guesde, Jaurès, Blum et François Mitterrand, « qui incarne le socialisme d'aujourd'hui », il a ajouté : « Et demain, je crois que c'est Laurent Fabius qui l'incarnera : il a réconcilié le socialisme avec une pensée économique moderne sans que pour autant nous devenions libéraux. »

JACQUES SPINDLER.

La guerre des nerfs continue entre GEC-Siemens et Plessey

La guerre des nerfs continue dans le dossier de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par General Electric Company (GEC), allié à l'allemand Siemens, contre le britannique Plessey. L'entreprise britannique a réussi à gagner du temps (jusqu'à trois mois) puisque, sur recommandation du directeur de la concurrence, le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, lord Young, a décidé de défer l'affaire devant la commission britannique des mono-

poles. Il a également interdit aux deux assaillants d'acquiescer ensemble plus de 15 % des actions Plessey.

La riposte de GEC et Siemens ne s'est pas fait attendre : ils ont immédiatement effectué un raid à la Bourse de Londres et porté de 2 à 14,9 % leur participation dans Plessey. La raffe, qui a concerné 89 millions d'actions, à 245 pence, a représenté un investissement de quelque 218 millions de livres (2,4 milliards de francs). Elle a entraîné une hausse du titre Plessey à 233 pence, soit 6 % de mieux que le cours précédent.

Un autre Britannique, lui-même ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, Sir Leon Brittan, nouveau commissaire européen à la concurrence, s'est mis en travers de l'OPA GEC-Siemens : il a estimé que cette opération risquait « à première vue » de fausser la concurrence au sein du Marché commun. En conséquence, « une enquête approfondie » va être lancée. Mais la commission a assuré qu'elle « déciderait le plus rapidement possible ».

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier 1989 a été tiré à 504 534 exemplaires.

ÉTATS-UNIS : M. Bush a complété son cabinet

- L'amiral Watkins, secrétaire à l'énergie
- M. William Bennett, « tsar antidrogue »

Huit jours avant d'entrer officiellement en fonctions, M. George Bush a réuni pour la première fois, jeudi 12 janvier, son cabinet constitué progressivement tout au long de la période de transition. Le premier nommé — dès le lendemain de l'élection du 8 novembre — fut le futur secrétaire d'État James Baker, les deux derniers — juste avant la réunion de janvier — ont été le secrétaire à l'énergie, l'amiral en retraite James Watkins, et le coordinateur de la lutte contre la drogue, M. William Bennett.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

M. Watkins et M. Bennett sont des hommes de caractère, connus pour leur franc parler et leur dynamisme. Ils ont fait leurs preuves dans des postes de responsabilité. Marin de vocation, ancien commandant de sous-marin nucléaire, puis commandant de la flotte du Pacifique, avant de parvenir, en 1982, au sommet de la hiérarchie dans la Navy (chef des opérations), l'amiral Watkins (en retraite depuis 1986) est aussi un spécialiste du nucléaire. Sa nomination à l'énergie traduit la volonté de M. Bush de donner la priorité à la remise en état des centrales nucléaires américaines à usage militaire, qui posent actuellement de graves problèmes de sécurité et d'environnement (le prix des travaux à entreprendre vient d'être estimé à 81 milliards de dollars par l'administration Reagan).

M. Watkins n'a, en revanche, pas d'expérience dans le domaine du pétrole et du gaz, mais M. Bush — lui-même ancien pétrolier — a tenu à souligner qu'il n'était pas question de négliger pour autant ces formes d'énergie, nécessaires, selon lui, aussi bien à la sécurité qu'à l'économie des États-Unis. L'amiral Watkins avait été très apprécié pour son rôle éminent dans la commission

sur le SIDA créée par M. Reagan. Il s'était très vigoureusement opposé à toute discrimination à l'égard des malades.

Le poste de conseiller pour la politique en matière de drogue — ou « drug czar », (tsar) selon une expression désormais consacrée à Washington — vient d'être créé par le Congrès et M. William Bennett en sera donc le premier titulaire. Le président élu avait d'abord proposé ce poste à un démocrate, le sénateur De Concini, pour donner un caractère nettement « bipartisan » à la lutte contre la drogue qu'une majorité d'Américains considère comme le problème national numéro un. L'offre ayant été déclinée, cette lourde tâche revient à un homme d'autant plus résolument conservateur qu'il a flirté, dans sa jeunesse, avec les idées de gauche.

M. Bennett fut pendant plusieurs années, sous la présidence de M. Reagan, secrétaire à l'éducation et, déjà à l'époque, il s'était promis d'éliminer la drogue des écoles. C'est un partisan déclaré de la « tolérance zéro » en matière d'usage de la drogue, et il est aussi favorable à l'emploi, controversé, de l'armée dans la lutte contre les trafiquants. L'homme a un défaut gênant dans ses nouvelles fonctions : il fume plus que modérément, dans un pays où le tabac tend de plus en plus à être considéré comme une drogue comme les autres. Mais, a-t-il promis, il cessera de fumer dès sa prise de fonctions.

Le cabinet proprement dit comprend quatorze secrétaires (ministres). Les autres membres de l'équipe Bush (comme le secrétaire général, le conseiller pour les affaires de sécurité, le responsable du budget, etc.) dépendent directement de la Maison Blanche (la distinction est assez peu importante, puisqu'il n'y a pas, aux États-Unis, de premier ministre).

JAN KRAUZE.

• INDE : quinze morts au Pendjab. — Quinze personnes ont été tuées, dont quatre par pendaison, par des militants sikhs, dans la région d'Amritsar, au Pendjab, après le pendaison des deux meurtriers d'Indira Gandhi, a indiqué la police jeudi 12 janvier. Les militants ont laissé derrière eux une note selon laquelle ils continueraient à tuer des hindous en représailles. — (AFP.)

Sur le vif Handicapées

Vous avez vu cette enquête dans *l'Express* ? Pourquoi l'association des femmes s'arrête-t-elle aux marches du pouvoir ? Bonne question. C'est curieux, elles progressent sur toute la ligne. A l'école, elles dominent. Dans les stades, elles s'arrachent. Et sur le marché du travail, elles s'évaluent. Elles se répartissent à la base de la pyramide sociale : infirmières, vendeuses, institutrices, femmes de ménage, secrétaires... dès qu'il s'agit d'escalader l'échelle des salaires et des responsabilités, les mères leur passent allègrement par-dessus la tête... Pousses-toi de là que je m'y mette.

Je ne vais pas vous refaire le topo sur le machisme du monde des affaires et de la politique, ces choses gardées où les femmes se raquent encore rarement à venir braver.

Ce qui m'étonne, c'est qu'elles n'y tiennent pas tellement. Regardez Simone Vail, on lui a demandé, l'autre soir, à la télé, on lui a dit : Vous n'avez pas participé à la course à l'Élysée. C'est bizarre. Vous êtes pourtant bien partie. Qu'est-ce qui s'est passé ? Elle a pas su nous expliquer. Quelque chose la retenait. Manque de courage ? D'ambi-

tion ? Elle arrivait pas à mettre le doigt dessus. Un homme n'aurait pas hésité, elle en convenait, mais elle... Bon... Non.

Et nous... Bon... Non, pareil. On n'en veut pas, d'une femme à la présidence de la République. Au Parlement et à la mairie, non plus. M^{me} la mairesse, merci bien, mais non merci. Et alors, au boulot, rien qu'à l'idée que le patron puisse être une patronne, on se rebiffe, on s'effrite.

Remarque-là, on a de bonnes raisons. Je voudrais pas paraître sexiste, mais franchement je préfère, et de loin, un chef à une cheffesse. Au moins, lui, il confondra pas employée de bureau et employée de maison. Il me demandera pas d'aller lui acheter un collier — dépêchez-vous, le mien a été, et j'ai rendez-vous dans un quart d'heure avec le PDG d'Elf-Aquitaine.

Je vous entends d'ici : il se gère, peut-être ! Pourriez pas me raconter ce bouton en vitesse, j'ai un déjeûner avec... Exact. Mais lui, pauvre chat, vérifiez ses boutons, il y pense pas. Tandis qu'elle, vieille salope, prend un collier de rechange, elle a qu'à y penser !

CLAUDE SARRAUTE.

Les préparatifs pour l'opération de divergence de Superphénix

C'est dans la matinée du samedi 14 janvier que le réacteur surgénérateur Superphénix, installé sur le site de Creys-Malville, à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon, devrait commencer à fonctionner. Les équipes de la centrale n'ont en effet pas chômé, dans la mesure où l'autorisation de remise en route leur avait été signifiée quarante-huit heures plus tôt par le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'État à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (le Monde du 13 janvier).

Dès vendredi, les responsables de la centrale ont lancé les préparatifs de cette opération de divergence qui conduit aux premières réactions nucléaires au sein du cœur. A ce moment-là, la puissance de l'installation monte alors progressivement jusqu'à quelques centaines de kilowatts, soit une fraction (quelque dix millièmes) de la puissance normale du réacteur (1 300 mégawatts). Elle devrait atteindre au cours des jours suivants à peu près 3 % de cette valeur et rester à ce niveau pendant environ cinq semaines pour procéder aux tests et aux contrôles nécessaires à la bonne marche de l'installation. Ce n'est qu'après que la puissance sera progressivement augmentée par paliers.

• M. Bernard Cambournac élu président de la Chambre de commerce et de l'industrie de Paris (CCIP) a été, le jeudi 12 janvier, son sixième-trisième président. M. Bernard Cambournac — soixante-cinq ans, ancien président de la société Pernod, membre de la CCIP depuis 1983 et vice-président trésorier depuis trois ans — pour succéder à M. Philippe Clément. M. Cambournac s'est déclaré en faveur de « l'initiative privée » et « pour la suppression aussi large que possible des contraintes administratives, surtout lorsqu'elles visent ceux qui seront demain les dispensateurs du travail ». Par ailleurs, M. François Essig, directeur général de la CCIP depuis 1983, a été confirmé dans cette fonction.

• M. Chevardnadze à Kaboul. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a quitté vendredi 13 janvier Moscou pour Kaboul pour une « visite de travail » en Afghanistan, a annoncé l'agence Tass sans autres détails.

• Ce voyage non annoncé intervient peu après l'échec des négociations à Islamabad entre le premier ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, et les représentants des différents groupes de la résistance afghane. — (AFP.)

• Collision d'avions militaires en RFA : 2 morts. — Trois avions militaires, deux Alphajet ouest-allemands et un Tornado britannique, se sont heurtés, vendredi 13 janvier en plein vol au-dessus de Wiesbaden (dans le nord de l'Allemagne fédérale) et les deux occupants de l'avion britannique ont été tués. Le Tornado et un Alphajet se sont écrasés sur des fermes de la Wiesbaden, mais aucun des habitants n'a été blessé.

ODOUL AGENT DE confiance
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Le Monde
LUNDI 16 JANVIER (NUMÉRO DATÉ MARDI 17)
SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI
22 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres
ATTENTION : ce numéro est publié
en cahier séparé. N'oubliez pas
de le demander à votre marchand de journaux

RODIN la mode en **SOLDES!**
Les milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.
Les tissus de laine, et l'élégance du choix superluxe.
Les coupes !
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS
A B C E F G H

TRANCHE DU VENDREDI 13 GROS LOT
10 MILLIONS
DIXIÈME 20 F - ENTIER 184 F
TRAGE LE 18 JANVIER
loterie nationale
VENDREDI 13